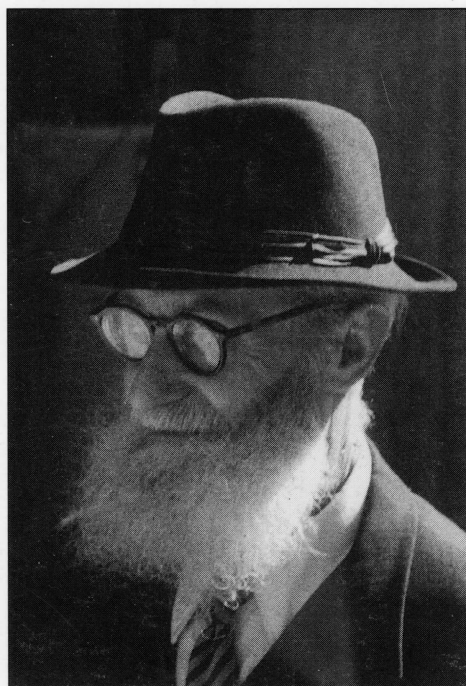


cahiers

LEON TROTSKY



- Alain Calvié** Social-démocratie allemande et dictature du prolétariat
Cliff Conner La Grande Rébellion d'Irlande de 1798
Tico Jossifort Une prophétie refoulée
Hal Draper L'autre voie : l'alternative à la micro-secte
Basile Karlinsky L'image de Trotsky en Russie aujourd'hui

69

mars 2000

CAHIERS LÉON TROTSKY

Revue éditée par l'Institut Léon Trotsky

L'Institut Léon Trotsky a pour but de promouvoir l'oeuvre de Léon Trotsky sous ses divers aspects [...], préparer la publication en langue française des *OEuvres* de Léon Trotsky [...] éditer les *Cahiers Léon Trotsky* destinés à établir un lien entre toutes les personnes intéressées par les travaux de l'Institut [...] et à permettre la publication de textes et documents concernant l'auteur et le mouvement ouvrier mis au jour au cours de recherches, regrouper ou recenser toute information, documentation ou archives concernant Trotsky et son OEuvre. (Extraits des statuts de l'Institut, association selon la loi de 1901).

BUREAU DE L'INSTITUT LÉON TROTSKY

Pierre Broué, président et directeur scientifique, Gilles Vergnon, secrétaire,
Rédaction des *Cahiers* : Pierre Broué, BP 276, 38407 Saint Martin d'Hères Cedex

Administration des *Cahiers* :

Luc Aujame, 477 chemin du Puits, 69210 Fleurieux sur l'Arbresle

ABONNEMENT

Abonnement de soutien : 300 F, 350 F et plus

Etudiants :

demi tarif pour les moins de 25 ans, sur présentation de la carte d'étudiant

• France : 4 Nos (1an) 150 F

Particuliers :

• France : 4 Nos (1an) 300 F

• France : 8 Nos (2ans) 600 F

• Etranger : 4 Nos (1an) 350 FF

• Etranger : 8 Nos (2ans) 700 FF

Institutions :

• France : 4 Nos (1an) 400 F

• France : 8 Nos (2 ans) 800 F

• Etranger : 4 Nos (1an) 450 FF

• Etranger : 8 Nos (2 ans) 900 FF

Tous les anciens numéros des *Cahiers* sont actuellement disponibles au prix unitaire de **50 frs pour les abonnés** (prix public de 80 frs) + frais de port.

Petite collection du N° 1 à 20 : 600 frs (+ 45 frs de frais de port)

Grande collection du N° 1 au 39 : 1 500 frs (+ 80 frs de frais de port)

Pour l'étranger les prix indiqués ne sont valables que pour des paiements en francs français sur une banque française (ou correspondante) ou

par mandat postal international,

sinon les frais bancaires s'élèvent à 100 frs.

Ainsi tout paiement en monnaie étrangère doit être majoré de 50 frs (frais de change)

et tout paiement sur une banque étrangère de 50 frs (commission pour la banque)

Règlement à l'administration des *Cahiers Léon Trotsky*

par chèque bancaire ou postal libellé à l'ordre de ILT

à adresser à Luc Aujame - 477 chemin du Puits, 69210 Fleurieux sur l'Arbresle, France

N° ISSN 0181 - 0790

Commission paritaire 61601

Directeur de la publication : Pierre Broué

cahiers

LEON TROTSKY

n° 69

Mars 2000

Présentation 3

Alain Calvié

— La social-démocratie allemande et la dictature du prolétariat 5

Cliff Conner

— La Grande Rébellion d'Irlande de 1798 27

Tico Jossifort

— Une prophétie refoulée 45

Hal Draper

— Vers un nouveau départ. L'autre voie :
l'alternative à la micro-secte 55

Basile Karlinsky

— L'image de Trotsky en Russie aujourd'hui 73

DOCUMENTS SUR L'HISTOIRE DU MOUVEMENT

E.B. Solntsev

— Lettre d'un *Oppositionner* de Russie sur le mouvement communiste
en Europe et aux Etats-Unis 95

Lev Lvovitch Sedov

— La situation en Union soviétique et les dernières exclusions du PC de
l'URSS 105

Sam Gordon

— L'exécutif de la IVe Internationale à Trotsky 113

Photo de couverture : Hal Draper (1914-1990)

Présentation

L'article d'**Alain Calvié** est du type des articles que nous aimerions publier souvent ; aussi chargé d'informations que clair, passionnant, décapant. Tant pis pour les ânes qui ânonnent sur la dictature du prolétariat conçue comme une des formes de la criminogénie des communistes.

L'article de **Cliff Conner**, un des connaisseurs de ces problèmes, porte sur la grande rébellion irlandaise pratiquement inconnue en France.

Tico Jossifort rend un hommage original à Trotsky en tant que prophète.

Hal Draper discute du parti-secte et pose quelques-uns des problèmes les plus importants du mouvement révolutionnaire et socialiste depuis la Première Guerre Mondiale.

Basile Karlinsky a traduit et commente deux textes intéressants parus dans la presse militaire russe sur Léon Trotsky.

Dans les documents, trois textes capitaux, 1928, 1933, 1940 jalonnent l'histoire du mouvement trotskyste.

Alain Calvié

La social-démocratie allemande et la dictature du prolétariat (1869-1891)

L'ambition de cet article se borne à décrire quelle fut la position de la social-démocratie¹ allemande, de sa constitution en 1869 jusqu'à son retour à la légalité en 1891, à l'égard d'une des notions fondamentales du marxisme², la dictature du prolétariat³. Il règne en effet sur ce sujet une confusion extrême, soit

1. Le terme allemand de **Sozialdemokratie** avait pour équivalent en français au XIXe, celui de *démocratie socialiste s'opposant à la démocratie bourgeoise*. Cf. le parti russe qui s'appelait parti ouvrier démocrate socialiste de Russie. Nous tenons *socialiste* et *social-démocrate* comme équivalents, mais le pluriel du second est *social-démocrates* et non *sociaux démocrates*, et pas plus « socio-démocrates ».

2. En 1853, Marx écrivait à Weydemeyer : « *Ce n'est pas à moi que revient le mérite d'avoir découvert l'existence de classes dans la société moderne et leur lutte [...] Ce que j'ai fait de neuf, ce fut de démontrer que l'existence des classes est seulement liée à des phases déterminées du développement historique de la production [...] que la lutte des classes conduit nécessairement à la dictature du prolétariat, que cette dictature elle-même ne constitue que la transition vers l'abolition de toutes les classes et vers une société sans classes* ». Karl Marx et Friedrich Engels, *Ausgewählte Briefe*, Dietz Verlag, Berlin, 1953, p. 86.

3. Nous avons traduit indifféremment *Diktatur des Proletariats* et *Herrschaft der Arbeiterklasse* par les mots français de *dictature du prolétariat*, entre lesquels Marx n'a voulu établir aucune distinction.

que la notion de dictature du prolétariat soit présentée en dehors de tout contexte historique, comme un concept de théorie pure¹, soit que la social-démocratie allemande de cette période soit d'emblée définie comme un parti ouvrier révolutionnaire ou comme un parti ouvrier marxiste, en dépit de son refus permanent de la dictature du prolétariat².

Ce refus ne signifiait en rien, comme on le verra, une quelconque opposition, de la part des principaux dirigeants du socialisme allemand³, à définir la nature de l'Etat qui devait résulter de la chute de la bourgeoisie et du succès de la révolution prolétarienne. Au contraire, dès la fondation du parti ouvrier social-démocrate, dans le programme adopté en août 1869, il apparaît clairement que la classe ouvrière doit s'emparer du pouvoir politique et que l'*Etat populaire libre*, nommé aussi *Etat démocratique*⁴, est considéré comme le cadre de son émancipation sociale⁵. On trouvera par la suite dans la littérature socialiste les expressions équivalentes *d'Etat populaire*⁶, voire *d'Etat démocratique populaire social-démocrate*⁷.

Lors du congrès d'unification de mai 1875 qui donna naissance au parti ouvrier socialiste d'Allemagne, il est question dans le nouveau programme d'un

1. C'est ce que fait Etienne Balibar dans *Cinq Etudes du Matérialisme historique*, Maspero, Paris, 1979, pp. 69-101, passant sous silence la lutte de Marx et Engels contre l'opportunisme croissant de la social-démocratie allemande à la fin du XIXe.

2. Dans la littérature historique de RDA, le parti social-démocrate était représenté comme un parti ouvrier révolutionnaire constitué *sur des bases marxistes*.

3. Mis à part **Rosa Luxemburg** (1871-1919) et **Karl Kautsky** (1854-1938), nous nous sommes limités aux textes et déclarations de **Wilhelm Liebknecht** (1826-1900) et **August Bebel** (1840-1913) qui jouèrent un grand rôle dans l'établissement des programmes de la social-démocratie dans cette période. A Erfurt, le projet critiqué était l'œuvre de Kautsky et **Eduard Bernstein** (1850-1932).

4. In Dieter Fricke, *Die deutsche Arbeiterbewegung*, Berlin, Dietz Verlag, 1976, p. 16.

5. Liebknecht avait explicité cette formule au congrès de Nuremberg des comités ouvriers allemands : « *La transformation de l'Etat dans le sens de l'égalité et de la justice est la condition préalable nécessaire à l'émancipation économique des masses laborieuses. La question sociale est donc indissociable de la question politique, sa solution est déterminée par elle et n'est possible que dans l'Etat démocratique.* »

6. C'est de loin l'expression la plus répandue dans le parti socialiste allemand en tout cas jusqu'en 1891.

7. Le terme de *sozialdemokratischer Volkstaat* est déjà employé dans la résolution du comité du parti social-démocrate du Braunschweig du 17 juillet 1870 à propos de la guerre franco-allemande.

Etat libre et d'une *société socialiste*, considérés comme les objectifs suprêmes et indissociables du prolétariat ¹.

Et si le programme socialiste d'octobre 1891, celui qu'adopta le congrès du parti social-démocrate, enfin redevenu légal après treize années de clandestinité, évite d'utiliser l'un de ces termes ², les notions d'*Etat populaire socialiste* ³, quand ce n'est pas celle, plus vague encore, d'*Etat de l'avenir* ⁴, sont d'usage courant ⁵ dans le mouvement socialiste jusqu'à la première guerre mondiale pour désigner la situation politique consécutive à la victoire de la révolution ouvrière.

Mais toutes ces notions ne s'en opposent pas moins radicalement, comme on va le voir, à la conception marxiste de la dictature du prolétariat. L'une d'entre elles, en tout cas, *l'Etat populaire*, survécut même à la guerre mondiale et servit dès novembre 1918, au moment où commençait la révolution prolétarienne, de cadre politique à la collaboration de la social-démocratie et de la bourgeoisie libérale qui permit la restauration de la domination de la bourgeoisie en Allemagne.



La notion d'*Etat populaire* ou *démocratique* représente dans le mouvement socialiste allemand, au moment où elle y fait son apparition, l'héritage de la Révolution de 1848. En 1869 en effet, les premiers résultats de la politique bismarckienne sont connus, mais le résultat final, la constitution d'un Etat national en Allemagne, n'est pas encore atteint et n'a pas encore effacé de la conscience populaire les objectifs du mouvement révolutionnaire de 1848.

1. Voir Fricke, *op. cit.* p. 104.

2 Il s'agit de la critique que fit Engels du projet de programme rédigé d'abord par Wilhelm Liebknecht, puis repris par Kautsky et Bernstein. Cf. en français, *La social-démocratie allemande par Engels et Marx*, introduction Roger Dangeville, UGE 1975, pp. 265-288.

3. Wilhelm Liebknecht, « Anarchismus, Sozialdemokratie und revolutionäre Taktik », **Tritz-Eisenstirn**, I ; London, 1889.

4. W. Liebknecht, *Protokoll...Erfurt* ; 1891, in *Kleine Politische Schriften*, Leipzig, 1976.

5. L'expression *Zukunftsstaat* et même *Sozialistischer Zukunftsstaat*, apparaît dans les années 90.

L'Etat populaire ou démocratique est donc d'abord dans le socialisme allemand le contraire de l'*Etat aristocratique, despotique* ou *absolutiste*, que le peuple allemand a connu de 1815 à 1866 sous le nom de Confédération Germanique¹. Mais il est aussi, dès le départ, plus que cela : il désigne en effet un Etat dans lequel se trouvent associés la démocratie politique bourgeoise intégrale et le socialisme prolétarien réalisé, c'est-à-dire l'égalité complète, sociale et économique, des citoyens entre eux.

Dans la conférence qu'il fit le 31 mars 1869 devant le comité ouvrier démocratique de Berlin, Wilhelm Liebknecht résumait ainsi le point de départ de cette conception :

« Le socialisme sans démocratie est une caricature de socialisme tout comme la démocratie sans socialisme est une caricature de démocratie. L'Etat démocratique est la seule forme possible de la société organisée sur le mode socialiste [...]. C'est parce que nous avons compris le caractère indissociable de la démocratie et du socialisme que nous nous nommons social-démocrates. Ce nom même est notre programme² ».

Au fond, on a déjà là la conception politique générale qui guide les partis socialistes et leurs organisations internationales depuis l'apparition même d'un prolétariat conscient au sein de la société bourgeoise : ajouter aux conquêtes politiques de la révolution bourgeoise les conquêtes économiques et sociales de la révolution prolétarienne.

En décembre 1869, August Bebel rédigea un article publié ensuite en brochure sous le titre de *Nos Objectifs* et dans lequel il expose très clairement cette vision des choses :

« La démocratie bourgeoise part de l'idée que la liberté politique est en définitive tout ce que l'homme peut désirer, l'Etat ayant tout au plus pour mission de veiller à une instruction suffisante de tous les citoyens et de répartir les impôts de telle sorte que personne ne soit injustement frappé. Ce sont là trois choses que nous acceptons mais qui ne suffisent pas [...] La liberté politique ne peut être la même pour tous tant qu'existe l'inégalité économique [...]. Un Etat dont le seul but est la liberté politique intéresse peu l'ouvrier. Ce qui l'incite et le pousse à conquérir la liberté et

1. Pour la popularité de l'expression d'*Etat populaire*, cf. Friedrich Lauten-Schlage, *Volkstaat und Einherrschaft ...* 1920.

2. Wilhelm Liebknecht, *Über die politische Stellung der Sozialdemokratie...*, London, 1889, p. 9.

l'égalité politique, c'est la perspective de gagner, aussi, grâce à elles, l'indépendance économique [...] Aussi la social-démocratie ne considère-t-elle pas la liberté politique comme un but mais comme un moyen pour atteindre le but : le but de la social-démocratie, c'est l'instauration de l'égalité économique, c'est-à-dire l'institution d'un Etat et d'une société fondés sur une liberté et une égalité totales »¹.

Pour les principaux fondateurs du parti socialiste allemand, les choses sont donc limpides : l'Etat populaire ou démocratique, c'est la forme politique de la société socialiste, c'est-à-dire d'une société dans laquelle les libertés politiques de la révolution bourgeoise ont été prolongées, enrichies, et en fin de compte, pleinement réalisées par l'égalité sociale et économique de la révolution ouvrière.

A la question de savoir comment la classe ouvrière parviendrait à instaurer cet *Etat populaire* ou *démocratique*, August Bebel répondait en 1869 :

« Pour obtenir cet Etat populaire, il faudra que soit brisé le pouvoir des classes et des personnes privilégiées. Les uns pensent que cela peut se faire de façon soi-disant légale, par des discours et des décrets, les autres pensent qu'il faut s'y prendre d'une autre manière, d'ailleurs tout aussi légale (ils considèrent la volonté du peuple comme étant la loi et même la loi unique et suprême), qu'on appelle communément révolution [...] Le cours des événements dépendra de l'énergie avec laquelle les forces en présence se mettront en mouvement, il dépendra de la résistance que ce mouvement trouvera chez ses ennemis. Une chose est sûre : plus forte sera la résistance, plus violente sera l'instauration de la situation nouvelle. En aucun cas, la question ne sera résolue en répandant de l'eau de rose »².

De même, dans l'esprit de Wilhelm Liebknecht, il ne pouvait être question de considérer la démocratie politique comme réalisée en Allemagne, sous prétexte que le suffrage universel venait d'être octroyé aux populations de l'Allemagne septentrionale, et d'y rajouter la démocratie économique et sociale manquante.

Reprenant les idées de Karl Marx et de Friedrich Engels sur le bonapartisme prussien, Wilhelm Liebknecht dénonçait, contre les libéraux et les socialistes bourgeois, la mystification bismarckienne du suffrage universel :

1. August Bebel, *Unsere Ziele*, Leipzig, 1870, pp. 12-13.

2. Bebel, *ibid.* p. 11.

« Certes, » déclarait-il, en mars 1869 « le suffrage universel est un droit sacré du peuple, une condition fondamentale de l'Etat démocratique, de l'Etat social-démocrate. Mais, isolé, séparé des libertés civiles, sans liberté de la presse, sans droit d'association, sous la dictature du sabre des policiers et des militaires, en un mot dans l'Etat absolutiste, le suffrage universel ne peut être que le jouet et l'instrument de l'absolutisme.

Quand Bonaparte eut assassiné la République, il proclama le suffrage universel. Quand le comte Bismarck eut assuré la victoire du particularisme des hobereaux prussiens, quand il eut vaincu la bourgeoisie libérale en Prusse grâce à ses succès de 1866 et déchiré l'Allemagne par la même occasion, il fit ce que son modèle avait fait quinze ans plus tôt : il proclama le suffrage universel. Dans les deux cas, la proclamation du suffrage universel scella le triomphe du despotisme. Cela seul devrait dessiller les yeux des naïfs zéloteurs de l'évangile du suffrage universel »¹.

Dans ces conditions, le nouvel Etat fondé par Bismarck autour de la Prusse ne pouvait être le cadre de l'avènement de la nouvelle société socialiste. Wilhelm Liebknecht concluait :

« La nouvelle société est en opposition irréconciliable avec l'ancien Etat. Dans l'Etat *féodal, policier* et *militaire*, elle ne peut pas se développer. Quiconque veut la nouvelle société doit avant tout travailler à la destruction de l'ancien Etat »².

Dans l'esprit de Wilhelm Liebknecht, il ne pouvait donc pas être question, en mars 1869, d'utiliser, de réformer, de libéraliser ou de démocratiser l'Etat en place comme le souhaitaient libéraux et socialistes bourgeois de l'époque. Pour parvenir à la démocratie et au socialisme, il fallait d'abord la révolution, la destruction de l'Etat en place.

Pour aussi radicale que fût pareille conclusion, elle n'était pas toutefois d'une netteté absolue. En 1869, Wilhelm Liebknecht s'en prenait certes vivement à ce qui avait été l'unique credo des socialistes lassaliens, leur foi dans le suffrage universel comme base exclusive de l'Etat démocratique et condition suffisante de l'émancipation de la classe ouvrière. Pour étayer son argumentation, Wilhelm Liebknecht allait jusqu'à imaginer une victoire électorale du parti socialiste allemand :

« Supposons cependant que le gouvernement, par sentiment de sa force ou par calcul, ne fasse pas usage de violence et qu'on réussisse, comme le rêvent certains

1. W. Liebknecht, *op. cit.* n. 17 , p. 15.

2. *Ibid.* p. 15.

socialistes imaginatifs à élire une majorité au parlement. Que devra faire cette majorité ? *Hic Rhodus hic salta*. Cette majorité va-t-elle prendre un décret de portée historique mondiale ? Les temps nouveaux vont-ils naître ? Oh, que non ! C'est une compagnie de soldats qui chassera du temple la majorité social-démocrate, et si ces messieurs ne se laissent pas faire, des gendarmes les conduiront en prison où ils auront tout le loisir de méditer sur leur conduite donquichottesque »¹.

Et Wilhelm Liebknecht concluait sur ce point, en complet accord avec August Bebel :

« Les évolutions ne se font pas avec la permission de l'autorité supérieure ; le projet socialiste ne peut trouver sa réalisation dans le cadre de l'Etat actuel : il faut briser ce dernier pour qu'il puisse voir le jour. Pas de paix avec l'Etat actuel ! »².

Aussi Wilhelm Liebknecht préconisait-il l'utilisation du suffrage universel comme un simple moyen de propagande et d'agitation :

« Continuons de participer énergiquement aux élections, mais n'omettons surtout pas de faire ressortir que l'urne électorale ne peut pas devenir le berceau de l'Etat démocratique. Le suffrage universel n'acquerra son influence déterminante sur l'Etat et la société qu'une fois balayé l'Etat militaire et policier »³.

Cette argumentation ne pouvait toutefois pas prétendre définir la position de la social-démocratie à l'égard des institutions de l'Etat bourgeois en général. On aura remarqué en effet qu'il n'est question — sous l'appellation générique, tantôt de l'Etat ancien, tantôt de l'Etat actuel —, que d'*Etat absolutiste, despotique, féodal, militaire* ou *policier*, mais jamais d'*Etat bourgeois* en général. De la sorte, la position politique du parti socialiste à l'égard du nouvel Etat d'Allemagne septentrionale issu de la victoire militaire de Sadowa n'avait pas de valeur universelle : on ne peut être sûr en effet que, si l'Allemagne avait alors été organisée en démocratie bourgeoise et non en dictature policière, la destruction de l'Etat en place fût restée une nécessité pour l'instauration du socialisme.

Les dirigeants du parti socialiste allemand n'attendaient d'ailleurs même pas, on le sait, l'avènement de la démocratie bourgeoise en Allemagne pour

1. W. Liebknecht, *op. cit.*, p. 16.

2. *Ibid.*

3. *Ibid.* p. 17.

changer d'opinion sur ce point. Une vingtaine d'années après la fondation de l'Empire allemand, un Etat qui restait tout aussi militaire et policier que son prédécesseur immédiat, le changement de position était chose accomplie. En novembre 1888, dans la préface à la réédition à Londres de sa conférence de mars 1869, Wilhelm Liebknecht s'en expliquait dans les termes suivants :

« La Confédération de l'Allemagne du Nord [...] portait sur son front le sceau du provisoire [...] Et moi, qui avais combattu en 1848-1849, au nom de la liberté et de l'unité, contre les fabricants de monstruosité nationales de ce genre [...], j'allais sacrifier mon passé et, me laissant séduire par le bout de lard du suffrage universel, j'allais tomber dans la souricière de cet Etat *policier* et *militaire* que constituait la Prusse agrandie ? Non, ce n'était pas possible [...]. Vint ensuite la guerre avec la France. La Confédération de l'Allemagne du Nord [...] se transforma en Empire allemand. Et ainsi fut créée une situation toute nouvelle. L'Empire allemand ne correspond en aucune manière à notre idéal national. Il ne réalise ni l'unité ni la liberté. Il n'est qu'un croupion d'Allemagne et une grande caserne¹ [...], elle-même entourée d'une prison plus grande encore. Cependant l'Empire allemand a une vie autonome, il ne dépend pas du bon plaisir de l'étranger et il ne peut, ni de l'intérieur, ni de l'extérieur, être renversé par une saccade, une simple poussée mécanique. De cette grande caserne entourée d'une prison plus grande encore, un Etat libre ne peut naître que par la voie d'une évolution organique interne »².

Elle était alors bien oubliée la déclaration que le dirigeant socialiste, accusé de haute trahison, lançait à ses juges de Leipzig en 1872 et que l'histoire confirma trente-six ans plus tard :

« Un Etat comme la Prusse-Allemagne de Bismarck est condamné par une fatale nécessité, de par son origine même [...] à une chute violente. Né sur le champ de bataille, enfant du coup d'Etat, de la guerre et de la révolution d'en-haut, il doit obligatoirement rouler de coup d'Etat en coup d'Etat, de guerre en guerre, ou bien tomber en miettes sur le champ de bataille ou bien être détruit par la révolution d'en-bas. C'est la loi de la nature »³.

En l'espace de seize ans, la nature avait changé ses lois, dans l'esprit de Wilhelm Liebknecht tout au moins, et ce qui devait nécessairement se fracasser

1. Karl Marx avait déjà employé le mot de « caserne » à la fin août 1870 sur l'unification bismarckienne de l'Allemagne : « *L'unité dans la caserne prussienne est un châtiement qu'elle a largement mérité* ».

2. W. Liebknecht, *op. cit. supra*, pp. 3-4.

3. Déclaration citée par Karl-Heinz Leidigkeit dans *Der Leipziger Hochverratprozess vom Jahre 1872*, Berlin, 1960, p. 256.

dans le tourbillon de l'histoire était devenu le cadre paisible d'une évolution *organique interne* d'un Etat *militaire et policier* en Etat démocratique. Ce retournement dans la pensée des dirigeants du parti socialiste allemand devait aboutir, d'adaptation en adaptation à l'idée de défense inconditionnelle de l'Empire allemand comme cadre national de la construction du socialisme¹ et, en fin de compte, le 4 août 1914, après quelques journées d'hésitation, au vote des crédits militaires et à la politique d'union sacrée de la première guerre mondiale.



Il n'y a toutefois aucune coïncidence entre cette évolution, accélérée au tournant du siècle, vers l'opportunisme et la collaboration de classe, et le rejet de la dictature du prolétariat par les dirigeants du parti socialiste allemand. Le refus de la dictature du prolétariat date en effet de la fondation même du parti social-démocrate : il est pour ainsi dire un élément constitutif de la social-démocratie allemande dès son origine, non un accident anecdotique de son histoire. En 1869, par exemple, dans sa réponse à la *Demokratische Correspondenz*², August Bebel écrivait :

« Je veux faire remarquer ici, encore une fois ici, expressément que [...], par classe ouvrière, je n'entends pas seulement les travailleurs salariés au sens strict, mais aussi les artisans et les petits paysans, les travailleurs intellectuels, les écrivains, les instituteurs, les petits fonctionnaires qui sont tous [...] les victimes de l'impitoyable évolution du monde moderne. Ces classes diverses forment donc réellement l'énorme majorité du peuple et, comme il est question, non d'oppression de la minorité par la majorité, mais d'égalité des droits et des situations pour tous, il ne peut pas non plus s'agir pour la classe ouvrière de vouloir une dictature de classe ou de caste. Au contraire, ce qu'elle désire, c'est une société démocratique et rationnelle telle que le monde n'en a encore jamais vue »³.

Deux années plus tard, en octobre 1871, dans une conférence prononcée devant les adhérents d'une association démocratique, Wilhelm Liebknecht déclarait :

1. Helga Grebing, dans *Geschichte der deutschen Arbeiterbewegung*, Francfort, cite deux passages enthousiastement défensistes de discours de Bebel, p. 136.

2. *Demokratische Korrespondenz* était l'organe de la démocratie petite bourgeoise du Wurtemberg, la Schwäbische Volkspartei.

3. A. Bebel, *Unsere Ziele*, op. cit. p. 10.

« Il y a encore une critique que je dois réfuter et j'en aurai fini avec cette partie de ma conférence. On dit que nous voudrions renverser la bourgeoisie pour instaurer la dictature de la classe ouvrière. Notre programme réfute cette accusation¹. Il est vrai que nous voulons briser la dictature de la bourgeoisie, mais c'est seulement pour briser toute dictature de classe. La bourgeoisie nous juge d'après elle-même : elle n'a éliminé l'Etat féodal que pour mettre l'Etat bourgeois à la place. Le prolétariat, lui, a un but plus élevé. Il a trop souffert sous la dictature de classe pour ne pas être en principe hostile à toute dictature de classe. Sur quelle classe, d'ailleurs, devrait-il donc régner ? Il est en vérité la classe la plus basse de la société et il n'est par conséquent aucune classe qu'il puisse dominer et exploiter. Ce que nous voulons, c'est l'organisation coopérative de la société, l'égalité des droits et des devoirs ! De même que la solidarité a abattu les barrières des provinces et des nations [...], de même il faut jeter bas les barrières des classes et des castes afin que l'idée d'humanité parvienne à son libre épanouissement. Ni exploités, ni exploités ! Ni maîtres, ni esclaves ! Ni dictature ni esclavage ! L'ordre dans l'égalité et non le désordre dans l'inégalité. Voilà ce que nous voulons »².

Si donc August Bebel récusait l'idée de dictature du prolétariat au nom de la démocratie et du peuple, notions plus larges que celles de l'étroit prolétariat, Wilhelm Liebknecht, lui, le faisait au nom de la particularité sociale du prolétariat et de sa mission universelle d'émancipation de l'humanité.

Jusqu'à sa mort, Wilhelm Liebknecht ne changea point d'idée sur ce sujet. En 1870, devant une association de culture ouvrière, il rejetait déjà la notion de dictature du prolétariat au profit de celle d'Etat populaire :

« Ce n'est pas pour une dictature, ce n'est pas pour des privilèges que nous luttons. La dictature, nous voulons l'éliminer en tant que telle. Là où il y a dictature, il y a esclavage, et là où il y a esclavage, il y a exploitation. Nous combattons la dictature sous toutes ses formes, la dictature politique comme la dictature sociale. Nous voulons l'Etat populaire libre qui, s'élevant sur les ruines de l'actuelle dictature de classe, réalise l'harmonie des intérêts — la société libre dans *l'Etat libre*, un Etat qui donne à chacun de manière égale les moyens de développer harmonieusement ses capacités [...] C'est seulement dans *l'Etat libre* que l'actuelle dysharmonie se résoudra en harmonie. C'est seulement dans l'Etat libre et dans la société libre que

1. Ce programme rédigé surtout par Bebel, adopté à Eisenach en 1869 disait dès sa première phrase la volonté du parti d'instaurer l'Etat populaire libre, donc le rejet de la dictature du prolétariat.

2. W. Liebknecht, « Zu Trutze und Schutz », KPR, *op. cit.*, p. 128.

nous pourrions atteindre l'harmonie universelle qui est l'idéal suprême de la culture : l'harmonie des intérêts, l'harmonie de l'homme avec l'homme, l'harmonie de l'homme avec lui-même. Harmonie extérieure ; harmonie intérieure ; harmonie de l'individu par le développement de toutes ses facultés et par la suppression de la contradiction entre l'idéal et le réel, entre la théorie et la pratique, entre la morale et l'action »¹.

De même en 1899, un an avant sa mort, tout en défendant l'indépendance du prolétariat et de ses organisations contre les partisans de coalitions parlementaires ou gouvernementales avec des partis bourgeois, Wilhelm Liebknecht continuait de repousser l'idée de dictature du prolétariat :

« Je songe seulement [...] à ce reproche qui est devenu un stéréotype depuis deux décennies : la social-démocratie aurait pour but la dictature du prolétariat. La vérité, c'est que, depuis l'insurrection de juin à Paris, soit depuis vingt-et-un ans, nous avons effectivement sur le continent européen la dictature de la bourgeoisie. Une dictature qui est dirigée par le fer et par le feu contre la classe ouvrière — elle nous a apporté, après l'insurrection de juin, les effroyables carnages de la Commune et des centaines d'autres massacres ouvriers de moindre importance —, une dictature qui vise à priver la classe ouvrière de ses droits politiques, et non seulement de priver de ses droits politiques le prolétariat mais de l'exclure du droit juridique tout court [...]. Le pouvoir politique auquel aspire la social-démocratie et qu'elle obtiendra, quoi que puissent faire ses ennemis, n'a pas pour but l'instauration d'une dictature du prolétariat, mais la destruction de celle de la bourgeoisie »².

En vingt-huit ans, le style a changé, l'évocation idyllique de l'harmonie universelle qui devra régner dans la société socialiste a disparu au profit de la sobre évocation des activités sanglantes de la bourgeoisie dans la société capitaliste, mais le noyau politique reste inchangé : la dictature du prolétariat est catégoriquement bannie du programme socialiste.

Les dirigeants de la social-démocratie allemande n'ignoraient cependant en aucune manière l'importance qu'accordaient Karl Marx et Friedrich Engels à l'idée de dictature du prolétariat. En décembre 1847, les statuts de la Ligue des communistes, rédigés par Karl Marx et Friedrich Engels, déclaraient dans leur article premier :

1. W. Liebknecht, *Wissen ist Macht, Macht ist Wissen*, 1872, p. 43.

2. W. Liebknecht, « Kein Kompromis ; kein Wahlbündnis », *KPS op. cit.* p. 282.

« Le but de la Ligue est le renversement de la bourgeoisie, la dictature du prolétariat, la suppression de l'ancienne société bourgeoise fondée sur les antagonismes de classe et la création d'une société nouvelle, sans classe ni propriété privée »¹.

Wilhelm Liebknecht qui, après son départ d'Allemagne à l'issue de la Révolution de 1848, fut membre de la Ligue des communistes à Londres, ne pouvait pas ignorer davantage que, comme l'affirmait à cette époque le *Manifeste du Parti communiste* ² :

« Le premier pas dans la révolution ouvrière est la constitution du prolétariat en classe dominante, la conquête de la démocratie et [...] le prolétariat utilisera son pouvoir politique pour arracher peu à peu tout le capital à la bourgeoisie et centraliser tous les instruments de production aux mains de l'Etat, c'est-à-dire du prolétariat organisé en classe dominante »³.

De même, après les analyses circonstanciées que fit en 1871 Karl Marx de la nature du pouvoir d'Etat prolétarien dans la Commune de Paris ⁴, ni Wilhelm Liebknecht ni August Bebel ne pouvaient feindre de croire qu'il y eut la moindre opposition, dans la pensée de Karl Marx, entre la *dictature du prolétariat* et la *conquête de la démocratie* dont parlait le *Manifeste communiste*, puisque, selon la formule de Friedrich Engels, cette phase de l'histoire de la révolution prolétarienne avait montré le démantèlement du pouvoir d'Etat existant jusqu'alors et son remplacement par un nouveau pouvoir d'Etat, un pouvoir d'Etat vraiment démocratique qui n'était rien d'autre que « la dictature du prolétariat »⁵.

1. Les statuts de la Ligue des communistes adoptés le 8 décembre 1847 sont dans *Der Bund der Kommunisten. Dok. und Mat.*, Dietz Verlag, Berlin, 1970, I, p. 636

2. « Parti communiste » n'a pas ici le sens d'une organisation mais d'un courant politique en général. Le manifeste est lancé par la Ligue des communistes (Bund der Kommunisten).

3. « Manifest der. », Marx et Engels, *Ausgewählte Schriften* (2 vol, Dietz Verlag, Berlin, 1959, I, p. 42).

4. Cf. *La Guerre civile en France*, version finale dans Marx et Engels, *Werke*, pp. 335-350.

5. Dans sa préface à la 3^e édition de *La Guerre civile en France* ; Engels écrivait : « Le philistin social-démocrate a été récemment saisi d'un effroi salutaire en entendant le mot de dictature du prolétariat. Eh bien, Messieurs, voulez-vous donc savoir à quoi ressemble cette dictature ? Regardez donc la Commune de Paris ; c'était la dictature du prolétariat » (Marx et Engels, *Werke*, Dietz Verlag, Berlin, XVII, pp. 624-625).

Enfin, en 1875, lorsque les dirigeants du parti social-démocrate préparaient le congrès d'unification du socialisme allemand, Karl Marx adressa à la plupart d'entre eux ses fameuses *Notes marginales*¹ où, après avoir critiqué le caractère mécaniste de l'opposition entre *l'Etat actuel*, correspondant à la société capitaliste, et *l'Etat libre*, correspondant à la société socialiste, il concluait :

« Entre la société capitaliste et la société communiste se trouve une période de transition révolutionnaire de l'une à l'autre. A cette dernière correspond aussi une période de transition politique dans laquelle l'Etat ne peut pas être autre chose que la dictature révolutionnaire du prolétariat »².

C'est donc en pleine connaissance de la pensée de Marx sur ce point que « les philistins social-démocrates » selon l'expression de Friedrich Engels³, s'opposèrent leur vie durant à toute introduction de la dictature du prolétariat dans le programme du socialisme allemand.

La glorification continuelle de l'Etat populaire au détriment de la dictature du prolétariat telle qu'on la trouve, avec toutes ses variantes, dans la plupart des discours et écrits des principaux dirigeants du socialisme allemand témoigne donc d'une divergence théorique fondamentale avec l'une des notions principales de la doctrine marxiste.

Cette divergence ne porte pas, tant s'en faut, sur le but final de la révolution socialiste, l'instauration du communisme dont Wilhelm Liebknecht et August Bebel ont souvent donné une description généreuse et suggestive, digne des socialistes utopistes de la première moitié du XIXe, ni même sur la nécessité d'une planification centralisée de l'économie de transition, à l'échelle nationale et internationale, pour parvenir au socialisme.

Lorsque, par exemple, en 1886, Wilhelm Liebknecht expliqua aux ouvriers de Hambourg la nature de ce qu'il appelait pour la circonstance *l'Etat populaire socialiste*, il est parfaitement clair que cet Etat n'est en rien l'instrument de la classe ouvrière pour passer du capitalisme au socialisme, c'est-à-dire une

1. Ces *Notes marginales* furent adressées par Marx le 5 mai 1875 à Bracke, Auer, Liebknecht et Bebel, publiées seulement en 1891, dans *Die neue Zeit*. Une lettre d'Engels de mai 1875, assurant que c'était un « non-sens » que de « parler d'Etat populaire libre », ne fut, elle, publiée qu'en 1910 avec les mémoires de Bebel.

2. Karl Marx, « Randglossen zum Programm der deutschen Arbeiterpartei », dans Marx & Engels, *Ausgewählte Schriften*, *op. cit.*, II, pp. 24-25.

3. Marx & Engels, *Werke*, *op. cit.*, p. 625.

périphrase pour désigner la dictature du prolétariat, mais quelque chose de tout à fait différent, *la forme politique de la société socialiste déjà réalisée*.

« Considérons à présent un instant le mot et le concept de social-démocratie. Il signifie, d'après son origine et son contenu : le pouvoir du peuple dans l'Etat socialiste ou l'Etat socialiste avec le pouvoir du peuple : *l'Etat populaire socialiste* [...] S'il est question chez nous de pouvoir du peuple, il n'est jamais pensé à un pouvoir dans le sens de l'oppression et de l'exploitation, encore moins au pouvoir de quelques-uns, lequel a nécessairement pour corollaire l'esclavage des autres, mais au sens *d'un gouvernement par le peuple* [...] La social-démocratie [...] vise à une organisation nationale et internationale de la production globale — une organisation qui n'est tout simplement pas pensable sans centralisation, sans une administration centrale des branches particulières comme de l'ensemble de la production [...], une organisation qui, par sa nature même, ne peut se limiter à un seul pays mais doit s'étendre à l'ensemble des rapports économiques mondiaux »¹.

D'un côté, un « gouvernement par le peuple », c'est-à-dire un Etat démocratique conçu selon l'idéologie de la révolution bourgeoise, de l'autre, la planification d'une économie nationale et internationale, débarrassée du capitalisme, c'est-à-dire une économie conçue selon l'idéologie de la révolution ouvrière : il est évident qu'entre ces deux pôles théoriques, la fonction propre à la dictature du prolétariat, à savoir l'organisation centrale de la lutte du prolétariat pour démanteler l'Etat bourgeois et détruire le capitalisme, est totalement escamotée².

Plus même, c'est l'idée de *transition* d'un mode de production à un autre, d'une formation sociale à une autre, qui est ignorée : dès lors, la forme *transitoire* d'un Etat, adaptée aux fonctions spéciales qu'il doit assurer pendant une période déterminée, n'est même pas pensable. La fonction n'étant pas conçue, l'organe qui doit l'assumer n'est pas concevable.

Il serait certes erroné de croire à une totale identité de vue entre August Bebel et Karl Liebknecht³. Dans les dernières années du XIXe, en particulier,

1. W. Liebknecht, « Anarchismus... » *op. cit.* p. 6.

2. Seize ans auparavant, Bebel escamotait la dictature du prolétariat en écrivant : « *L'Etat doit donc, l'Etat reposant sur la dictature de classe, être transformé en Etat populaire* ».

3. Toute la correspondance entre Marx et Engels, à partir de la création du parti social-démocrate 1869, manifeste non seulement une lutte permanente pour obtenir un

des divergences apparurent quand August Bebel abandonna la notion d'*Etat populaire* ou même d'*Etat socialiste*¹ et s'appropriâ celle du *dépérissement* de l'Etat. Ainsi en 1891, dans la 9^e édition, profondément remaniée, de son livre sur *La Femme et le Socialisme*², August Bebel introduit tout un chapitre sur la disparition de l'Etat où, après avoir longuement cité un ouvrage de Friedrich Engels³, il écrit à propos de la construction du socialisme :

« Avec l'abolition de la propriété privée et l'extinction des antagonismes de classe, l'Etat entre lui aussi peu à peu en décadence [...] Avec l'Etat disparaissent ses représentants : ministres, parlements, gardiens de prison, l'administration des impôts et des douanes, bref tout l'appareil politique. Les casernes et autres édifices militaires, les palais de justice et bâtiments administratifs, les prisons, attendent désormais une meilleure destination. Des dizaines de milliers de lois, de décrets et d'ordonnances tombent en désuétude et n'ont plus qu'un intérêt historique. Les grandes — et pourtant si mesquines — luttes parlementaires, au cours desquelles les hommes de la parole s'imaginent dominer et diriger le monde par leurs discours, ont disparu. Elles ont fait place aux collèges et délégations de caractère administratif qui ont à s'occuper d'organiser pour le mieux la production et la distribution, de fixer l'importance des réserves nécessaires, d'introduire et d'appliquer les novations adéquates dans l'art, l'instruction, les transports, la production industrielle et agricole. Ce ne sont là que des choses pratiques, visibles, concrètes, que chacun peut envisager objectivement car il n'a pas d'intérêt personnel opposé à celui de la société. Nul n'a d'autre intérêt que l'intérêt général, lequel consiste à organiser toutes choses de la meilleure manière qui soit, la plus adéquate et la plus avantageuse [...].

redressement de ce parti, mais aussi une tentative permanente de convaincre August Bebel et Wilhelm Liebknecht.

1. Dans le débat parlementaire de l'hiver 1893, Bebel, le 3 février, assura : « *Nous ne voulons pas avoir d'Etat social-démocrate de l'avenir, mais une organisation socialiste de la société* ».

2. Le passage que nous citons sur le dépérissement de l'Etat ne se trouve pas dans la dernière édition de *La Femme et le Socialisme*.

3. La phrase d'Engels, dans l'*Anti-Dühring*, que Bebel ne cite pas est : « *Voilà qui permet de juger de la formule creuse de l'Etat populaire, tant du point de vue de sa justification momentanée, comme moyen d'agitation, que du point de vue de son insuffisance permanente comme notion scientifique* » (F. Engels, *Herrn Eugen Dührings Umwälzung der Wissenschaft*, Dietz Verlag, Berlin, 1959, 1896, Berlin, p. 348).

C'est ainsi que tous les fondements de l'ordre actuel se transformeront en mythes. Les parents en parleront plus tard à leurs enfants comme d'une époque antique et fabuleuse »¹.

Il est aisé de reconnaître dans ce passage les développements presque contemporains de Friedrich Engels sur le dépérissement de l'Etat ².

Toutefois pour aussi différents que soient les propos d'August Bebel sur la décrépitude de l'Etat de ceux, immuables et étrangers à toute notion de dépérissement, de Wilhelm Liebknecht sur l'Etat socialiste ³, il n'en reste pas moins que ce qui dépérit, dans la pensée d'August Bebel, ce n'est pas la dictature du prolétariat, le nouveau pouvoir politique issu de la révolution ouvrière victorieuse ⁴, mais l'Etat bourgeois lui-même, dont les éléments se dissolvent progressivement dans la société socialiste. A ce compte, la différence de pensée qui se manifeste dans la dernière décennie du XIXe entre les deux principaux dirigeants de la social-démocratie allemande est fort mince : avec ou sans dépérissement de l'Etat, la transition du capitalisme au socialisme est toujours pensée par l'un comme par l'autre sans qu'au préalable la classe ouvrière se soit elle-même constituée en pouvoir d'Etat, c'est-à-dire sans qu'ait d'abord été érigé sur les décombres de l'ancien pouvoir de la bourgeoisie le pouvoir sans partage de la classe ouvrière, la dictature du prolétariat.

Les discussions préparatoires à l'adoption du programme socialiste de 1891, pas plus que le résultat final de ces discussions, ne firent la clarté sur ces questions, bien que le programme de 1891, le dernier qu'ait élaboré la social-démocratie allemande avant la première guerre mondiale, passe généralement pour un programme marxiste achevé. Si en effet, sous l'influence de Friedrich

1. August Bebel, *Die Frau und der Sozialismus* (1910), Dietz Verlag, Berlin, 1964, pp. 481-483.

2. Un autre passage connu d'Engels sur le dépérissement de l'Etat se trouve dans *L'Origine de la Famille, de la Propriété privée et de l'Etat* (1884) : « *La société qui organisera la production sur la base d'une libre et égale association des producteurs relèguera toute la machine de l'Etat là où sera dès lors sa place : au musée des antiquités, à côté du rouet et de la hache de bronze* » (Engels, *Der Ursprung der Familie, des Privateigentums und des Staates* ; Dietz Verlag ; Stuttgart, 1896, p. 182).

3. Dans « *Anarchismus...* » déjà cité, Wilhelm Liebknecht montre qu'il ne comprend pas la notion de dépérissement de l'Etat, en parlant de « querelle de mots » : « *Qu'on appelle la société organisée Etat ou non, n'a aucune importance* ».

4. Le Manifeste est sur ce point d'une clarté totale.

Engels et de Karl Kautsky, il n'y est plus question d'Etat libre, d'*Etat populaire* et d'*Etat démocratique*, la dictature du prolétariat n'y est pas davantage mentionnée ¹.

Du reste, même si les termes d'*Etat populaire* et d'*Etat démocratique*, qui se trouvaient dans les programmes précédents, sont supprimés, l'esprit en est intégralement maintenu, ne serait-ce que dans le paragraphe de la première partie — la partie dite des principes — où il était dit, selon la formule traditionnelle, que « *le parti social-démocrate [...] ne combat pas pour de nouveaux privilèges ou des avantages de classe, mais pour la suppression de la dictature de classes, des classes elles-mêmes, ainsi que pour l'égalité des droits et des devoirs de tous sans distinction de sexe et d'origine* »²

Une telle formule, semblable à celles que nous avons déjà citées, dans la bouche ou sous la plume de Wilhelm Liebknecht ou d'August Bebel, excluait en effet toute idée de dictature du prolétariat ³.

Toutefois, dans cette même partie du programme socialiste apparaissait la formule de « possession du pouvoir politique par la classe ouvrière », définie comme la condition préalable au « transfert des moyens de production entre les mains de la collectivité »⁴, comme étant donc la condition politique de la collectivisation des moyens de production, c'est-à-dire de la transition de la société capitaliste à la société socialiste. Il est fort probable que, dans l'esprit du rédacteur de cette partie du programme, Karl Kautsky — qui travaillait toutefois en utilisant un premier projet de Wilhelm Liebknecht — cette formule très élastique ait pu tout de même désigner la dictature du prolétariat. C'était, pourrait-on dire, la moindre des choses de la part d'un théoricien, qui se disait disciple de Karl Marx, que d'affirmer, ne serait-ce qu'allusivement, la nécessité du pouvoir politique de la classe ouvrière pour ouvrir la voie au socialisme.

La chose est d'autant plus vraisemblable que le même Karl Kautsky, dans un article préparatoire à la rédaction du nouveau programme de 1891, critiquant

1. Au contraire de ce qu'écrit Jacques Droz dans *Le Socialisme démocratique*, Paris 1966, p. 40. En 1918.

2. D. Fricke, *op. cit.* p. 173.

3. F. Ebert justifie dans *Vorwärts*, 2 décembre 1918, l'élection à la Constituante opposée au pouvoir des Conseils ouvriers, par ce paragraphe du programme de 1891.

4. Fricke, *ibidem*, p. 173.

la notion, si fréquemment utilisée par August Bebel et Wilhelm Liebknecht, d'*Etat de classe*, exposait que tout Etat, quelle qu'en fût la forme, était nécessairement *de classe*, qu'il était donc absurde d'imaginer un Etat qui ne serait pas un Etat de classe et que même l'Etat populaire, tel qu'il avait été propagé dans le mouvement ouvrier, serait la dictature du prolétariat sur les autres classes ou ne serait rien de nouveau dans l'histoire de l'humanité ¹.

Ces remarques restèrent cependant sans effet et le nouveau programme, adopté à l'unanimité et sans débat en octobre 1891 par le congrès du parti social-démocrate redevenu légal, continua la tradition socialiste allemande du refus de toute idée de dictature révolutionnaire du prolétariat.

Au cours des débats préparatoires, Friedrich Engels avait néanmoins fait une tentative pour clarifier l'orientation de la social-démocratie allemande et la retenir [de s'engager] sur la voie de l'opportunisme. Le projet de programme était en effet rédigé de telle sorte qu'il était impossible de savoir si la réalisation des revendications immédiates — sociales, économiques, politiques et culturelles — énumérées dans le programme pouvait avoir lieu dans un régime politique bourgeois, ou si, au contraire, elle avait pour condition préalable le renversement de ce régime bourgeois, c'est-à-dire au moins le début de la révolution sociale : reprenant l'argumentation du projet de programme socialiste de 1875, Friedrich Engels avait exposé dans une lettre à Karl Kautsky que les revendications politiques contenues dans la seconde partie du programme, n'étaient pas de véritables revendications immédiates puisqu'elles ne pouvaient être satisfaites sans « faire éclater par la violence la vieille carapace »² de l'Empire allemand. Il écrivait :

« On peut s'imaginer que l'ancienne société puisse transcroître pacifiquement en une nouvelle dans des pays où la représentation populaire concentre en elle tout le pouvoir politique [...] Mais en Allemagne où le gouvernement est presque omnipotent et où la Diète d'Empire et les autres corps représentatifs sont sans pouvoir réel, proclamer une telle chose sans une nécessité absolue, c'est enlever sa feuille de vigne à l'absolutisme ³ et cacher sa nudité de son propre corps »¹.

1. K. Kautsky, « Der Entwurf », *op. cit.* p. 750.

2. F. Engels, « Zur Kritik », *op. cit.*, p. 234.

3. Cette expression avait été utilisée en 1867 par W. Liebknecht pour désigner la fonction purement décorative de la Diète d'Empire dans la Confédération de l'Allemagne du Nord.

Aussi proposait-il, pour rassembler l'ensemble des revendications relevant de la démocratie politique et leur donner une signification révolutionnaire, de les concentrer autour de la revendication de *république*, formule politique centrale qui impliquait la chute du régime impérial en Allemagne.

« S'il est une chose sûre, *affirmait-il*, c'est que notre parti et la classe ouvrière ne peuvent parvenir au pouvoir que sous la forme d'une république démocratique »².

Il ajoutait :

« C'est même là la forme spécifique de la dictature du prolétariat, comme l'a déjà montré la Grande Révolution française »³.

Quelle que soit l'interprétation qu'on donne à cette dernière référence à la Révolution française⁴, il est clair que Friedrich Engels proposait une nouvelle fois d'introduire dans le programme socialiste, afin de lui donner une cohérence révolutionnaire, la notion de dictature du prolétariat. Mais il proposait cette introduction sous la forme d'une revendication de type transitoire, l'instauration de la république exprimant à la fois la rupture avec le fameux «Saint-Empire Germanique de nation prussienne»⁵, la fin de la dictature de la bourgeoisie et le début du régime prolétarien, la constitution de la classe ouvrière en classe dominante : peine perdue, non seulement la proposition de Friedrich Engels fut repoussée, mais elle fut aussi cachée à l'époque aux membres du parti eux-mêmes.

Ce n'est qu'en 1910 que l'idée en fut reprise par Rosa Luxemburg, au moment où de vastes mouvements agitaient la classe ouvrière allemande, désireuse d'obtenir le suffrage universel en Prusse. Elle demanda alors que la propagande du parti socialiste en faveur du suffrage universel et de la démocratie politique tînt compte de la crise politique permanente du régime impérial et du

1. F. Engels, *ibidem*, p. 234.

2. F. Engels, « Zur Kritik », *op. cit.*, p. 235.

3. *Ibid.*

4. L'interprétation la plus correcte de cette définition comme forme de la dictature du prolétariat nous paraît être celle d'Otto Bauer : « *La dictature du prolétariat ne signifiait pas dans la bouche de Marx et d'Engels, la suppression de la démocratie, mais au contraire, une démocratie sous la pression des masses prolétariennes en armes [...] une démocratie qui, par les moyens du terrorisme, brise la résistance de la bourgeoisie, la soumettant à la volonté des classes laborieuses* ».

5. Engels, « Ergänzung. » *op. cit.*, p. 512.

caractère général, c'est-à-dire impérialiste, de sa politique, et soit donc reliée à une campagne en faveur de l'instauration de la République en Allemagne.

« La monarchie semi-absolue avec son régime personnel » écrivait-elle « est indubitablement, depuis un quart de siècle, le point d'appui du militarisme, la force motrice de la politique maritime, l'esprit directeur de l'aventure impérialiste, tout comme elle est le rempart des hobereaux en Prusse et le bastion de la prédominance du retard politique de la Prusse dans toute la nation et qu'elle est enfin, et pour ainsi dire, l'ennemi juré personnel de la classe ouvrière et de la social-démocratie. Le mot d'ordre de république est donc aujourd'hui en Allemagne infiniment plus que l'expression du beau rêve de l'Etat populaire démocratique [...], il est un cri de guerre effectif contre le militarisme, le marinisme, le colonialisme, l'impérialisme, la dictature des hobereaux, la prussification de l'Allemagne : il n'est rien d'autre que le couronnement et le raccourci énergique de notre combat quotidien contre toutes les manifestations partielles de la réaction dominante »^{1 2}.

Karl Kautsky, qui avait pourtant, dans un passé pas si lointain, pris position pour la république³, eut alors l'audace de répondre à Rosa Luxemburg :

« Dans notre programme, il n'y a pas un mot à propos de la république [...] Même le programme de Gotha ne disait rien de la république et Marx, aussi forte qu'ait été sa condamnation de ce programme, reconnaissait qu'il ne convenait point de revendiquer ouvertement la république. Sur le même sujet, Engels s'est également exprimé à propos du programme d'Efurt. Je n'ai pas le temps de t'exposer les raisons que Marx et Engels, Bebel et Liebknecht, considèrent comme valables. Bref, ce que tu veux, c'est une agitation d'un caractère entièrement nouveau. Mais cette nouvelle agitation est d'une nature telle qu'il ne convient pas d'en discuter publiquement. Avec ton article⁴, tu proclamerais une agitation, une action nouvelle que le parti a toujours rejetée »⁵.

La tentative manquée de Rosa Luxemburg de greffer sur le cours opportuniste de la social-démocratie allemande un mot d'ordre révolutionnaire

1. Rosa Luxemburg, « Zeit des Ausbaus », RL, *Gesammelte Werke*, Berlin, 1972, II, pp. 302-303.

2. Il écrivit en 1893 « *La forme d'Etat déterminée dans laquelle le socialisme peut être réalisé, c'est seulement la république et même au sens le plus courant du mot, la république démocratique* ».

3. Cf. *CLT* n° 65.

4. Lettre privée citée dans *Die Massenstreikdebatte*, p. 193.

5. « Protokoll... », dans *KPS, op. cit.*, pp. 240-242.

fut sans aucun doute le dernier essai pour en redresser l'orientation générale avant qu'éclate la première guerre mondiale.

La dictature du prolétariat une fois escamotée, le mot d'ordre de république une fois éliminé, il ne restait plus à la social-démocratie allemande, alors que s'accumulaient déjà les nuées de la guerre impérialiste — qui allait elle-même ouvrir la voie à la révolution prolétarienne —, qu'un vague idéal de démocratie politique.

A cet idéal sans contours bien définis, Wilhelm Liebknecht avait une fois encore en 1891, dans son rapport sur le nouveau programme, donné le visage paisible et familier de l'*Etat populaire* :

« Ce qu'on appelle l'Etat de l'avenir, » avait-il déclaré devant les congressistes « est la conséquence nécessaire, inévitable, de l'actuel Etat capitaliste, de même que la production socialiste est la conséquence et la suite nécessaire de l'actuelle production capitaliste [...]. L'Etat capitaliste actuel est, malgré moi, le père de l'Etat futur [...]. Le socialisme est la suite du capitalisme moderne, l'Etat socialiste est le successeur et l'héritier de l'Etat capitaliste [...] Une fois les moyens de production transmis à la collectivité, le prolétariat n'est plus une classe — pas plus que la bourgeoisie —, toutes les classes disparaissent, il n'y a plus alors qu'une société, une société d'hommes égaux — la véritable société humaine [...]. La dictature, l'exploitation sous toutes leurs formes, doivent être supprimées, les hommes doivent être libres et égaux, non pas maîtres et valets, seulement des camarades, des frères et des sœurs ! »¹.

Avec cette vision quêtiste et idyllique de la transition du capitalisme au socialisme allait de pair l'idée que la satisfaction des revendications démocratiques suffisait à la classe ouvrière pour accéder à son émancipation. Wilhelm Liebknecht concluait :

« Nous exigeons que le bien du peuple soit la loi suprême et que la volonté du peuple ne soit subordonnée à nulle autre. Nous exigeons que toutes les institutions et toutes les lois qui s'opposent actuellement à l'expression et à la manifestation de la volonté populaire soient supprimées. Qu'il faille pour cela une refonte complète de nos institutions politiques actuelles, n'importe qui le comprend au premier coup

1. *Ibid.*, p. 249.

d'œil. Cela signifie la démocratisation absolue des institutions politiques en Allemagne »¹.

A cette *démocratisation absolue* de l'Etat bourgeois les social-démocrates se livrèrent en toute hâte à la fin du mois d'octobre 1918². Au début du mois de novembre de la même année, dans les derniers jours de la guerre, ils s'efforcèrent même de sauver la monarchie en Allemagne. Peine perdue, même **absolument** démocratisée, elle s'écroulait sous l'assaut de la révolution prolétarienne qui les contraignait, à l'inverse, à proclamer la république. Et il fallut ensuite durement réprimer la révolution ouvrière pour enlever tout contenu prolétarien à cette république et pour pouvoir y reconstruire, avec la bourgeoisie libérale, sous le nom d'Etat populaire³, cette éphémère domination démocratique de la bourgeoisie allemande que fut la République de Weimar.



Ce travail a d'abord paru dans les Cahiers d'études germaniques de l'Université de Provence, 1981/5 ? Sa qualité exceptionnelle nous a incités à le faire connaître en-dehors du cadre trop étroit des spécialistes qui ont pu l'apprécier. Nous avons seulement, sous notre propre responsabilité, abrégé certaines notes au caractère trop étroitement « germaniste », pour d'évidentes raisons de place. Il nous a paru intéressant pour nos lecteurs non seulement en lui-même mais également éclairant pour la révolte du SPD contre le chancelier Schröder au cours du dernier trimestre de l'année dernière.

1. Dès avril 1917, l'Empereur Guillaume II avait annoncé son désir d'accorder le suffrage universel en Prusse. *Frankfurter Zeitung* annonçait que, « de l'Etat autoritaire était en train de naître l'Etat populaire ». Le 28 octobre 1918, l'Etat bismarckien devenait monarchie constitutionnelle.

2. Dans ses souvenirs, le général von Haeften raconte que pour Ebert et Scheidemann, la question républicaine était seulement théorique et qu'ils s'accommodaient d'une monarchie parlementaire, pressant le général Groener de saisir ainsi l'occasion de sauver la monarchie. (in M. Morsey, *Die Regierung des Prinzen Max von Baden*, p. 560).

3. Cette notion se trouve sous la plume du juriste libéral Hugo Preuss pour qui « le peuple allemand tout entier, représenté par une Assemblée nationale issue d'élections entièrement démocratiques [pouvait seul] créer l'Etat populaire ». La base de l'Etat ne pouvait selon lui être « l'oppression d'une couche sociale par une autre ».

Cliff Conner

La Grande Rébellion d'Irlande de 1798

Cet article signé du militant-historien des Etats-Unis Cliff Conner a paru dans Socialist Action pour le bi-centenaire de la Grande Rébellion irlandaise. Nous le publions pour les mêmes raisons que celui de Kwame Somburu sur les Afro-Américains ; la « surcharge des programmes de lycéens français » fait que bien des adultes aujourd'hui citoyens ignorent les origines historiques de la question noire aux EU, de la question d'Irlande, voire des rapports du Kosovo et de la Serbie. Nous nous sommes seulement permis d'ajouter quelques notes biographiques qui montrent combien les révolutions américaine, française et irlandaise étaient des phases d'un seul et même mouvement.

En 1798, une rébellion attendue d'avance depuis longtemps éclata en Irlande, libérant la fureur réprimée accumulée pendant des décennies d'oppression. Les catholiques paupérisés d'Irlande — privés de droits politiques, persécutés par des lois pénales sévères, écartés du bénéfice de toute éducation formelle et économiquement désespérés devant les exigences toujours grandissantes des seigneurs bénéficiaires de la rente déjà exorbitante — étaient prêts pour la révolution.

En 1798, la plupart des conditions pour une révolution victorieuse étaient réunies en Irlande. La majorité des rebelles avait la détermination, le courage et

la force physique élémentaire pour balayer leurs oppresseurs — mais à condition que sa puissance potentielle soit organisée et mobilisée.

Le facteur inconnu, c'était la direction. La puissance élémentaire des rebelles irlandais pourrait-elle porter le harnais qui créerait une force de frappe coordonnée ? Les lois pénales imposées au siècle précédent en Irlande avaient été destinées à empêcher le développement d'une direction politique dans la communauté catholique.

On avait interdit aux catholiques d'occuper aucune fonction ou autorité civique, même de voter et de siéger dans les jurys. On avait rendu illégal pour les catholiques le fait d'être avocats ou maîtres d'école, d'acheter ou d'hériter de terre, et même d'en recevoir en cadeau d'un Protestant.

Quelques-unes de ces lois les plus abominables avaient été révoquées en 1778 mais leur esprit général demeurait intact. Cet horrible système, déclarait **Wolf Tone**¹, « *a réduit le grand corps des paysans catholiques d'Irlande à une situation, moralement et physiquement parlant, au-dessous de celle des bêtes de somme* ».

Sources de direction

La direction par conséquent, vint d'ailleurs.

Les Presbytériens ou Dissidents, qui constituaient une proportion importante de la population de la province nordique de l'Ulster, étaient des protestants, mais n'appartenaient pas à l'Eglise établie, l'Eglise d'Angleterre.

Les Dissidents étaient soumis à une discrimination légale et politique qui, bien que pas aussi sévère que celle qui était imposée aux catholiques, était source d'une irritation constante. Ils ressentaient de façon compréhensible le fait d'être légalement contraints de payer des dîmes pour soutenir une Eglise qui les considérait comme des sauvages.

Les Dissidents de l'Ulster fournirent ainsi une base sociale pour un mouvement politique dissident. En outre, un petit nombre de rejetons des

1. Theobald Wolfe, dit **Wolf Tone** (1763-1798), d'une famille anglicane aisée, avocat, fut connu très jeune par un pamphlet préconisant l'alliance des Irlandais indépendantistes et des catholiques. La même année 1791, il fut l'un des fondateurs des Irlandais unis. En Amérique en 1795, puis en France où il se fit le courtier d'un débarquement en Irlande. Lieutenant de Hoche, puis de Hardy, fait prisonnier, condamné à mort, il se suicide.

familles de « *l'Église d'Angleterre* » — y compris Wolf Tone et **Lord Edward Fitzgerald**¹ — avaient été radicalisés par les révolutions américaine et française et étaient attirés par l'idéal de l'égalité démocratique et de l'indépendance nationale.

En octobre 1791, un mouvement de grande importance historique fut fondé à Belfast. Tone, alors jeune avocat irlandais, entraîna quelques-uns de ses amis radicaux à fonder une organisation qu'il appelèrent la Société irlandaise unie.

Les Irlandais unis pressèrent les protestants et les catholiques de mettre de côté leurs divergences pour joindre leurs forces dans la lutte pour leurs intérêts nationaux communs : leurs intérêts, en tant que peuple irlandais, de briser la domination britannique sur leur pays. C'était « *la source jamais tarie de tous nos maux politiques* », selon les termes de Tone.

Les nationalistes irlandais d'aujourd'hui revendiquent la lutte de libération nationale la plus longue de l'histoire puisqu'elle part de l'annexion, par **Henry II**, de l'Irlande au XIIe siècle.

Dans les années précédant 1798 pourtant, le radicalisme protestant et la colère catholique fusionnèrent pour créer un mouvement massif pour une réforme politique à la tête duquel était la société irlandaise unie. Comme la crise sociale irlandaise s'aggravait au cours des années 1760, les Irlandais unis devinrent un mouvement explicitement révolutionnaire avec une armée clandestine capable de défier sérieusement le puissant empire britannique. En même temps, leur base sociale semblait de moins en moins protestante et de plus en plus catholique.

Catholiques et protestants

Bien que la racine profonde de la misère de l'Irlande fût la domination britannique, la Rébellion ne fut pas une insurrection de l'ensemble de la nation irlandaise contre l'Angleterre parce que la majorité des Protestants — une minorité significative de la population irlandaise — soutint la domination britannique.

1. **Edward Fitzgerald** (1763-1798), fils de grande famille noble, rallie les Insurgents américains, fréquente les Indiens, puis, en France, renonce à son titre ; membre des Irlandais unis en 1796, il négocie une intervention française, revient pour préparer le soulèvement, mouchardé, meurt en prison de ses blessures lors de son arrestation.

Superposée à la lutte pour la libération nationale, il y avait alors une guerre civile tendant à séparer l'Irlande catholique de l'Irlande protestante. La Société irlandaise unie lutta énergiquement pour surmonter cette division des communautés mais ne réussit qu'en partie et pour un temps.

Il y avait en Irlande une longue histoire d'amertume entre les catholiques lésés qui représentaient environ 70 % de la population mais ne possédaient que 7% de la terre, et l'élite protestante privilégiée dont les ancêtres avaient volé les terres des catholiques.

L'hostilité entre Catholiques et Protestants n'avait donc que peu de rapports avec la religion.

Les haines mutuelles n'étaient pas nées de débats théologiques ou doctrinaux. Les identifications religieuses étaient des étiquettes pour les divisions sociales, les seigneurs bien pourvus étaient en majorité protestants et la partie la plus paupérisée de la population rurale était catholique.

Bien plus, la classe qui gouvernait était composée entièrement de Protestants, tandis que le peuple gouverné était en majorité catholique. Avec les Protestants qui bénéficiaient d'une partie tout à fait disproportionnée de la puissance sociale et économique, il aurait été bien curieux qu'un catholique ne l'ait pas profondément ressenti.

Bien que la limitation des ressources en terre ait déchaîné des luttes agraires de façon endémique, les haines sectaires empêchèrent le conflit de devenir une pure lutte de classe des pauvres contre les riches ou des fermiers contre leur seigneur.

Les classes supérieures riches protestantes, bien entendu, avaient un intérêt réel à maintenir le pouvoir britannique en Irlande ; elles considéraient l'armée en uniforme rouge comme la gardienne de sa propriété contre les hordes catholiques affamées de terre. Le gros de la population protestante, par ailleurs, consistait en de petits fermiers — petits propriétaires ou tenanciers — loin d'être riches, mais qui jouissaient de privilèges sociaux et économiques par rapport à leurs homologues catholiques.

Refusant de renoncer à leurs privilèges, les Protestants les moins à l'aise s'allièrent aux grands propriétaires et aux gouverneurs britanniques et servirent de troupes de choc dans la répression de la Rébellion.

La sauvagerie du comportement des paysans libres protestants dans les années précédant le soulèvement de 1798 cependant eut pour effet de soulever plus encore et de galvaniser la population catholique plutôt que de l'intimider.

Ce mélange complexe de nationalisme, de querelles de sectes, de griefs agrariens, fit de la société irlandaise une société très instable et sujette à des rébellions explosives. Le but des Irlandais unis était de mettre un harnais à cette énergie révolutionnaire et de lui donner une direction.

En dépit du profond antagonisme entre les populations catholique et protestante, la position de la Société des Irlandais unis en faveur de l'émancipation catholique — droits politiques complets pour tous, indépendamment de l'affiliation religieuse — fournit une base pour une unité non sectaire.

La paysannerie catholique d'Irlande avait une tradition établie de résistance organisée à l'oppression. Mais leurs sociétés secrètes étaient localisées et éphémères. Bien qu'ils prissent souvent de bonnes revanches par des actions violentes, ils étaient à leur tour ensuite sauvagement réprimés.

Tant que leurs attaques furent dispersées et diffuses, ils ne constituèrent pas une menace à la continuation de l'ordre social qui les opprimait.

En 1793, la grande peur de la classe des propriétaires — que les sociétés secrètes agraires se coalisent un jour en un mouvement unifié — semble en venir rapidement à la forme d'une organisation plébéienne croissant rapidement, qu'on appelait les Défenseurs.

Comme la répression gouvernementale montait, aussi bien les Défenseurs que les Irlandais unis furent poussés à la recherche d'une solution révolutionnaire et, comme leurs intérêts convergeaient, les militants des Défenseurs commencèrent à rejoindre l'armée clandestine des Irlandais unis, en grand nombre.

L'amalgame des Défenseurs et des Irlandais unis était loin d'être sans force, mais, de 1795 à 1798, le niveau de collaboration entre combattants de la liberté catholiques et protestants atteignit un niveau jusque là inconnu et qu'on ne devait pas revoir depuis.

Les dirigeants des Irlandais unis — dont la majorité étaient de familles protestantes des classes supérieures — étaient des démocrates radicaux qui avaient courageusement voué leurs vies à la libération de leur pays de la

domination étrangère. Leur milieu social, cependant, était très différent de celui des Catholiques misérables qui constituaient la base de masse de la Rébellion.

Les Catholiques voulaient plus que la simple égalité politique, ils aspiraient à une révolution sociale qui apporterait aussi l'égalité économique. Surtout, ils voulaient une répartition équitable des terres.

La direction des Irlandais unis considérait cela comme une revendication « de niveleurs », irréalisable et qui ne pouvait conduire qu'à un bain de sang dans la communauté. Ils savaient aussi que, s'ils déclenchaient un combat pour la redistribution des terres, la plupart de leurs partisans dans la noblesse et la classe moyenne protestantes déserteraient.

Le résultat était que les Irlandais unis hésitaient à mobiliser la pleine puissance des masses catholiques et, au lieu de cela, se tournaient pour leur salut, vers l'armée française, une force susceptible de chasser les Britanniques sans bouleverser de fond en comble la structure sociale de l'Irlande.

En essayant ainsi de déclencher une révolution « contrôlée », les Irlandais unis privaient la Rébellion d'une grosse partie de son dynamisme et de sa vérité naturels.

« Les Français sont sur la mer »

Néanmoins un désir partagé de gagner l'aide militaire française pour libérer l'Irlande fut un facteur important pour décider les Défenseurs à s'allier aux Irlandais unis. De nombreuses générations de paysans irlandais avaient regardé vers la France catholique pour une éventuelle revanche de leur historique défaite sous les coups de **Guillaume d'Orange**¹.

« *Tá na Francaigh teacht thar sáile* » — Les Français sont sur la mer — était un refrain courant exprimant un espoir presque messianique qu'une grande puissance étrangère était en marche pour les délivrer de leurs ennemis.

Bien que la France révolutionnaire ne combattît plus au nom du catholicisme, elle avait acquis la réputation de champion, partout, des peuples opprimés.

En novembre 1792, l'assemblée française publia une retentissante proclamation de solidarité internationale, y compris l'engagement d'utiliser la

1. **Guillaume III d'Orange** (1650-1702), stathouder de Hollande (1672-1701), roi d'Angleterre (1689-1702), avait battu Jacques II sur la terre d'Irlande.

puissance militaire française pour aider les autres à gagner leur libération. Cette promesse ne fut faite que dans la mesure où elle convenait aux intérêts diplomatiques de la France, mais les Irlandais unis déployèrent d'énormes efforts pour prendre au mot le gouvernement français.

Wolf Tone et les autres dirigeants des Irlandais unis fondèrent une ambassade républicaine irlandaise en exil à Paris et firent une pression continue pour que des bateaux, des troupes et des armes françaises soient envoyés en Irlande.

En 1795, quand commença l'action de la diplomatie des Irlandais unis, la Révolution française avait déjà perdu une partie de son ardeur initiale. La chute du régime révolutionnaire de **Robespierre** en juillet 1794 marqua le début de la période de réaction thermidorienne.

Les cinq membres du Directoire qui tenaient les rênes du pouvoir quand les premiers émissaires des Irlandais unis arrivèrent à Paris, se conduisirent comme des bureaucrates plus que comme des révolutionnaires, car la libération des peuples opprimés n'avait guère d'intérêt pour eux. Mais la France était en guerre contre l'Angleterre et le Directoire vit une valeur potentielle à entretenir une relation avec les Irlandais unis.

Si l'Irlande était, comme l'assuraient les envoyés des Irlandais unis, à la veille d'un soulèvement massif à l'échelle nationale contre la domination anglaise, cela servirait les intérêts stratégiques français d'encourager cette révolte. Qu'elle réussisse ou qu'elle échoue, elle retiendrait dans le pays des troupes et des bateaux britanniques et empêcherait leur utilisation contre la France. Le Directoire était réceptif, donc, aux ouvertures de Tone et de ses camarades.

Les représentants des Irlandais unis établirent une mission pratiquement permanente à Paris, qui allait survivre au Directoire et continuer dans l'ère napoléonienne. Grande-Bretagne et France furent en guerre presque continuellement de 1792 à 1815 et [**Napoléon**] **Bonaparte** aussi tint les rebelles irlandais pour un atout politique potentiellement valable.

Au total, il y eut cinq tentatives françaises d'invasion de l'Irlande, en collaboration avec les Irlandais, entre 1796 et 1798, En outre, Bonaparte dressa des plans pour d'autres invasions, en 1803, 1805, 1807 et 1812, mais aucun ne fut appliqué.

La première de ces tentatives françaises, lancée pendant l'hiver 1796-1797, fut suffisamment importante pour constituer une véritable menace militaire.

Le général **Lazare Hoche**¹, dont l'influence en France rivalisait avec celle de Bonaparte à cette époque, commanda une force d'invasion de plus de 35 navires et 14 500 hommes de troupe, et transportant plus de 40 000 fusils pour les distribuer aux milliers de rebelles irlandais dont on s'attendait à ce qu'ils se soulèvent et les accueillent. Tone, un des principaux organisateurs de cette expédition, l'accompagna avec le rang de général dans l'armée française.

On ne saura jamais si cette force, en conjonction avec les forces irlandaises rebelles, était suffisante pour libérer l'Irlande.

La flotte fut éparpillée en mer par la tempête ; quand certains de ses navires atteignirent la baie de Bantry le 21 décembre 1796, la frégate du général Hoche n'en était pas. Le mauvais temps empêcha de débarquer et, après cinq jours, les provisions presque épuisées poussèrent le commandant de la flotte par interim à lever l'ancre et revenir en France.

Aussi décevant que fût cet épisode pour les dirigeants des Irlandais unis, il transforma leur mission aux yeux de tous les observateurs concernés. Dans toute l'Irlande, la nouvelle de l'invasion électrisa la population. Les Français, pour de bon, étaient enfin, enfin, sur la mer !

Peu importait que cette première tentative ait échoué par malchance ; il était certain qu'on essaierait de nouveau.

Le gouvernement britannique lui aussi, fut choqué par la révélation qu'une grosse expédition française avait si facilement échappé au blocus naval prétendu inforçable dont dépendaient toutes les Iles britanniques, ce bouclier contre une attaque française.

Mais les tentatives ultérieures d'invasion française furent infiniment moins puissantes. Il en résulta une impasse diplomatique, car les Irlandais unis voulaient un important débarquement français en Irlande précédant l'insurrection générale, alors que le Directoire insistait pour que le soulèvement massif précède l'engagement des troupes françaises.

Le dilemme fut succinctement décrit par le ministre français à Hambourg : *« D'un côté, on dit aidez-nous et nous nous soulèverons, et de l'autre, soulevez-*

1. **Lazare Hoche** (1768-1797), chef militaire issu du peuple et du rang, avait combattu victorieusement les Vendéens et les Autrichiens.

vous et nous vous aiderons, c'est un cercle vicieux ». Quand finalement l'Irlande se souleva en 1797, les Français envoyèrent du soutien, mais trop peu et trop tard pour affecter l'issue.

Le fait de dépendre de l'assistance militaire française conduisit les Irlandais unis à prêcher contre des soulèvements prématurés et à conseiller patience, patience, patience — jusqu'à l'arrivée des Français. En dépit des restrictions qu'il imposait, le mouvement Uni gagna l'allégeance des Catholiques soulevés qui furent d'accord que l'assistance française dans la libération de l'Irlande serait bien accueillie.

Une évaluation, par les Irlandais unis, de leurs propre force numérique en mars 1798, dénombre 279 896 hommes en armes dans trois des quatre provinces irlandaises — Ulster, Leinster, Munster — il n'y a pas de chiffres pour le Connaught. Bien que ces chiffres puissent être exagérés, il n'est pas douteux que l'armée rebelle clandestine sous le commandement des Irlandais unis était immense et omniprésente.

Les rebelles affrontaient un ennemi formidable. La détermination de l'Angleterre de maintenir sa domination était rendue évidente par la présence de centaines de milliers d'hommes à sa disposition en Irlande, contre 30 000 seulement en Angleterre même. Ses forces en Irlande comprenaient non seulement les soldats britanniques mais les petits propriétaires protestants et des détachements locaux de milice irlandaise.

Les milices étaient cependant considérées comme d'une loyauté douteuse parce que leur base était de composition catholique. Elles avaient été ostensiblement formées pour la défense contre une invasion étrangère, mais on admettait généralement que, dans une situation de guerre civile, elles se mutineraient contre leurs officiers protestants et passeraient de l'autre côté.

Après tout, la seule menace d'invasion étrangère en 1798 venait des Français, que la majorité des Irlandais considérait comme des libérateurs potentiels. Les Britanniques et leur gouvernement irlandais fantoche de Dublin avaient grand peur du peuple qu'ils gouvernaient.

Pendant les décennies précédentes, les grands propriétaires avaient introduit une technique neuve appelée « *rack-rent* » (loyer exorbitant) pour intensifier l'exploitation de leurs tenanciers.

Ce système exigeait des fermiers qu'ils versent d'avance des sommes importantes, ce qu'ils ne pouvaient faire qu'en s'endettant auprès des banquiers

des villes et des spéculateurs. Il y avait aussi des baux à court terme où les loyers étaient augmentés à chaque terme.

Les paysans victimes de ce système essayaient de se défendre par les seuls moyens à leur disposition — les menaces et les violences contre leurs oppresseurs.

Comme la misère et la colère des paysans grandissaient, des combats armés faisaient rage dans les campagnes à travers toute l'Irlande. Les gentilhommes ruraux barricadaient leurs maisons et vivaient en état de siège par peur de visites de minuit de leurs tenanciers.

Début de la Rébellion

En réponse à la violence agraire, le gouvernement déclencha une campagne de terrorisme militaire qui frappa tout catholique pauvre comme un rebelle potentiel. La poursuite de la résistance paysanne et les représailles de plus en plus sauvages du gouvernement culminèrent finalement avec la Grande Rébellion de 1798.

Le 30 mars, le gouvernement proclama que tout le pays était en état de rébellion et décréta la loi martiale à l'échelle nationale. Les Irlandais unis ripostèrent par un appel formel au soulèvement — avec ou sans Français — le 23 mai.

L'attitude des militaires britanniques fut exprimée par le général **Gerard Lake**¹ quand il avait mis sous la loi martiale la province de l'Ulster l'année d'avant :

« Vous pouvez être assurés que rien, sauf des mesures de force au plus haut degré ne peut réussir dans ce pays, car les couches inférieures du peuple et la majorité de la classe moyenne sont des républicains déterminés, ont absorbé les principes français et ne se contenteront de rien en-dehors d'une révolution ».

Au début de 1798, le gouvernement intensifia ses efforts pour désarmer systématiquement les rebelles ; toutes les piques et armes à feu devaient être livrées ou bien « *les militaires ravageraient le pays* ». Une politique de « *punition collective* » y compris tortures et exécutions fut employée pour obliger à livrer les armes.

1. **Gerard Lake** (1744-1808), combattit les Américains, puis les Irlandais et les Français, fit ensuite carrière aux Indes.

Forgerons et charpentiers étaient les cibles principales car ils étaient collectivement condamnés pour la fabrication de piques, principale arme offensive des insurgés ruraux.

Les unités de l'armée britannique encouragèrent les gentilshommes locaux et les paysans indépendants à dresser de longues listes de « *suspects* » dont les maisons furent brûlées et qu'on tortura pour en tirer des aveux et les obliger à désigner nommément amis et voisins comme rebelles.

Un siècle plus tard, l'historien protestant **Lecky**¹ a donné une description célèbre des souffrances ainsi infligées à la nation irlandaise « *C'était des scènes d'horreur que rien n'a dépassé dans l'histoire de l'Europe depuis* »

Même en considérant les pires atrocités du XXe siècle, la sauvagerie répression qui a précédé et suivi la Rébellion de 1798 demeure parmi les plus tragiques entrées dans la chronique de l'inhumanité de l'homme pour l'homme.

Les apologistes de la domination britannique ne se lassent jamais d'insister sur le fait que les « *violences* » ont été commises par les deux camps. Mais la réciprocité de la violence ne doit pas être considérée comme morale symétriquement. La cruauté de l'opresseur ne peut-être justifiée en invoquant la violence défensive de l'opprimé. Deux instruments particuliers de torture — les « *triangles* » et les « *potences portatives* » — sont devenus des symboles de la campagne de terreur britannique. Les triangles étaient des cadres à trois côtés où l'on attachait les suspects pour les fouetter publiquement avec un fouet diabolique appelé « *cat-o'-nails* », un chat à neuf queues avec des pointes de fil de fer.

Les potences portables étaient des appareils de bois sur lesquels les suspects étaient soumis à ce qu'on appelait « *demi-pendaison* » ; ils étaient pendus par le cou jusqu'à être presque inconscients, puis abandonnés, réinterrogés et si leurs réponses n'étaient pas jugées satisfaisantes, tout recommençait.

Une troisième forme de torture qui devint aussi emblématique de cette période était appelée « *pitchcapping* » : un chapeau fait d'un vêtement grossier ou de papier, plein de goudron bouillant, était enfoncé sur la tête de la victime et tenu jusqu'à ce qu'il se soit refroidi.

1. **William E.H. Lecky** (1838-1903) historien et essayiste irlandais, unioniste modéré.

La terreur militaire alluma de vastes soulèvements dans les comtés de Kildare, Carlow, Wicklow et Wexford en mars 1978. A la fin mai-début juin, une armée de 200 000 rebelles s'empara de la ville de Wexford et au début de juin, une autre armée rebelle massive à Wicklow menaçait d'entrer à Dublin.

Malgré leur courage et leur supériorité numérique, les combattants paysans, pauvrement armés et entraînés, souffraient d'un évident désavantage. Combattant avec des piques contre des soldats britanniques expérimentés munis de canons, ils furent battus de façon décisive par l'armée de Lake dans la fameuse bataille de Vinegar Hill.

Entretemps, une deuxième phase de la rébellion avait commencé au nord, dans l'Ulster. Une force rebelle de 6 000 hommes conduite par **Henry Joy McCracken** prit Abtrim le 7 juin mais fut obligée de reculer plus tard le même jour. Quatre jours plus tard 7 000 rebelles commandés par **Henry Munro** s'emparèrent de Ballynahinch dans le County Down. Il y eut d'autres soulèvements en Ulster mais de manière si incoordonnée qu'elle permit au gouvernement de les battre l'un après l'autre. Au total, l'insurrection de l'Ulster ne dura pas plus d'une semaine, McCracken et Munro furent pris et exécutés.

A la suite de ces événements, la population en général du Nord comme du Sud fut traitée avec une grande brutalité. Pour son rôle particulièrement barbare, le général Lake reste encore dans la mémoire des Irlandais comme « *le boucher de Wexford* ».

La République du Connaught

La scène finale de la répression a eu lieu dans l'ouest de l'Irlande, lors — enfin ! — de l'arrivée des Français.

Le 22 août, une force d'à peine plus d'un millier de soldats français sous le commandement du général **Jean Joseph Humbert**¹, débarquait à Kilala dans la province du Connaught. A cette époque cependant, le reste de l'Irlande avait été brutalement pacifié et on pouvait envoyer les troupes anglaises contre la petite bande d'Humbert.

1. **Jean Humbert** (1755-1813), était général à Quiberon où il écrasa les émigrés ; envoyé en Irlande, prisonnier, libéré, il dut s'exiler aux EU à cause d'une liaison avec Pauline Bonaparte.

Il était supposé représenter seulement l'avant-garde d'une force française d'invasion beaucoup plus importante. Il avait pour instructions d'établir une tête de pont et d'attendre l'arrivée de 12 000 hommes sous le commandement des généraux **Hardy** et **Kilmaine** ¹.

On lui avait explicitement ordonné de n'entreprendre aucune action offensive de sa propre initiative, mais quand des centaines de paysans irlandais, se ralliant à ses drapeaux, le pressèrent d'agir, il proclama la naissance de la République de Connaught et commença à remporter une série d'impressionnantes de victoires en son nom.

Le 27 août, il défia une force bien supérieure à Castlebar, principale garnison au Connaught. Les troupes britanniques y étaient commandées par trois généraux expérimentés, **Lake**, **Hutchinson** et **Trench**. Néanmoins, leurs rangs se défirent à la chaleur de la bataille, tournèrent les talons et s'enfuirent, ce qui permet aux nationalistes de commémorer « *la bataille des Courses de Castlebar* ».

C'était une défaite humiliante pour Lake et l'armée britannique. De Castlebar, avec sa force, petite, mais qui grandissait, Humbert marcha vers l'intérieur de l'Irlande.

Pendant ce temps, les autorités britanniques étaient terrifiées par la présence militaire française et tremblaient que leur enthousiasmante victoire de Castlebar ne permette à cette rébellion, qu'elles avaient crue étouffée une fois pour toutes, de renaître.

Le Lord Lieutenant d'Irlande, le général **Cornwallis** ², bien décidé à écraser Humbert avant qu'il ne soit trop tard, prit personnellement le commandement des armées anglo-irlandaises.

Bien qu'il eût 30 000 hommes contre les 2 000 franco-irlandais de Humbert, il adressa à Londres un pressant appel pour « *des renforts aussi importants que possible* ».

1. La flotte était commandée par l'amiral **Bompard** (1757-1842), ancien corsaire contre les Anglais pendant la Guerre d'Indépendance, que Napoléon força ensuite à l'exil aussi. **Kilmaine**, fils de médecin, était irlandais d'origine.

2. **Charles Cornwallis** (1738-1805), officier britannique, combattit les Insurgents, capitula à Yorktown ; gouverneur général et commandant en chef aux Indes puis vice-roi d'Irlande, il démissionna devant le refus du roi d'émanciper les catholiques qu'il avait contribué à écraser.

Ce qu'il redoutait, bien sûr, c'était qu'Humbert donne direction et organisation à des centaines de milliers de rebelles irlandais.

Cornwallis, qui avait été obligé de capituler devant les rebelles américains à Yorktown en 1781, était décidé à ne pas se laisser paralyser. Malgré son écrasante supériorité numérique, il agit prudemment et méthodiquement contre Humbert.

Le général français, entretemps, comptait sur l'arrivée de **Hardy** et de **Kilmaine**, avec d'importants renforts, mais ils n'arrivèrent jamais. Humbert conduisit à marches forcées ses hommes vers Dublin, qui était mal défendue, mais Cornwallis réussit à les intercepter et à les encercler et il força Humbert à capituler à Ballynamuck, comté de Longford, le 8 septembre.

Cornwallis reconnut Humbert et ses soldats français comme prisonniers de guerre. Ils furent traités avec humanité et rapatriés en France en échange de prisonniers britanniques.

Mais les combattants irlandais, qui avaient rejoint Humbert furent considérés comme des rebelles et n'eurent pas le statut de prisonniers de guerre. Plutôt que de leur permettre de se rendre pacifiquement, on leur fit la chasse et on les massacra sans pitié. La République de Connaught fut détruite.

La force d'invasion longtemps retardée du général Hardy partit finalement pour l'Irlande le 16 septembre — une semaine après la reddition d'Humbert. Elle se heurta à la marine britannique le 12 octobre et fut battue.

Wolf Tone, qui avait accompagné l'expédition de Hardy, s'enfuit, fut fait prisonnier, enfermé à Dublin et condamné à mort mais il échappa au bourreau en se coupant la gorge le 11 novembre. Il mourut une semaine plus tard et reste un des martyrs irlandais les plus révéérés.

Pourquoi la Rébellion a-t-elle échoué ?

Partout où les combattants de la liberté se soulevèrent en 1798, la majorité plébéienne se rallia solidement autour d'eux. Vue de chaque endroit où ils eurent l'avantage, l'insurrection apparaissait universelle et imbattable mais à une échelle plus grande, il était visible qu'elle s'était développée de façon inégale.

Finalement la Rébellion échoua quand les forces de l'ordre purent isoler les soulèvements locaux et les battre l'un après l'autre. Des dizaines de milliers de rebelles payèrent de leur vie.

L'incapacité de la Société des Irlandais unis à coordonner les soulèvements résultait du fait que le gouvernement avait réussi à détruire sa direction centrale à la veille de la Rébellion. Les services gouvernementaux de renseignements avait pénétré l'organisation au plus haut niveau ; les pires des trahisons ont été commises par les mouchards **Leonard McNally**¹, membre du comité central, et **Thomas Reynolds**, confident de **Lord Edward Fitzgerald**.

Avant même qu'elle ait publié son appel au soulèvement, tous ses dirigeants initiaux étaient morts, en prison ou en exil. La plupart de ses dirigeants avaient été arrêtés dans un raid du 11 mars ; seul **Lord Edward Fitzgerald** y avait échappé mais il fut capturé peu après et mourut en prison le 4 juin des blessures qu'il avait reçues pendant son arrestation.

En conséquence il n'y avait que des dirigeants peu formés de troisième ou quatrième rang sur la scène de l'Irlande à son début. De plus, les communications entre eux étaient risquées et difficiles, rendant virtuellement impossible toute coordination des actions. Chaque groupe local insurgé n'eut ainsi à compter que sur lui-même.

Un autre facteur majeur de la défaite de la Rébellion fut qu'elle n'eut pas de soutien français important. Les succès de la minuscule force d'Humbert donnent une petite indication de ce qu'une sérieuse invasion française aurait pu produire.

Les deux soutiens français les plus influents de la libération irlandaise — les « deux Lazares », Lazare Hoche et **Lazare Carnot**² — ont été perdus pour la cause en septembre 1797, à la mort du général Hoche et avec l'exil de Carnot par le coup d'état de Fructidor.

Bonaparte approuva au début la politique d'attaquer l'Angleterre en envahissant l'Irlande, mais, au printemps de 1798, il préféra envahir l'Égypte — décision désastreuse pour les rebelles irlandais et, comme on devait le voir, pour Bonaparte lui-même.

Les lendemains

1. **Leonard McNally** (1752-1820), auteur et acteur, avocat, mouchard du gouvernement anglais à partir de 1794.

2. **Lazare Carnot** (1753-1823), « *le grand Carnot* » ou « *l'organisateur de la victoire* », était le père du projet de 1796, avec Hoche. On lui en imputa l'échec.

Après la reddition d'Humbert, la rébellion était terminée mais la haine de la majorité pour ses persécuteurs restait inassouvie. Cornwallis fut assez politique pour comprendre que la brutalité gratuite contre les populations désormais désarmées et sans défense, ne ferait que nourrir une nouvelle génération de rebelles, mais ses efforts pour freiner les payans protestants assoiffés de vengeance n'eurent guère de succès.

Il se plaignait « *des innombrables meurtres commis à chaque instant par les nôtres sans procès ni action. Ils [...] prennent la tête dans la rapine et le meurtre. La Milice irlandaise, avec seulement quelques officiers et surtout de la pire espèce, suit de près, sur les talons des paysans indépendants, dans le meurtre et toutes les atrocités* ».

Plus tard, en 1799, il se plaignit que les représailles contre-productives continuaient :

« Le même travail ignoble de cour martiale, pendaison, transport etc. ces scènes atroces auxquelles assistent les femmes, les sœurs, les parents à genoux et pleurant, continue comme d'habitude ».

Aucun problème fondamental n'avait été résolu, en fait, ils avaient été exacerbés. Cornwallis reconnaissait « *le même esprit de désaffection qui continue à pénétrer les ordres inférieurs* ». Bien que « *la Rébellion persiste moins ouvertement,* » disait-il, « *elle ne manque pas de se manifester à travers diverses violences et déprédations non moins destructives et infiniment plus embarrassantes [...] que l'insurrection ouverte* »

La direction des Irlandais unis en tira des conclusions semblables et envisagea donc un soulèvement général nouveau, à très court terme, continua à presser le gouvernement français d'envahir de nouveau l'Irlande.

Cornwallis fit une campagne politique pour la suppression du gouvernement fantoche irlandais et son remplacement par un gouvernement direct, sans ambiguïté, de Londres. Le Parlement irlandais corrompu fut payé pour se mettre lui-même à mort ; l'Acte d'Union fut passé en 1800 ; il créait le Royaume Uni d'Angleterre et d'Irlande, mais avec deux partenaires bien loin d'être égaux. C'était la collaboration forcée du prince et du pauvre. Les Protestants irlandais n'ayant plus désormais le pouvoir de légiférer en Irlande, les politiciens britanniques saisirent l'occasion pour faire des concessions aux Catholiques dans l'espoir d'éviter à l'avenir de nouvelles Grandes Rébellions. En 1829, l'Emancipation catholique devint finalement la loi du pays et la

majorité du peuple irlandais ne furent plus légalement des citoyens de seconde zone dans leur propre pays.

Les générations ultérieures continuèrent pourtant à combattre pour une véritable indépendance nationale. En 1922 fut conclu un compromis avec la formation par 26 des 32 comtés d'Irlande, de l'Etat Libre d'Irlande. Six comtés au nord de l'Irlande restaient cependant membres du Royaume Uni et les nationalistes irlandais continuent à insister et proclamer qu'ils n'auront pas de repos tant que l'ensemble de leur pays ne sera pas libéré de la tutelle britannique.

L'incroyable sauvagerie dans la façon dont les Catholiques ont été traités dans les lendemains de la Grande Rébellion assurait qu'elle ne s'évanouirait pas de sitôt de leur mémoire. Par ailleurs, la résistance des rebelles fut si courageuse qu'aujourd'hui, plus de 200 ans plus tard, les nationalistes irlandais tirent encore leur inspiration de l'esprit de 1798.

Lectures

Thomas Pakenham, *The Year of Liberty : The Great Irish Rebellion of 1798*, London, Granada, 1972.

Thomas Flanagan, *The Year of France ; A Novel*, NY, Rinehart & Winston, 1979.

Marianne Elliott, *Partners in Rebellion : the United Irishmen and France*, New Haven, Yale UP, 1982.

Marianne Elliott, *Wolf Tone : Prophet of Irish Independence*, New Haven, Yale UP, 1989.

Clifford D. Conner, *Colonel Despard : The Life and Times of an English Jacobin*, Conshohocken, Pas, Combined Books, 1999.

Tico Jossifort

Une prophétie refoulée

Avoir appréhendé et commenté avec tant de lucidité, du moins dans la sphère politique, ce qui a fini par se passer dans l'ex-URSS pendant plus d'un demi-siècle et l'avoir fait dès 1904 dans la brochure *Nos tâches politiques*, est un exploit extraordinaire... dont l'importance fut refoulée par Trotsky jusqu'à la fin de ses jours !

On conçoit que, dans la lutte titanesque qu'il avait engagée avec Staline pour la récupération de l'héritage de Lénine, il était inopportun d'agiter cette controverse autour du centralisme autoritaire ou démocratique, qui, soit dit en passant, n'avait jamais perdu de sa pertinence. A quoi il faut ajouter que Trotsky n'a jamais perdu l'espoir de voir, soit la révolution en Europe, soit, plus tard, les suites de la Deuxième Guerre mondiale qui venait d'éclater, changer radicalement le rapport de forces entre le prolétariat soviétique et la bureaucratie usurpatrice. C'est la prise en compte de ces circonstances qui explique pourquoi « le prophète désarmé » a toujours minimisé sa brochure de 1904 et son immense potentiel prophétique.

A présent, cependant, le recul historique nous autorise à voir les choses autrement, surtout après l'effondrement qui constitue un événement, pas fondateur mais sommet dans le paysage historique, et permet d'embrasser d'un

regard toute une région, de discerner où les points de fuite des procès engagés finissent en laissant la place à d'autres, qui émergent.

Trotsky était donc persuadé qu'en cas d'échec de la révolution européenne, le prolétariat russe perdrait le pouvoir. C'est ce qui arriva. Cependant, si le pouvoir lui échappa, ce ne fut pas au profit de sa rivale, la bourgeoisie, mais, fait imprévu, au profit d'une aristocratie ouvrière qui s'en empara progressivement, suivant un scénario imaginé par Trotsky mais auquel le « prophète », une fois désarmé, refusa toute référence à ses appréhensions passées.

Jusqu'aux derniers jours de sa vie, Trotsky crut à l'irréversibilité de l'acte d'expropriation au profit du prolétariat...[et d'autres avec lui] jusqu'à la contre-révolution qui semble se dessiner sous nos yeux depuis 1991.

Les raisons d'une défaite

Or ce sont la réalité et le caractère de la contre-révolution stalinienne qui ont été mises en question. On a évoqué à cet effet le Thermidor de la Révolution française, afin d'expliquer le dessaisissement du pouvoir de la classe ouvrière soviétique. Il faut bien constater pourtant que nous avons à faire à une force foncièrement neuve, et il est vain de lui chercher des références dans le passé.

On approche plus de la vérité quand évoque la caste incrustée dans les appareils de l'Etat et du parti que l'on nomme bureaucratie.

Trotsky affirmait de façon péremptoire, dans *Nos Tâches politiques* mystifiant un peu [son lecteur] avec la notion de prolétariat :

« Il est tout à fait clair qu'un prolétariat capable d'exercer sa dictature sur la société ne souffrira aucune dictature sur lui-même ».

Par la suite, le « Prophète » écrira des études approfondies pour tenter de résoudre ce problème, d'expliquer ce contre-temps historique. De fait, au moment de l'effondrement, le prolétariat était le grand absent. Il n'en a pourtant pas toujours été ainsi à Gdynia, Budapest et Prague.

Il faut se rendre à l'évidence. La terreur policière exercée par Staline et ses appareils soumis et/ou assujettis, qui ont sévi durant des décennies, ont « anesthésié » toute vie démocratique, stérilisé la vie politique jusqu'à effacer la mémoire et la conscience de toute identité de classe.

Ceci pour nous rappeler le caractère éminemment totalitaire du stalinisme.

Le verdict de l'Histoire

Le sous-titre de *Nos Tâches politiques* est :

« *Comment organiser un parti révolutionnaire clandestin* ». A première vue, il s'agit donc de circonstances n'ayant qu'un rapport très lointain avec celles qui prévalent dans les pays de démocratie parlementaire. D'ailleurs, pour épargner toute confusion aux lecteurs de son *Staline* dans lequel il cite la brochure en question, parue à Genève en 1904, il les a mis en garde dans les termes suivants :

« La sélection rigoureuse des éléments avancés et leur rassemblement dans une organisation centralisée ont évidemment leurs dangers mais il faut en rechercher les causes non dans le "principe" de la centralisation, mais dans l'hétérogénéité et la mentalité arriérée des travailleurs, c'est-à-dire dans les conditions générales qui rendent précisément nécessaire une direction centralisée de la classe par son avant-garde » (*ibidem*, pp. 8-9).

Une mise en garde qui atténue quelque peu le tranchant de sa polémique contre Lénine. Cependant les régimes politiques d'Europe de l'Est entre les deux guerres étaient tels que *Nos Tâches politiques* pouvaient parfaitement faire référence à la vie des partis communistes de cette partie de l'Europe comme de ce qui se passait par ailleurs en URSS. A cette réserve près que, si, dans cette brochure, Trotsky polémique contre Lénine, dans la réalité, c'était Staline qui occupait la place de Lénine.

Ce n'est pas que ce que Lénine préconisait à l'époque pour le parti social-démocrate russe était fidèlement illustré par son disciple et « adepte » Staline, mais au contraire, il s'agissait d'une caricature des propos du maître.

Tout se passait comme si, par une prémonition historique prodigieuse, Trotsky présentait les pires déformations et dérives qui allaient se produire en URSS et ailleurs quelques décennies plus tard, en contradiction avec les formes et dispositions d'organisation préconisées par Lénine.

Cette réévaluation à laquelle l'effondrement nous somme donc de procéder, la plupart des staliniens la réduisent, après les précautions d'usage, à sa plus simple expression. Ainsi, ils identifient le communisme au stalinisme et attribuent la cause première de sa fin au bolchevisme. Il ne faut pas tomber dans cette extrême de simplification de l'histoire, mais il n'en est pas moins vrai que

les avertissements et prémonitions de Rosa Luxemburg et de Trotsky à l'époque ont été sinon ignorés du moins sous-estimés, et n'ont pas eu l'accueil qu'ils méritaient.

Si, après l'échec de la révolution allemande, d'une part, et le triomphe de la révolution bolchevique, de l'autre, ce traitement paraissait justifié, il n'en est pas de même à présent. Leur rendre justice nous permettra d'établir des proportions plus vraies entre l'inertie des événements, tributaires des pesanteurs réelles de l'histoire, et les intentions de leurs protagonistes. Le recul historique donna ainsi l'occasion de mieux intégrer les péripéties de la révolution dans le mouvement d'ensemble et d'en mieux apprécier le sens,

Le déphasage

Afin de saisir les potentialités de la révolution européenne à l'horizon de l'après-guerre de 1914-18, il faut bien discerner ce que ses protagonistes Rosa Luxemburg et Trotsky espéraient et redoutaient, sachant que les hommes ne maîtrisent pas toutes les données de l'histoire.

Ainsi, en 1904, dans l'ouvrage cité, Trotsky avait émis un certain nombre de craintes liées à l'enchaînement des fâcheuses conséquences pouvant résulter du centralisme autoritaire tel que Lénine l'exposait dans *Un pas en avant, deux pas en arrière* pour l'organisation du parti social-démocrate.

En revanche, le vaste tableau historique qui procédait de la loi tendantielle du « développement inégal et combiné » était le soubassement de la loi connexe de la « révolution permanente ».

Or la prévision des effets de la révolution, permanente, conçue en 1906, n'a pas tardé à se réaliser avec la révolution bolchevique, dont Trotsky a d'ailleurs été l'un des principaux acteurs.

Mais la conclusion positive de cette révolution déclenchée dans un des maillons faibles de la chaîne impérialiste était subordonnée à l'extension de la révolution au centre de la chaîne et notamment en Europe occidentale. C'est précisément cet espoir qui n'a pas été confirmé par l'histoire, du moins jusqu'à ce jour.

Trotsky aussi bien que Lénine, tout en l'espérant, n'étaient pas à même de pressentir de façon détaillée que la révolution consécutive au clash impérialiste

de 14-18 allait se désynchroniser en plusieurs phases, la première étant la révolution euro-asiatique.

Au lieu d'être suivie de la révolution au centre, l'extension s'est faite par la périphérie avec l'embrasement de l'Extrême-Orient, Chine et Indochine. De sorte que la phase suivante tant espérée ne s'est pas produite jusqu'à la fin du siècle.

Cependant, à l'heure de la globalisation, où le capitalisme pénètre tous les coins de la terre, portant avec lui les symptômes de l'antagonisme dissolvant, à l'heure où il a fallu, à la fin de la guerre, préparer une camisole de force à Yalta pour l'empêcher d'éclater, la révolution européenne apparaît comme la seule alternative à la barbarie dans le monde.

Il se pourrait donc que la révolution doive s'attarder encore dans la périphérie avant de s'emparer du centre. Sinon, pourquoi cet acharnement des USA à vouloir empêcher par tous les moyens que l'Amérique latine, en perpétuel bouillonnement, ne s'enflamme ? Corée, Indonésie, Philippines, Amérique centrale, Afrique, Amérique latine, sont les traces de la contre-révolution par laquelle les USA s'évertuent à combattre les brèches du vaisseau qui prend l'eau de toutes parts.

Les protagonistes de la révolution européenne

Il en a résulté un embrasement mondial qui a apporté la libération des anciennes colonies. Le déclenchement de la guerre a procédé de la rivalité entre puissances impérialistes dans le partage des colonies. Or, en brisant leurs chaînes, les peuples coloniaux ont imposé des solutions imprévues.

Il est vrai que la libération de l'oppression coloniale non suivie de libération sociale reste fragile et toujours menacée d'un retour en arrière. Mais, là encore, Trotsky, après avoir analysé la situation des peuples coloniaux assujettis, avait élaboré la théorie de la révolution permanente, toujours d'actualité.

Ainsi, après avoir lancé une impitoyable critique contre le projet de centralisme autoritaire pour l'organisation du prolétariat, par laquelle il rejoignait dans ses grandes lignes celle de Rosa Luxemburg, Trotsky, peu avant la révolution de 1917, s'est rangé du côté de Lénine. Le centralisme autoritaire, le jacobinisme, ou le substitutisme, comme l'appellera Trotsky, ont-ils suffi pour

donner à la révolution européenne et à sa postérité une empreinte euro-asiatique ? En tout cas, cela aura de graves conséquences et scellera le divorce entre la révolution européenne et son protagoniste potentiel, Rosa Luxemburg.

Toujours est-il que ce mode d'organisation aura été le seul adapté au monde euro-asiatique et les événements qui ont suivi l'ont confirmé.

De sorte que si l'on est tenu aujourd'hui de tirer un trait et dresser un bilan, on est obligé de convenir que la révolution bolchevique a changé le monde ; la révolte du prolétariat russe a catalysé la révolte des peuples colonisés asservis.

La révolution de 1905 donna à Trotsky une occasion de théoriser la problématique de la révolution russe ; ce fut la prévision de la révolution bolchevique d'octobre 1917 dont il fut à la fois le prophète et l'acteur.

Mais, pour apporter une nouvelle preuve, il a fallu que cette révolution, qui avait quand même mis en mouvement un sixième du globe, soit poursuivie par la révolution chinoise, où plus de 600 millions d'hommes ont non seulement bravé les interdits de la première puissance impérialiste, pourvue de surcroît de la bombe atomique, mais aussi de l'Etat formé par la dégénérescence de ce qui restait de la révolution d'Octobre — l'URSS — Staline en tête.

Les idées de Staline sur la révolution par étapes allaient-elles recevoir une confirmation par une application effective puisque son éminent disciple Mao Zedong avait entrepris de suivre ses préceptes ? Réalisant l'alliance des quatre classes — les paysans, les ouvriers, les intellectuels et la bourgeoisie patriotique —, pour donner la victoire à la nouvelle « république populaire » ?

Les premiers succès de la révolution chinoise sous ses auspices semblaient confirmer le stalinisme chinois personnifié par Mao ; sous ces apparences cependant, la révolution chinoise se façonnait un autre destin.

La suite est connue. Tout se passa comme si l'histoire avait entrepris de faire un pied de nez à tout le monde. Mauvais disciple, Mao ne tarda pas à faire faux-bond à son maître. La Chine baptisée « populaire », Mao décida formellement de construire « le socialisme dans ce seul pays ».

Aux dernières nouvelles, le collectivisme d'Etat chinois semble suivre encore le sort de son ancien modèle. Aidée au départ par l'ex-URSS, la révolution chinoise a suivi quelque temps le modèle stalinien mais lui a faussé compagnie très vite.

A présent, privée de tout modèle et de tout appui extérieur, la Chine essaie de se frayer sa propre voie, combinant marché et parti unique. Tous les indices témoignent cependant de la structure proto-stalinienne de l'Etat et du parti.

Conclusion provisoire

L'effondrement, le « collapsus » du stalinisme, doit être rattaché à la problématique d'ensemble élaborée par Trotsky pour le devenir révolutionnaire de la Russie et, partant, pour l'Europe entière.

Les événements qui se sont enchaînés dans les processus théorisés par Trotsky, s'inspirant des idées de Marx, se sont étendus tout le long du XXe siècle. C'est pourquoi il n'est pas superflu de revenir au début du siècle où le jeune révolutionnaire avait déjà brossé, par écrit, l'ensemble de ses idées. « Le développement inégal et combiné » était déjà l'un des premiers outils conceptuels permettant de traiter ensuite le caractère antagonique de l'impérialisme dans le monde et du capitalisme naissant en Russie.

Comme exemple du caractère contradictoire, il va citer les vestiges du despotisme asiatique et leur confrontation à un prolétariat urbain concentré dans le cadre de la Russie tsariste. Trotsky appliquera cette clé d'analyse à beaucoup d'autres pays, par la suite.

Si nous voyons en Rosa Luxemburg la protagoniste de la révolution européenne, il serait injuste de ne pas accorder également ce titre à Trotsky, pour plusieurs raisons. Rappelons d'abord que Trotsky a décidé de rompre avec la IIIe Internationale et de fonder la IVe à cause d'un événement situé précisément en Europe, bien que sa signification reste mondiale. Ce fut lors du triomphe du nazisme en Allemagne, grâce à la complicité du parti communiste soutenu par la Comintern. Ce geste fondateur n'est pas dépourvu de sens.

Ceci étant, l'accusation de jacobinisme proférée presque simultanément contre Lénine par les deux polémistes, était un argument qui, chez l'un et l'autre, procédait des mêmes prémisses théoriques. Notons cependant que, chez Rosa Luxemburg, cet argument, associé à la visée profonde et radicale de la suppression du fossé entre la masse et les chefs, également évoquée par Trotsky comme un moyen et un but de la lutte des classes, était dialectiquement articulée par la nécessité du centralisme démocratique et/ou l'idée d'avant-garde. C'est ce

lien entre ces deux visées proprement contradictoires, qui a été mal compris, mal interprété, mal appliqué.

Il fut aussi la pomme de discorde entre Rosa Luxemburg et Trotsky d'une part, Lénine de l'autre. La visée pour la suppression du fossé entre la masse et les chefs demeure un thème éminemment actuel, qui n'a pas pris une ride. Si la « démocratie représentative » perd les dernières marques de son éclat, c'est d'abord parce que l'Etat-Providence, enjeu de la politique, perd de son prestige et de son intérêt, mais aussi parce que l'instruction, la formation, et, malgré les obstacles, l'essor de la culture, dévalorisent les stars de la politique bourgeoise qui sont obligées de recourir à la corruption et à la publicité pour entretenir les illusions dans le suffrage universel.

De sorte que le vieil adage de la lutte des classes « Ni Dieu, ni César ni tribun » demeure toujours aussi pertinent. Ainsi s'écroulent les châteaux de cartes de la modernité factice.

Mais comment ne pas rattacher à cette visée de lutte contre le fossé entre la masse et les chefs la cible du « substitutisme » qui a été diagnostiqué par Trotsky dès 1904 et contre lequel il aura lutté toute sa vie ? Le mot d'ordre « A bas le substitutisme politique » lancé par Trotsky dès cette année sera repris, après l'exil de l'Opposition de gauche, par ses émules du monde entier et deviendra le cheval de bataille politique contre le stalinisme.

Cependant parler de bataille politique a encore un sens dans les pays où le peuple ouvrier peut jouir des libertés fondamentales. Il devient un euphémisme dérisoire lorsqu'il s'agit des années noires du stalinisme où toute lutte politique était éradiquée par le terrorisme policier.

Et, puisque le dossier est ouvert, en évitant de répéter et ressasser, pourquoi ne pas évoquer le malheureux exemple de l'usine, talon d'Achille de l'argumentation de Lénine dans son plaidoyer pour une organisation structurée du prolétariat ? Tant Rosa Luxemburg que Trotsky ne se sont pas faits faute de se référer ici à Marx et à de nombreux passages du Capital.

Avant-garde interprétée dans le sens militaire, la discipline de caserne magnifiée par le régime de l'usine capitaliste, la « forteresse assiégée de la révolution », ce sont les pentes douces de glissade et de dérapage qui ont conduit très loin dans le cours de ce siècle.

La défaite du prolétariat allemand en 1933, de la révolution espagnole, de la révolution grecque, l'écrasement des révoltes de Berlin, Budapest et Prague après la guerre sont des jalons qui tracent la voie non de défaites accomplies mais d'une révolution qui aurait pu avoir lieu.

Le stalinisme est mort après avoir atteint son ultime stade de dégénérescence.

Incrusté dans la chair de la postérité d'Octobre, il en avait usurpé la mémoire, le pouvoir et le prestige.

A présent que l'imposture stalinienne est démasquée, l'actualité de l'impérialisme, toujours virulent, nous met au défi de reprendre ce qui a été semé par la révolution et l'amener jusqu'au bout ; en ne doutant pas que les masses salariées du monde parviendront à briser leurs chaînes et s'inspirer des leçons du passé.

Crosne, 1998.

Hal Draper

Vers un nouveau départ

L'autre voie : l'alternative à la micro-secte

Hal Draper (1914-1990) est l'un des rares militants qui, avant et après la Deuxième Guerre mondiale, ont marqué plusieurs générations de jeunes. Entré à la Jeunesse socialiste, la YPSL, en 1933, il devient responsable des étudiants de New York en 1934 et anime chez les jeunes une tendance de gauche de la YPSL. Au cours des discussions avec les trotskystes entrés, il est gagné à leur fraction. Il est secrétaire national des YPSL en 1937. Membre du Socialist Workers Party dès sa fondation, il rend visite à Trotsky mais en 1939, soutient Shachtman et quitte le SWP. Il accompagne Shachtman, dont il est l'opposant de gauche, au Workers Party en 1940, puis, après guerre, au Parti socialiste, puis fonde l'Independent Socialist League. Bibliothécaire à Berkeley, il a été maître à penser de Mario Savio et de la génération des étudiants de 1968. Nous publions ci-dessous de larges extraits d'un article qui traite notamment de la secte en politique marxiste. Celui-ci, intitulé « Towards a New Beginning — On Another Road. The Alternative to the Micro-Sect » a paru dans la revue marxiste de discussion What Next?, n° 10, 1998, 3-12. ¹

1. Traduction revue par Ernie Haberkern, du Center for Socialist History, 1250 Addison Str., Room 101, Berkeley CA 94702 USA.

Le problème est toujours : comment construire un parti socialiste révolutionnaire. Aux Etats-Unis on n'aperçoit aucun progrès appréciable en ce sens dans le dernier tiers d'un siècle (après la fin de la Deuxième Guerre mondiale). L'objectif est encore là, mais la voie qui y mène ne peut guère être étudiée sans un vrai réexamen.

La voie sur laquelle nous étions nous a conduits dans un cul-de-sac. Il nous faut revenir en arrière, pour prendre une autre voie que nous avons laissée assez loin derrière nous. La voie sur laquelle nous avons peiné porte un nom : c'est celle de la secte. Nous allons la définir. Nous verrons quand et comment elle a commencé. Et nous expliquerons pourquoi elle conduit à se perdre, c'est-à-dire là où nous sommes.

Nous dirons que l'histoire montre qu'il doit y avoir une autre voie, une voie différente.

En fait, sans repenser à fond ce problème, nous sommes partis en 1964 sur une voie différente quand le Comité socialiste indépendant a été constitué pour ressusciter le socialisme indépendant en tant que tendance politique, en encourageant la formation de clubs locaux (le premier, celui du campus de Berkeley, a été formé à l'automne 1964). Mais alors nous n'avons pas pensé qu'il était une alternative au type « secte » d'organisation. Résultat, le mouvement socialiste indépendant, à peine né, a glissé en arrière dans l'ornière de la secte sous l'influence de pressions aisément identifiables. Nous proposons de réfléchir maintenant là-dessus.

Commençons par revenir à Marx

Il n'y a aucun doute sur ce qu'étaient là-dessus les idées et la pratique de Marx. En fait, il avait probablement eu une sur-réaction, tellement il était fermement décidé à n'avoir rien à faire avec quelque secte que ce soit, y compris une vraiment à lui. Pour Marx, toute organisation était une secte, si elle établissait une série d'idées y compris les siennes comme frontière d'organisation, si elle en faisait le déterminant de sa forme d'organisation. Ni Marx ni Engels n'ont jamais formé ou voulu former un groupe « marxiste » quel qu'il soit — c'est-à-dire un groupe de membres adhérents reposant sur un programme exclusivement marxiste. Toute leur activité organisationnelle était orientée vers une voie différente.

Que devait-on faire suivant leur pensée si on était d'accord avec leurs idées — comment fallait-il essayer de leur donner vie dans la réalité ? Il s'agissait de porter ces idées dans les mouvements et organisations qui naissaient naturellement de la lutte sociale qui se déroulait. La tâche était non pas d'inventer une forme « supérieure » d'organisation à partir de notre propre tête. Elle était d'imprégner de nos idées les mouvements et organisations de classe, et, au cours de ce processus, de développer des cadres de révolutionnaires dans ces mouvements et organisations et ainsi de travailler, élevant finalement le mouvement dans son ensemble à un niveau supérieur.

Le mouvement dans son ensemble : Marx et Engels savaient et disaient que ce processus pourrait impliquer et impliquerait même des scissions. Ils n'avaient aucun fétichisme du maintien de l'unité comme condition du processus. Mais ces scissions qu'ils considéraient comme naturelles étaient pour eux non les scissions artificielles d'une aile idéologique qui sortait pour brandir son drapeau programmatique abstrait. Les scissions auxquelles ils s'attendaient étaient celles qui se produisaient de façon organique avec la montée du niveau des masses.

Ces scissions, ils les attendaient de deux directions : d'éléments embourgeoisés qui s'élevaient contre une ligne de classe et un cours « lutte de classes » de développement du mouvement ; et des idéologues de secte qui voyaient le mouvement de la classe s'éloigner de leurs propres remèdes et prescriptions. Ils attendaient la scission de ces éléments ou que les éléments sains scissionnent d'avec eux, mais quand elle se produisait, la ligne de démarcation organisationnelle n'était jamais sur les idées programmatiques spéciales d'une avant-garde idéologique pour ses propres besoins (à savoir un programme dans l'abstrait) mais de la signification politique, en termes de lutte sociale qui se poursuivait, du niveau politique de développement atteint par le mouvement de la classe, c'est-à-dire le programme dans le concret, le programme tel qu'il était concrétisé dans la lutte de classes réelle qui se déroulait.

Ainsi, en 1847, Marx et Engels, qui avaient rejoint la Ligue des communistes, travaillaient à la débarrasser de ses parasites sectaires et conspirateurs et étaient en train d'y arriver ; mais en même temps, à Bruxelles où il vivait, Marx consacrait ses efforts d'organisation à construire l'Association démocratique, qui n'était même pas socialiste sur le plan programmatique. Et quand la révolution éclata sur le continent, leur première initiative fut de se

débarrasser de la Ligue des communistes en la dissolvant, en tant que véhicule d'avant-garde de l'action d'organisation.

A Cologne, pendant la révolution, ils travaillèrent, organisationnellement parlant, sur trois plans, pas un seul qui ressemblât à une secte marxiste : (1) dans le mouvement démocratique de gauche, l'Union démocratique (cette partie du tableau n'a rien à voir avec notre problème actuel, étant reliée au problème de la politique dans une révolution bourgeoise-démocratique) ; (2) dans l'Association ouvrière de la ville, une organisation de classe large ; et (3) dans « leur » centre politique. Qu'avaient-ils créé comme leur centre politique ? Nullement une organisation, mais un journal et son comité de rédaction, c'est-à-dire une voix. Et c'est ce comité de rédaction qui fonctionna en tant que « tendance Marx » — c'est ainsi qu'il se considérait et était publiquement considéré.

Avec le reflux de la révolution et après son retour à Londres, Marx fut d'accord pour une reconstitution temporaire de la Ligue des communistes ; mais bientôt, à l'automne 1850, Marx vit que la crise révolutionnaire était passée, cependant que la majorité des membres réagissait avec un sentiment de frustration profonde et une sévère poussée d'infantilisme sectaire. La Ligue scissionna et tomba en morceaux. Marx ne renouvela jamais cette expérience.

Pendant les années 50, Marx et Engels ne firent aucun effort pour bâtir quelque chose, mais se concentrèrent exclusivement sur la production et l'édition de la littérature qui devait rendre possible l'éducation de cadres. Cette période ne prit fin que quand le mouvement ouvrier lui-même se lança dans l'organisation *ad hoc* que nous connaissons comme la Première Internationale.

La Première Internationale était si éloignée, à une distance polaire du concept « secte » de l'organisation qu'elle ne se prononça jamais clairement pour le communisme et n'adopta qu'à peine une version de collectivisme économique à un congrès ultérieur. Et elle était si largement ouverte, dans le cadre d'un caractère de classe tranchant, que personne ne rêverait aujourd'hui de la reproduire. En tout cas, sa manière d'aborder les questions était opposée à 180 ° de celle de la secte : au lieu de partir du Programme Complet et de réunir autour de lui des gens sélectionnés de toutes les couches sociales (surtout des intellectuels), Marx voulait partir de celles des couches de la classe ouvrière qui étaient en mouvement — en mouvement dans la lutte de classe, même à un niveau « bas » — et adapter le programme à ce à quoi ces couches étaient prêtes. C'était la voie du commencement.

Marx : le côté négatif

Dans ce large mouvement de classe de la Première Internationale, Marx et Engels n'ont constitué aucun centre à eux, d'aucune sorte ; et c'est ce qui soulève la question d'une sur-réaction, non leur absence d'inclination à créer une secte marxiste.

En effet Marx a utilisé le Conseil général et l'influence qu'il y avait, comme son « centre politique » ; il serait facile d'expliquer que ce n'était pas suffisant. Probablement Marx pensait-il que toute autre ligne de conduite générerait son influence personnelle dans le Conseil général ; mais le prix en fut que la formation de cadres marxistes résolus en était encore à une étape moins qu'élémentaire quand l'Internationale disparut. Ce fait négatif — non l'échec à créer une secte marxiste, mais à construire des cadres marxistes de quelque type que ce fût — est l'une des raisons du contexte pour lesquelles les divers partis socialistes surgirent dans différents pays, même les prétendus partis « marxistes ».

Prenons l'Angleterre, sous le nez de Marx. La première sorte de centre « marxiste » d'un type quelconque y fut établie par un homme, Hyndman, hostile à Marx et au petit cercle de socialistes britanniques directement influencés par lui ; un homme qui créa ce centre « marxiste » sous la forme d'une secte typique de la pire espèce, et dont l'influence désastreuse sur les fondements du marxisme anglais n'a jamais été surmontée jusqu'à présent ¹. Aucun centre politique alternatif d'aucune sorte ne fut proposé par Marx ou Engels ou un membre de leur cercle. Le résultat fut que Marx s'incarna, pour le public britannique dans un homme qui était le « fondateur du marxisme » le plus grossier dans tous les pays du monde.

Il est évident que l'alternative à la secte aurait été ce que Marx avait fait à Cologne : la création d'un organe, par les amis britanniques de Marx, une publication agissant en tant que voix des idées marxistes, un modèle de la façon de s'adresser au mouvement de la classe, un organisateur de cadres. Rien de tel ne fut fait : il y avait un vide. L'action de la secte de Hyndman occupa ce vide.

Alors qu'Eleanor Marx faisait un travail brillant comme organisatrice du Nouvel Unionisme (syndicalisme), organisant les métiers inorganisés et non-qualifiés, elle le faisait en tant qu'individu, sans autre point de référence visible.

1. La Social Democratic Federation fut fondée en 1884 par Max Hyndman.

Alors qu'elle et Aveling faisaient du bon travail en diffusant la défense de l'action politique indépendante dans le ghetto prolétarien de Londres, avec un impact qui servit finalement à produire le Labour Party, leur travail ne pouvait pourtant pas avoir l'effet concomitant de contribuer à la sélection et à la formation de cadres marxistes, qui auraient fait plus encore qu'ils ne faisaient.

Cet échec dans la création d'une quelconque sorte de centre politique visible, même si ce n'était pas sous la forme d'une secte — fut répété plus tard, avec moins d'excuses, par Rosa Luxemburg en Allemagne, tandis qu'en Pologne ses camarades polonais créaient une secte et pas un parti de classe.

La solide haine que Marx portait au type « secte » d'organisation ne signifiait pas cependant qu'il était incapable de reconnaître les contributions positives de certaines sectes. Il ne devait pas tomber dans l'appréciation unilatérale du rôle historique joué par certaines d'entre elles, pas plus que sa haine du capitalisme ne l'empêcha de le créditer pour ses grandes contributions positives au développement de la société. De même que le *Manifeste communiste* présente ce qu'on a appelé un hymne de louanges aux bienfaits historiques de la bourgeoisie, de même, Marx et Engels brûlaient d'ardeur dans leurs louanges pour les contributions faites par les sectes des Utopiques.

Ils n'ont pas perdu de temps à déplorer le fait que ces contributions furent faites d'abord par des sectes (parfois plutôt grotesques comme la « religion » saint-simonienne), car ils comprenaient les pressions qui poussaient les idéologues socialistes vers la forme secte. Il était, pensaient-ils, d'autant plus important de pousser dans une direction différente, d'orienter les socialistes vers une voie organisationnelle différente.

Marx l'a résumé dans une lettre bien connue de 1871 :

« L'Internationale a été fondée pour remplacer les sectes socialistes et semi-socialistes par une organisation réelle de la classe ouvrière pour la lutte [...]. D'un côté, l'Internationale n'aurait pas pu se maintenir si le cours de l'histoire n'avait pas déjà écrasé le sectarisme. Le développement du sectarisme socialiste et celui du vrai mouvement ouvrier sont toujours en rapport inverse l'un de l'autre. Tant que les sectes sont justifiées (historiquement), la classe ouvrière n'est pas encore prête à un mouvement historique indépendant. Dès qu'elles ont atteint leur majorité, toutes les sectes sont par essence réactionnaires. Pour tout cela, ce que l'histoire expose partout s'est répété dans l'histoire de l'Internationale. Ce qui est vieux et dépassé tente de se reconstituer et s'affirme sous une forme nouvelle récemment acquise. Et l'histoire de l'Internationale a été une lutte continuelle du

Conseil général contre les sectes et contre les expériences d'amateurs dans l'Internationale, contre le mouvement réel de la classe ouvrière »¹.

Il ne s'agit pas de déterminer *a priori* exactement à quelle date la forme secte devient réactionnaire, etc. C'est impossible à faire. Marx est entré en lutte pour sa propre voie vers un mouvement révolutionnaire et cela voulait dire se dresser inébranlablement contre l'idée de secte. Que les contributions possibles d'une secte n'étaient pas totalement épuisées en 1864 a été amplement prouvé rétrospectivement, mais c'est sans intérêt pour la ligne de Marx. La « secte » lassallienne en Allemagne ou celle de Hyndman, ci-dessus mentionnée en Angleterre, ont hélas continué à jouer un rôle qui avait aussi un côté positif tant qu'il n'y avait pas d'alternative praticable.

Incontestablement, parfois une secte peut être mieux que rien, mais cette formule de sagesse ne contribue pas à une ligne. D'un autre côté, la secte socialiste des émigrés germano-américains était, selon Marx et Engels, pire que rien, et ils espéraient qu'elle serait écrasée et disparaîtrait.

Il ne découle donc pas, même de l'horreur totale et absolue de Marx pour la forme secte, que toutes les sectes soient également nuisibles ; c'est le contraire qui est vrai. Tout varie beaucoup à cet égard. Si nous regardons plus près de nous les exemples de Marx : les Oehléristes² n'ont contribué en rien au développement d'un mouvement révolutionnaire, sauf comme sujet d'hilarité, ce qu'il ne faut pas négliger en des temps de tristesse.

D'un autre côté, comme nous le dirons, l'Independent Socialist League a élaboré l'essentiel du socialisme révolutionnaire aujourd'hui. C'est toute la différence ! Mais cela ne dément nullement l'unique conclusion que nous voulons souligner à ce point : il existe une voie pour un parti révolutionnaire, qui n'est pas la voie de la secte.

Anatomie de la secte

Pour résumer, nous avons vu jusqu'à présent trois approches. L'une, que nous pouvons rejeter : celle qui consiste à se replier sur soi avec seulement des militants individuels, sans aucun centre politique. Le vrai problème est de savoir

1. Marx, lettre à Friedrich Bolte, 23 novembre 1871.

2. Scission « à gauche » de la Communist League en 1935, des partisans d'Hugo Oehler.

si le centre politique doit nécessairement être une secte. C'est un problème de rapport entre l'avant-garde et la classe, pas seulement de deux formes organisationnelles.

La secte se situe à un niveau élevé, bien au-dessus de celui de la classe ouvrière et sur une base mince recrutée selon des critères idéologiques, forcément extérieurs normalement à la classe ouvrière. Elle revendique son caractère ouvrier sur la base de ses aspirations et de son orientation, non de sa composition ou de sa vie. Elle s'efforce de hisser la classe ouvrière à son niveau ou l'appelle à monter jusqu'à elle. De derrière ses murs d'organisation, elle envoie des groupes d'éclaireurs prendre contact avec la classe ouvrière et des missionnaires pour en convaincre deux ou trois. Elle se voit devenant un jour un parti révolutionnaire par un procédé d'addition ou par une éventuelle unité avec deux ou trois autres sectes ou peut-être par un processus d'entrée.

Marx, d'un côté, voyait les éléments d'avant-garde évitant surtout la création de murs organisationnels entre eux et la classe en mouvement. La tâche n'était pas d'élever un ou deux ouvriers ici ou là au niveau du Programme Complet (outre deux étudiants ici et trois intellectuels là) mais de chercher les leviers capables d'amener la classe ou des fractions de celle-ci à s'engager en masse vers les niveaux supérieurs de l'action et de la politique.

La mentalité de secte ne voit sa sanctification que dans son Programme Complet, c'est-à-dire dans ce qui la sépare de la classe ouvrière. Si, Dieu nous pardonne, quelque mot d'ordre qu'elle lance devient populaire, elle s'inquiète : « *Que se passe-t-il ? Nous avons dû capituler devant quelqu'un* » (Je ne caricature pas, c'est tiré de la vie). L'approche de Marx est exactement à l'opposé. Le travail de l'avant-garde était d'élaborer des mots d'ordre qui pouvaient devenir populaires dans l'état donné de la lutte de classe, en ce sens qu'ils étaient capables de rassembler le plus grand nombre possible d'ouvriers en mouvement. En d'autres termes, avancer sur une question, dans une direction sur un chemin qui va les mettre en conflit avec la classe capitaliste et son Etat, et les agents du capitalisme et de l'Etat, y compris les « lieutenants ouvriers du capitalisme », ses propres dirigeants.

La secte est une version miniaturisée de ce que sera le parti révolutionnaire, un « petit parti de masse », une édition microscopique ou un modèle de parti de masse qui n'existe pas encore. Ou plutôt, il se pense ainsi et essaie d'être une telle miniature.

Sa méthode d'organisation est celle du « comme si » ; agissons comme si nous étions déjà un parti de masse (à un degré minuscule, naturellement, en fonction de nos ressources) et c'est la voie pour devenir un parti de masse. Publions un « journal ouvrier », juste comme si nous étions un parti ouvrier ; et si nous ne pouvons pas le publier tous les jours, au moins nous pouvons le publier une ou deux fois par semaine en drainant toutes nos ressources — cela fait de nous un petit parti de masse — irréal.

Mais une telle façade est auto-trompeuse, car si jamais elle réussit à abuser un seul ouvrier, il découvrira assez vite qu'il n'y a pas grand chose derrière. Construisons un parti « bolchevique » en étant disciplinés comme de bons bolcheviks. Ainsi, sur la base d'une notion erronée de la discipline « bolchevique » tirée des ennemis du léninisme, la secte est « bolchevisée » en une coterie de plus en plus étroite, pétrifiante, qui remplace les liens de la cohésion politique par les cercles de fer qui tiennent ensemble les lattes des vieux tonneaux brisés.

Il y a quelque chose de fondamentalement faux dans la notion que la voie de la miniaturisation (singer un parti de masse dans une miniature) est la voie pour un parti révolutionnaire de masse. La science prouve que l'échelle à laquelle existe un être vivant ne peut pas être arbitrairement changée : des êtres humains ne peuvent pas exister à l'échelle de Lilliput ou celle de Brobdignac ; leurs mécanismes de vie ne pourraient fonctionner à ces échelles. Des fourmis peuvent transporter 200 fois leur propre poids mais une fourmi de six pieds, même s'il en existait d'aussi monstrueuses, ne pourrait soulever 20 tonnes.

C'est vrai aussi dans la vie organisationnelle : si on essaie de miniaturiser un parti, on n'obtient pas un parti de masse, mais seulement un monstre. La raison fondamentale en est la suivante : le principe de vie d'un parti révolutionnaire de masse n'est pas simplement son Programme Complet, qui peut être copié avec rien qu'un dactylo militant et peut être étiré ou replié comme un accordéon. Son principe de vie est son engagement intégral comme partie du mouvement ouvrier, son immersion dans la lutte de classe non par une décision de son comité central mais parce qu'il y vit. C'est ce principe de vie qui ne peut être ni singé ni miniaturisé ; il ne peut se réduire comme un dessin ou s'effilocheur comme un tissu. Comme une réaction nucléaire, ce phénomène ne vient à l'existence qu'à une masse critique : au-dessous, il ne se réduit pas simplement, il disparaît.

Alors, que peut singer ce micro parti-en-devenir de masse en miniature ? Seulement la vie interne du parti de classe. Mais cette vie interne, mécaniquement organisée, est maintenant détachée de la réalité qui commande dans un vrai parti de masse. Eventrez un lion et ce que vous aurez réellement, ce sont des tripes. C'est pourquoi la vie interne d'une secte a tendance à être un exercice en irréalité, en façades, en imitations rituelles.

Aussi, puisque seule la vie interne du parti de masse est utilisable pour la parodie ritualisée, la mentalité de secte ne se satisfait que de la vie interne. Car à l'extérieur de cette vie interne, les dures réalités de l'isolement et de l'impuissance sont insoutenables, faute de ressembler le moins du monde à la vie extérieure d'un parti de masse. La vie interne d'une secte devient non pas un mal nécessaire lié à ses activités extérieures, mais une récompense/substitut. D'un côté l'ouvrier du parti de masse regimbe contre la nécessité de passer beaucoup de temps à des réunions internes, etc. même s'il est assez bon marxiste pour comprendre que ces choses sont nécessaires. La mentalité de secte, au contraire, ne se satisfait que dans ces activités où on peut aimer un discours révolutionnaire alors qu'une réunion syndicale n'est qu'une corvée.

Bien, et les bolcheviks ?

Mais le parti bolchevique n'a-t-il pas dû se développer d'une secte à un parti de masses ? S'ils l'ont pu, alors nous...

Non, ce n'est pas ainsi que les bolcheviks sont devenus un parti de masse — pas par la voie de la secte. Et il n'y a aucune proposition pour une forme secte d'organisation dans *Que Faire ?* Tous ces contes de fée sur les conceptions de Lénine sur le parti sont des inventions des anti-bolcheviks professionnels et des staliniens, mais nous ne pouvons pas entrer ici ¹ dans ce débat.

Ce qui suit suffira pour le problème posé : prendre la route incarnée dans *Que Faire ?*. Dans la période précédente, les préliminaires pour un parti de masse avaient pris forme en Russie non dans des sectes mais dans des cercles ouvriers locaux qui demeuraient des structures lâches et fondaient de lâches associations régionales. Elles ne s'étaient pas développées en tant que branches d'organisation centrale, mais de façon autonome, en réponse à des luttes sociales, de façon lâche.

1. Hal Draper, *The Myth of Lenin's Concept of Party*, à paraître prochainement.

Ce que Lénine décida d'organiser de l'extérieur, avant tout, n'était pas une secte ni une organisation avec des membres, mais un centre politique : une publication, *Iskra*, avec un comité de rédaction. L'*Iskra* s'incarnait dans un comité de rédaction pas dans une secte. L'organisation de membres à laquelle Lénine pensait devait être un parti de masse, ne consistant pas seulement de ceux qui étaient d'accord avec son marxisme révolutionnaire mais plutôt un parti de masse assez large pour englober tous les socialistes, en fait tous les militants ouvriers. Il y aurait eu en son sein différentes tendances et les marxistes conséquents pouvaient pour un temps y être en minorité. Mais alors que Lénine ne commit pas l'erreur de dresser les murs d'une secte entre sa tendance (celle qui avait une ligne juste) et le large mouvement de la classe-en-lutte, il ne fit pas non plus l'autre erreur, celle de négliger de construire un centre politique et, du coup, des cadres marxistes.

Ce furent les mencheviks et la droite, pas Lénine, qui firent scission plutôt que de permettre une majorité de gauche.

Et pendant les années de formation du parti bolchevique, Lénine ne fit pas non plus de nécessité vertu : il n'adopta jamais l'idée que le parti devait être limité aux bolcheviks. Au contraire il combattit avec patience pour la conception d'un parti large dans lequel cependant la gauche avait autant de droit que la droite à prendre la direction par un vote démocratique. C'est cela qui était en jeu, côté organisationnel, dans la scission entre bolcheviks et mencheviks.

Bien entendu, la situation d'illégalité dans laquelle le mouvement fonctionnait conditionna de bien des manières les formes d'organisation, mais ce n'est pas l'illégalité qui décida que Lénine refusa de prendre la voie de la formation d'une secte bolchevique. Si l'*Iskra* avait été organisée à St-Pétersbourg au lieu de l'étranger, le rapport essentiel n'aurait pas changé et en fait, quand on obtint une légalité partielle pour un bref laps de temps après la révolution de 1905, une des conséquences en fut la fusion temporaire des groupes menchevique et bolchevique dans un parti de masse unifié, bien que Lénine conservât un centre politique sous la forme d'un journal et de son comité de rédaction. L'apparition d'une certaine dose de légalité ne poussa pas Lénine vers une formation bolchevique secte, mais dans le sens contraire, vers l'unité avec les mencheviks dans un parti de masse, pas l'unité des centres politiques idéologiques.

Mais les fractions bolchevique et menchevique n'étaient-elles pas des fractions d'un parti scissionné ? Oui, formellement, c'était le cas. Des deux côtés, comme pour d'autres tendances organisées dans le mouvement russe, une fraction fonctionnait comme un centre politique public avec sa propre publication, son comité de rédaction comme véhicules de sa politique.

Et ces fractions, bolchevique comme menchevique, n'étaient pas des « organisations de membres » au sens des sectes que nous avons essayé de construire. Considérez les documents écrits par Lénine avant 1914 quand le BSI enquêtait sur la question de l'unité bolcheviks-mencheviks : Lénine pour prouver que les bolcheviks avaient le soutien d'une majorité des ouvriers socialistes de Russie, donnait des statistiques de circulation des organes, des contributions financières etc. mais pas des membres. Et personne n'en réclamait ; car les organisations de membres en Russie étaient des groupes locaux et régionaux de parti qui pouvaient être en partie de sympathies bolcheviques et en partie de sympathies mencheviques, ou pouvaient passer de l'un à l'autre à un moment donné etc. Chaque fois qu'un « congrès du parti » ou une conférence se tenait, chaque groupe du parti devait décider s'il assisterait à celui-ci, celui-là ou aux deux.

Ce que cela souligne, c'est le fait que les bolcheviks et les mencheviks, en ce qui concerne leur forme d'organisation, n'étaient ni des sectes ni même des fractions au sens organisationnel actuel. Qu'étaient-ils ? Tous deux étaient des centres politiques basés sur une entreprise de propagande/édition, plus un appareil central d'organisation pour forger des liens avec des groupes du mouvement ouvrier, par des « agents », des collaborateurs littéraires, etc. Ce plus avait une énorme importance, mais je ne peux m'étendre dessus.

Les membres individuels du parti en Russie ou les groupes du parti pouvaient décider de diffuser le journal de Lénine ou l'organe menchevique ou aucun — beaucoup préféraient un organe non fractionnel comme celui de Trotsky à Vienne — ou encore ils pouvaient utiliser pour leur travail celles des publications des bolcheviks qu'ils préféraient, celles des mencheviks et autres, sur la base d'un libre roulement.

De toute évidence une partie de ces traits étaient dictés par l'illégalité, une grande partie par la nature de la scission bolcheviks-mencheviks, etc. Ce n'est pas nous qui proposons un modèle automatique pour nous aujourd'hui ; nous en discutons pour la raison tout à fait opposée : beaucoup croient à tort que les

bolcheviks se sont développés sous la forme d'une secte et proposent à tort la « secte de type bolchevique ». Cette invention est venue plus tard, à la suite de la Comintern.

En tout cas, il est évident qu'il doit y avoir ici une tentative de conclusion : si le parti bolchevique n'est pas devenu un parti révolutionnaire par la voie de la secte, alors il l'est devenu autrement. En fait la conclusion historique va plus loin : aucun parti de masse révolutionnaire ou aucun parti de masse semi-révolutionnaire n'est jamais devenu un parti de masse par la voie de la secte.

Cela ne prouve pas que cela ne se fera jamais. En soi en effet cela ne prouve pas qu'il est à tout jamais impossible pour une secte de se transformer en un parti de masse par quelque voie organique, c'est-à-dire en réalisant à un moment donné qu'on est sur la mauvaise voie et qu'il faut prendre une autre route. Mais cela ne nous intéresse pas de le prouver. Il faut comprendre qu'il doit y avoir une autre voie — une voie qui a été prise réellement par des socialistes révolutionnaires, avec plus ou moins de succès.

Ce qui est prouvé, c'est que la route de la secte ne devrait pas être suivie sans critique, sans réflexion jusqu'au bout comme si elle était la seule possible et pensable. Au contraire, la route de la secte n'a jamais marché jusqu'à présent. Ce qui a marché, c'est une voie très différente, qui mérite au moins d'être considérée.

Quand et comment a-t-on ressuscité la forme secte ?

Cette autre voie ne s'est développée dans la conscience de marxistes les plus révolutionnaires que relativement récemment, pendant la période de la Comintern.

Le grand développement historique qui a fait descendre le rideau sur elle et a poussé sur le devant la route de la secte a été la période d'évolution d'après la Première Guerre mondiale dans laquelle la Comintern posa d'abord la formation de partis révolutionnaires comme une nécessité immédiate d'urgence. Dans chaque pays, il fallait tout de suite constituer un parti révolutionnaire, même s'il fallait le faire pousser de force dans une serre ; les 21 points de la Comintern l'exigeaient. Le motif était clair : la révolution mondiale était à l'ordre du jour

pour toute l'Europe. Et il était vrai que la révolution mondiale était à l'ordre du jour immédiat en Europe.

Mais nous savons maintenant qu'il s'est avéré totalement impossible de forger d'authentiques partis révolutionnaires en donnant des ordres dans un processus forcé, en tout cas pas des partis révolutionnaires capables de vaincre. C'est là la raison essentielle pour laquelle l'ennemi, avant tout la social-démocratie, a été capable de vaincre cette révolution européenne.

Et la défaite de cette révolution a été le tournant de l'histoire sociale moderne : tout le monde d'aujourd'hui en découle. La conséquence la mieux connue a été la montée du stalinisme, la stalinisation des partis communistes comme celle de la Russie. Une conséquence bisymétrique a frappé les courants qui refusaient la stalinisation ou rompaient avec elle : ils voyaient en général la dégénérescence du mouvement comme une conséquence de la stalinisation au lieu de voir la stalinisation comme la conséquence de la défaite et de la dégénérescence du mouvement.

Sur la base des anciennes idées, le succès révolutionnaire apparaissait dépendant simplement de la construction d'une direction d'avant-garde non stalinienne, mais réellement révolutionnaire, c'est-à-dire la formation d'une direction d'avant-garde ayant la ligne juste, ce qui suffisait. Le processus de formation forcée de « partis révolutionnaires » par des textes comme les 21 Points, détachés désormais du contexte objectif des vrais 21 points, fut considérée comme donnée par une nouvelle génération de révolutionnaires ou candidats à l'être, pour qui l'histoire avait commencé en 1917. Le résultat fut une première vague de sectes « bolcheviques » — c'est-à-dire capables de singer tout ce qui leur semblait bolchevique — dans la première période du déclin de la révolution européenne.

Un exemple typique fut les « bordiguistes » italiens et autres restes des gauchistes infantiles de la Comintern — ces courants attaqués par Lénine dans *Le Gauchisme maladie infantile du Communisme*. D'abord, c'est bien connu, ces gauchistes, bien intentionnés, mais tout à fait ignorants, ne savaient rien de la façon dont le parti bolchevique avait été forgé. Pour eux, les 21 Points n'étaient pas une mesure exceptionnelle urgente naissant de la part de révolutionnaires sensibles seulement au caractère pas très commun de la situation où une crise révolutionnaire immédiate était en train de mûrir, ce qui allait faire casser la tête des travailleurs sans un parti révolutionnaire. Pour eux, cette mesure

d'exception, désespérée, devint la norme — la mesure bolchevique « de règle » —, à prendre même s'il n'y avait pas la situation historique qui seule avait expliqué le recours aux 21 Points.

Généralisée comme la norme, cette voie à chaud vers un « parti révolutionnaire » ou un facsimile, se résumait ainsi : Vous levez le drapeau du Programme Juste pour établir vos frontières d'organisation. Vous le faites sans vous occuper de la situation objective car il s'agit d'un impératif supra-historique. Vous le faites avec ceux qui sont près de vous, deux autres bons camarades, par exemple. Car ne disait-on pas qu'aux jours sombres de la guerre, le parti bolchevique de Lénine avait été réduit à une poignée ? Vous vous proclamez le Parti révolutionnaire et, puisque vous avez le Programme Juste, les ouvriers vont se presser à votre porte... Et vous aurez votre secte.

Bref coup d'œil sur le modèle trotskyste de la secte

Le peu d'empressement de Trotsky pendant plusieurs années, à rompre avec les partis communistes était conditionné entre autres par le fait qu'il ne voyait pas d'autre alternative que la formation d'une secte trotskyste, une décision qu'il répugnait à prendre.

Il faut se rappeler que, pendant toute la période de son développement politique avant 1914, Trotsky n'avait pas commencé à comprendre ce que Lénine faisait. Pendant des décennies, il avait féroce­ment combattu sa ligne d'organisation, qu'il dénonçait comme « scissionniste ». Qu'était cette politique de scission qui l'horrifiait ? Le cours pour former un centre politique distinct autour du programme Complet et Juste ne mettait pas une secte à la base de ce Programme, mais un Centre politique.

La ligne de « conciliateur » de Trotsky sur le plan de l'organisation dans le mouvement russe signifiait que, comme Luxemburg en Allemagne et nombre de gauches dans la social-démocratie, il n'avait jamais compris la nature de la voie de Lénine vers le parti révolutionnaire. Pendant la plus grande partie de la vie politique de Trotsky, l'unique ligne d'organisation qu'il ait pu comprendre a été celle des sectes et scissions — c'est ainsi qu'il interprétait Lénine —, soit le marais des partisans ruminants de la prétendue unité du parti.

Il est très ironique que la stalinisation des PC ait obligé Trotsky à s'engager sur la voie de la formation de son propre « centre politique »,

l'Opposition de gauche, à l'intérieur des PC — c'est-à-dire du mouvement stalinien, qui ne tolérait absolument aucun centre politique d'opposition ! La voie qu'il avait dénoncée à l'intérieur de la social-démocratie russe, où elle avait été possible, était celle qui l'obligeait à rester à l'intérieur du mouvement stalinien, où c'était impossible !

Il n'est donc pas suprenant que, quand les groupes trotskystes ne furent plus capables de continuer à assurer la forme d'organisation d'un centre politique d'Opposition de gauche à l'intérieur des PC, ils aient alors, tout naturellement, adopté la seule autre qu'ils connaissaient, celle de la secte.

Trotsky l'a fait à contre-cœur, sans aucun doute : c'est pourquoi l'expérience vivante a été l'entrée dans la social-démocratie dans l'espoir d'y trouver, vers un parti de masse, une voie non-secte. Le substitut espéré était l'incubation de cadres d'un parti révolutionnaire dans le mouvement de masse que la social-démocratie était censée représenter.

Aux Etats-Unis cette gestation a avorté au sein du Socialist Party en 1937, quand Trotsky, avec l'appui de la direction du groupe trotskyste, les partisans de Cannon, a conclu que le monde entier, Etats-Unis compris, était au bord d'une situation révolutionnaire. C'est cette décision qui a déclenché la réaction « 21 points », bien qu'on ait, il est vrai, été motivé, là encore, par le pressentiment de l'urgence.

Comme nous l'avons déjà vu, d'après cette réaction, on sent qu'on doit à tout prix proclamer au monde l'avènement du parti révolutionnaire, drapeaux déployés et programme mis au point, à temps pour faire la révolution. La droite du PS a voulu exclure la gauche aussi fort que Trotsky voulait qu'elle démissionne. Quoi qu'il en soit, au début de 1938, on a annoncé à la classe ouvrière des Etats-Unis la naissance du Socialist Workers Party, le parti des travailleurs socialistes. Plus tard, dans le cours de la même année, a été fondée, de façon tout aussi artificielle, la « IVe Internationale ».

L'ambition du nouveau parti était dénuée d'ambiguïté. Il était le parti révolutionnaire, enfin proclamé au monde. Il allait rapidement grandir jusqu'à devenir la première force au sein de la classe ouvrière. Et l'on espérait que cela se produirait à temps pour qu'il puisse diriger les forces de la révolution. En proclamant le Programme complet, le Parti — en réalité, alors, la secte — allait devenir très vite un vrai parti de masse.

Le déclenchement de la guerre a dissipé ces illusions. La secte qui s'intitulait parti a réagi comme... une secte. Le SWP, pendant la guerre, a eu un comportement de coquillage. Il s'est caché dans sa coquille pour protéger son corps tendre. Il a proclamé qu'il s'agissait de « préserver les cadres » en les cachant dans des boîtes jusqu'à la fin de la guerre au lieu de chercher les moyens de les endurcir au combat. Mais ce serait une digression que de poursuivre ici.

Ce qui nous intéresse, c'est qu'avant et après cette expérience d'« entrisme », l'acceptation du modèle insuffisamment étudié de la « secte bolchevique » produisit une profusion de micro-sectes se détachant de la macro-secte trotskyste à partir des années trente. Par dessus le marché, l'absence de tout mouvement politique de masse dans la classe ouvrière rendait d'autant plus difficile la recherche d'une autre voie.

L'expérience Workers Party/Independent Socialist League

[Nous n'avons en définitive pas retenu la dernière partie de cet exposé d'Hal Draper sur une question qu'il connaissait très bien et que nos lecteurs ne connaissent pas du tout. Une quantité de notes seraient nécessaires pour le rendre accessible. Elle aura sa place quand nous reviendrons sur le sujet particulier du trotskysme américain, alors qu'ici nous avons seulement cherché ses analyses pour la forme « secte » utiles pour certains débats actuels ou prochains.]

Basile Karlinsky

L'image de Trotsky en Russie aujourd'hui

Introduction

Le 23 février 1999, l'un des plus sérieux quotidiens de Moscou, *Nezavisimaia gazeta*, a publié sous la signature d'un historien militaire un article très élogieux pour Trotsky et fort bien documenté sur lui en tant que théoricien de l'Armée rouge. Il a été publié en même temps par l'hebdomadaire *Nezavisimoie obozrenie*, supplément militaire ¹ de NG. La semaine suivante, le supplément « people » de la NG publiait un récit inédit et de tonalité neutre, sur l'embarquement de Trotsky à Odessa en direction de la Turquie, lorsque Staline l'avait fait expulser d'URSS en février 1929.

C'est à ma connaissance la première fois que la presse russe de grande diffusion a fait un pas vers la réhabilitation de Trotsky, au moins en ce qui concerne son rôle militaire. Ce thème n'était certes plus tabou ; quelques revues spécialisées et à petit tirage ont publié depuis dix ans des documents inédits et

1. *Nezavisimaia gazeta* (Le Journal indépendant), 23 février et son supplément hebdomadaire *Nezavisimoie Voennoie Obozrenie* (L'observateur militaire indépendant), n°6, 19-125 février 1999.

authentiques de Trotsky ou sur lui, concernant les problèmes de l'armée, mais toujours en se tenant à un cadre nettement délimité.

Ainsi, presque quinze ans après la *perestroïka*, la déstalinisation arrive-t-elle au personnage le plus haï et le plus calomnié de l'historiographie soviétique et lui rend justice, non plus à doses homéopathiques, mais sur une grande échelle.

I. L'image de Trotsky en Russie aujourd'hui

L'image globale de Trotsky dans la littérature soviétique actuelle obéit toujours au modèle, à peine épousseté, donné par l'école stalinienne. Quant à l'image que le grand public peut avoir de lui, elle ne provient que des chapitres traitant la période de la guerre civile dans les deux biographies de Vassetsky et de Volkogonov, qui se sont efforcés de s'éloigner le moins possible de l'image Trotsky de l'époque stalinienne.

Rien à attendre de sérieux des travaux de N.A. Vassetsky et D.F. Volkogonov¹. Les spécialistes ont tout de même accès à un livre écrit pour eux par un spécialiste des questions militaires, A.A. Kokochine².

Vassetsky, un faussaire grossier

Vassetsky expose dans l'introduction son postulat d'auteur : se tenir à égale distance entre admirateurs et détracteurs. En fait, s'il flirte parfois avec la vérité, il reproduit la plupart du temps les calomnies classiques. S'il concède à Trotsky quelque chose de positif, il s'empresse de fournir une opinion inverse. Le portrait de Trotsky qui en résulte, en forme de collage, est celui d'un invraisemblable Jekyll et Hyde.

Se donnant ainsi des airs d'arbitre impartial, il fait l'économie de l'analyse des documents, BA-BA du métier d'historien. Du coup, il attribue une valeur historique égale aux authentiques témoignages contemporains et aux ragots

1. N.A. Vassetsky, *Trotsky, essai de biographie politique* (Respublika, Moscou, 1992) et D.A. Volkogonov, *Trotsky, portrait politique*, (Novosti, Moscou, 2 vol., 1992).

2. A.A. Kokochine, *Armée et Politique*, (Mejdunarodnje Ortnochenia, Moscou, 1995).

postérieurs des staliniens. Ainsi, dans le chapitre consacré à la guerre civile il juxtapose un témoignage sur le courage physique de Trotsky et une description sans indication de sources de Trotsky pris de panique parce qu'il croit à un attentat lorsque son train déraile accidentellement.

Il reconnaît certes à Trotsky des idées propres en matière de conception de l'Armée rouge, mais s'empresse d'expliquer qu'elles ne sont que le développement de celles de Lénine : l'apport de Trotsky se réduit là à l'introduction de la répression dans l'armée et l'organisation de l'agit-prop.

Pour déprécier son personnage, Vassetsky est capable de proférer les pires insanités, qui ne peuvent convaincre que des convaincus mais ne résistent pas une seconde à la réflexion. Ainsi, il lui reproche de « déterminer souvent la ligne stratégique au détriment de la tactique ». Comme si une directive militaire générale pouvait partir de considérations tactiques.

Ce reproche est pourtant bénin comparé à la partie où Vassetsky raconte les opérations militaires de la guerre civile. L'Armée rouge, selon lui, doit à Trotsky tous ses déboires et aucun succès. De même toutes les exactions de l'Armée rouge contre des civils sont inspirées, sinon ordonnées par Trotsky, lequel en rajoute sur les ordres de Lénine.

Vassetsky n'est pas gêné de se contredire et il lui arrive de reconnaître à Trotsky, sans donner les moyens de les identifier, « des articles remarquables » ou des « réalisations militaires ». Mais le mérite en revient surtout à ses « collaborateurs remarquables » : façon fielleuse de dissimuler que Trotsky savait reconnaître les hommes de talent et se les attacher. Mais cela lui écorcherait la bouche de reconnaître franchement qu'il avait effectivement un don rare dans le choix de ses collaborateurs.

Vassetsky suspecte la sincérité de témoignages favorables « datant de la période où Trotsky était au zénith de sa gloire », laissant entendre qu'il pouvait en cuire à un auteur de s'écarter du style enthousiaste de rigueur. Mais il prend pour argent comptant blâmes et critiques à une époque où c'était le dénigrement qui était désormais de rigueur.

Il a une prédilection pour collectionner les petits et gros traits de caractère, vrais ou faux. En vrac : caractère difficile, cassant avec ses subordonnés, « vedettariat », mépris des détails, style péremptoire de commandement, et même « apparence méphistophélique ». Il ne manque que les oreilles décollées !

Sur la foi de Vladimir Solooukhine, écrivain nationaliste contemporain, Vassetsky indique fielleusement que Trotsky et l'équipage du train vivaient dans un luxe princier, et que « *Larissa Reissner prenait des bains de champagne* » en pleine bataille de Kazan en août 18 !

Bref, Trotsky, si l'on en croit Vassetsky, est le maître ès cruauté dont Staline a suivi l'exemple ; « *C'est Trotsky, pas Staline, qui fut le premier fusilleur de communistes* ». Il va plus loin encore, écrivant à propos du procès en trahison contre le capitaine de vaisseau Chtchasny, commandant de la flotte rouge de la Baltique, où Trotsky réclame la peine de mort : « *Ne voit-on pas dans ce procès le modèle des procès politiques des années 30 que Trotsky allait qualifier de procès terroristes ?* »

Pour paraphraser Hugo : déjà Staline perçait sous Trotsky Bonaparte.

Volkogonov, manipulateur habile

A côté de Vassetsky, Volkogonov est un homme méthodique. Vassetsky est un faussaire grossier, Volkogonov un manipulateur habile.

Dans le chapitre « Anatomie de la guerre » (I, pp. 300-313), Volkogonov omet tout simplement de parler du rôle de Trotsky dans l'organisation de l'Armée rouge.

Pour caractériser Trotsky en tant que dirigeant militaire, il fait référence aux débats du VIII^e congrès du Parti, en mars 1919. Trotsky était au front, mais ses thèses ont été présentées et c'est autour d'elles qu'on s'est battu avec acharnement. Mises en minorité dans la commission des affaires militaires, elles ont été votées en séance plénière grâce à Lénine, après un débat dont Volkogonov rend compte objectivement, reproduisant correctement les positions de Lénine et Trotsky, celles de Vorochilov et Staline et les reproches que ceux-ci faisaient à Trotsky.

Après cette attitude *fair play* devant ce débat, Volkogonov s'attache à prouver « les manques fréquents de professionnalisme militaire » chez Trotsky. Il a beau jeu avec l'affaire classique de mars 19 où Trotsky avait eu tort d'interdire au commandant du front oriental, S.S. Kamenev¹, de poursuivre

1. Il ne s'agit pas du fameux compagnon de Lénine, ami de Zinoviev, mais d'un colonel tsariste rallié, Sergéi Sergiéévitch Kamenev (1878-1936).

l'offensive victorieuse contre les Blancs de Koltchak ; Kamenev avait refusé d'obtempérer et Trotsky l'avait démis de son commandement. Lénine avait donné raison à Kamenev et avait approuvé son projet d'offensive, qui fut couronnée de succès.

Pour faire bon poids, Volkogonov ajoute un exemple d'« incompétence stratégique » de Trotsky : le conflit qui a éclaté en juillet 1919 sur la direction à donner à l'offensive de l'Armée rouge vers le Sud. Trotsky préconisait de marcher sur le Donbass, à population ouvrière, favorable aux bolcheviks ; Kamenev, pour des raisons de commodité des mouvements de ses troupes, préconisait un axe plus oriental, traversant le territoire des Cosaques du Don, majoritairement hostiles aux Rouges. Il avait gagné Lénine à son point de vue. Une fois encore, Trotsky allait affronter Kamenev, allié à Lénine. Un Kamenev nommé dans l'intervalle commandant en chef. Trotsky ne vit d'autre issue que d'offrir sa démission.

Malheureusement pour la thèse de Volkogonov, c'était cette fois Trotsky qui avait raison contre Kamenev et Lénine, ainsi que l'offensive ne tarda pas à le démontrer. Les Cosaques, alliés aux Blancs, mirent l'Armée rouge en échec. En octobre, il fallut en revenir au plan de Trotsky pour sauver ce qui pouvait encore l'être. Volkogonov préfère le passer sous silence.

Pour démontrer que le conflit de juillet 19 est une preuve de « l'incompétence stratégique » de Trotsky, Volkogonov insiste sur la similitude des positions. Trotsky, en mars, est seul contre Lénine et Kamenev, donc, en juillet, il avait tort également.

Logique avec sa thèse générale, Volkogonov passe entièrement sous silence les épisodes flamboyants où Trotsky, présent sur le front, avait redressé des situations périlleuses, comme en août 18 à Kazan et octobre 19 à Petrograd.

Kokochine, auteur prudent

Andréi Kokochine est un haut fonctionnaire de l'Académie des Sciences. Issu du très élitiste Institut des Etats-Unis et du Canada, c'est le seul civil qui ait occupé une haute fonction au ministère de la Défense où il a été premier vice-ministre de 1992 à 1997 puis inspecteur général de l'Armée et secrétaire du Conseil de Sécurité en 1997 et 1998.

Dans son livre *Armée et Politique*, qui rétablit la vérité sur plusieurs points de l'histoire des discussions théoriques et de la biographie de plusieurs théoriciens militaires soviétiques, Kokochine n'aborde que quelques épisodes isolés de la vie de Trotsky.

Il signale que c'est Trotsky qui avait le plus rigoureusement défini les limites dans lesquelles l'Armée rouge pouvait avoir recours aux officiers tsaristes ralliés, en tant que « dirigeants militaires ».

Il les avait soumis à une surveillance constante des commissaires politiques : « *si le commissaire remarque que le dirigeant militaire constitue un danger pour la révolution, le commissaire a le droit de se débarrasser impitoyablement de ce contre-révolutionnaire, y compris en l'exécutant sommairement* » (p. 17).

Mais Kokochine s'abstient d'expliquer que l'argument démagogique préféré de l'« opposition militaire » (Staline, Vorochilov, etc.) contre Trotsky, consistait justement à l'accuser de capituler devant les « dirigeants militaires » ex-tsaristes et d'avantager ces derniers au détriment des dirigeants issus de la révolution.

Kokochine reconnaît davantage de mérite à Trotsky pour s'être opposé au début des années 20 à Frounze et Toukhatchevsky, lesquels se piquaient d'élaborer une « doctrine militaire unique » tirée du marxisme qui allait devenir plus tard doctrine officielle sous la protection de Staline.

« *Trotsky, écrivait Kokochine, taxa les auteurs de cette thèse de "scolastique et utopie". Il faisait une distinction entre histoire des guerres et théorie de la guerre, estimant que cette dernière n'était qu'un guide pratique* ».

Quelque temps après, Trotsky déclara : « *Je persiste à croire que la doctrine militaire unique, les nouveaux modèles de conduite de la guerre, tous les débats sur ce thème, sont secondaires. Ce qui est prioritaire et bien plus difficile, c'est de faire qu'il n'y ait plus un seul pou sur le soldat de l'Armée rouge. Voilà la doctrine immédiate pour aujourd'hui* ».

Précisant la tâche principale du moment, Trotsky touchait du doigt une faiblesse récurrente de l'Armée rouge qui persiste aujourd'hui encore : l'absence d'un corps solide de sous-officiers de carrière : « *C'est la préparation et la mise en place de ces chefs subalternes appelés sous-officiers dans l'ancienne armée et chez nous chefs de peloton. Et si on me demandait à quoi devrait s'appliquer*

l'Armée rouge, je répondrais : préparer un chef de peloton ouvrier et paysan, instruit, habile et pratique » (p. 43).

Ici, Kokochine ne veut pas reconnaître que Trotsky avait pressenti le danger qu'il y a de vouloir créer une forme « prolétarienne » de science, opposée à sa forme prétendument bourgeoise. Cette tendance, qui n'était qu'embryonnaire au début des années 20 allait donner dans sa maturité les différentes formes du lyssenskisme : génétique, physique, linguistique, etc. « prolétariennes », qui vont tarir des branches entières de la science soviétique.

En matière militaire, cette tendance va fossiliser la pensée stratégique de l'Armée rouge, puis soviétique, et aboutir à des non-sens comme le rejet de Clausewitz, défini par Staline comme « héraut du militarisme prussien », auquel il était interdit de se référer.

D'ailleurs Kokochine reconnaît à demi-mot que l'élimination de Trotsky a donné le signal de la sclérose de la pensée stratégique. Lorsque Frounze lui succède en 1924, il impose sa conception de « doctrine militaire unique » et limite la liberté de discussion ; Vorochilov lui succède l'année suivante et instaure progressivement un régime de vérité unique sur l'histoire de la guerre civile et les problèmes stratégiques, ossifiant la « doctrine militaire unique » de Frounze.

La falsification systématique de l'histoire de la guerre civile commence en 1929 avec le cinquantenaire de Staline à l'occasion duquel Vorochilov publie un ouvrage sur *Staline et l'Armée rouge*. A partir de là, note Kokochine, le Parti impose son monopole sur la pensée et tolère de moins en moins la discussion. Il falsifie l'histoire de la guerre civile, en éliminant en particulier toute trace de Trotsky (p. 435).

Bien qu'il ne le dise pas explicitement, il laisse entrevoir un parallèle entre les étapes successives de l'élimination de Trotsky et celles de la pensée stratégique soviétique.

A juste titre, Kokochine place au premier plan des théoriciens militaires soviétiques Alexandre Svetchine (1878-1938), un général de l'armée tsariste rallié aux bolcheviks presque immédiatement après Octobre. Début 1999, il en a publié les œuvres principales dont *La Stratégie*, un ouvrage retiré des bibliothèques dès la condamnation à mort de son auteur.

Dans les discussions stratégiques des premières années 20, les positions de Trotsky et de Svetchine ont toujours coïncidé, en particulier dans leur opposition à la « doctrine militaire unique ». Tous les deux étaient hostiles à l'exportation de la révolution à la pointe des baïonnettes et assignaient un rôle essentiellement défensif à l'Armée rouge, à la différence de Frounze et Toukhatchevsky. Cela méritait d'être rapporté et expliqué. Kokochine, sans doute par prudence, évite d'aborder ce thème.



La publication de l'article de Kirchine sur Trotsky constitue une première rupture avec le style imposé, calomnieux ou, au mieux, tortueux, qui a prévalu jusqu'à présent. Il est certes écrit dans un style diamétralement opposé à celui des trois auteurs précédents, mais le portrait ainsi brossé de Trotsky est exécuté de façon quasi-stalinienne : un panégyrique sans la moindre ombre. L'auteur veut ignorer que, sur certains problèmes importants, les positions de Trotsky ont beaucoup varié, comme ce fut le cas, par exemple, de la militarisation du travail qu'il a préconisée puis rejetée. Mais à suivre Kirchine, on pourrait croire que, grâce à la puissance de son esprit, Trotsky trouvait d'emblée les bonnes solutions et s'y tenait ensuite sans varier.

Cette publication se situe dans le cadre de la compétition qui se déroule aujourd'hui en Russie pour la réappropriation du passé et spécialement du passé militaire et la date de sa publication, le 23 février, n'est pas innocente.

En effet, le 23 février, c'est « La Journée de l'Armée rouge », anniversaire de la première victoire, ce jour de 1918, quelques semaines après la naissance de l'Armée rouge. Le régime actuel l'a débaptisée en « Journée des Défenseurs de la Patrie », et, jusqu'à cette année, la célébration n'avait produit aucune polémique. Tout le monde semblait s'être accommodé de la nouvelle dénomination et de l'idéologie qu'elle véhicule implicitement : gommer la césure de la Révolution et de la Guerre civile, ainsi que celle de la chute de l'URSS en 1991, et affirmer la continuité de la Russie sous tous les régimes successifs.

Or cette idéologie a été contestée en 1999, sur ses deux ailes. Dans certaines unités, on rend à la cérémonie son ancienne dénomination de « Journée

de l'Armée rouge » soit à l'instigation des national-communistes, soit tout simplement pour protester contre son sous-financement.

Systématiquement, les nationalistes monarchistes ont organisé à l'occasion du 23 février des cérémonies « off » pour bien marquer la rupture avec tout ce qui est soviétique et renouer directement avec l'ancien régime, occultant ainsi la période de 1917 à 1991.

Ce courant bénéficie d'une grande faveur dans l'édition et certains groupes de l'armée. Ainsi depuis près de 10 ans, la plupart des livres d'auteurs « blancs », surtout ceux des militaires racontant la guerre civile, ont été réédités et politiquement réhabilités. Un pas supplémentaire a été franchi à l'automne 1998 : à Ekaterinbourg, des nationalistes ont introduit en justice une demande de révision du procès où l'amiral Koltchak a été condamné à mort en 1920. Il avait commandé les Blancs en Sibérie et s'était signalé par des exécutions en masse de militants rouges ou réputés tels. Cette demande a été rejetée à quelques jours du 23 février.

Les articles sur Trotsky sont donc apparus à un moment de tension et de polémique, mais il n'existe pas assez d'éléments pour identifier avec une précision suffisante les initiateurs de la publication et leurs objectifs. Il est à peu près certain que les éléments conjoncturels et manœuvriers l'emportent largement sur d'éventuelles motivations idéologiques ou l'objectivité historique.

Quelles que soient les intentions des auteurs, la publication de ces articles par un journal largement lu chez les militaires, écornera le tabou antitrotskyiste sur le respect duquel l'armée avait jalousement veillé jusqu'à présent. Alors même que tous les militaires victimes de la répression stalinienne ont été réhabilités par une commission spéciale du ministère de la Défense, Trotsky seul fait exception : à son sujet, l'armée est restée totalement muette.

Pourtant un pas a été franchi puisque l'auteur de l'article sur Trotsky théoricien de l'Armée rouge, le général-major en retraite Iouri Kirchine est professeur en activité à l'Institut d'histoire militaire du ministère de la Défense.

II. Trotsky chef d'armée, vu en URSS aujourd'hui

Le quotidien Nezavisimaia Gazeta (Le journal indépendant) et son supplément hebdomadaire Nezavisimoie Voennoie Obozrenie (L'Observatoire militaire indépendant), n°6, 10 février 1999) ont publié simultanément l'article suivant :

Iouri Kirchine

Léon Trotsky, théoricien de l'armée rouge

Pour maintenir la discipline au front, il estimait inévitable le recours à la répression

Un mois seulement après sa création, à la mi-février 1918, l'Armée rouge réussissait, dans des combats sanglants, à bloquer une offensive allemande contre Petrograd. En novembre 1920, l'AKKA (Armée rouge des Ouvriers et des Paysans) remportait la victoire dans la guerre civile sur l'ensemble de la partie européenne de la Russie. Dans ce court laps de temps, au milieu de difficultés immenses, les bolcheviks avaient réussi à créer une armée efficace. Un énorme mérite en revient à Léon Trotsky qui fut commissaire du peuple à la guerre et présida le Conseil militaire révolutionnaire.

Trotsky fut le théoricien et le réalisateur du volet militaire du socialisme totalitaire ; le fondement conceptuel de son action était le projet de révolution mondiale et reposait sur une vision de classe des problèmes de la paix et de la guerre, et sur la théorie de la violence et de la terreur.

Léon Trotsky était un révolutionnaire radical. Il estimait que la tendance à l'indulgence des masses travailleuses était l'eau dans laquelle les révolutions finissaient par se noyer. Convaincu que la violence était inévitable, il en absolutisait le rôle dans l'histoire. Partisan de la répression dans la lutte de classes, il en bannissait les principes du droit et les valeurs de la démocratie.

Commissaire à la Guerre, il avait une foi absolue dans le caractère humaniste de la répression communiste. Il tenait la clémence pour le plus grand crime dans la lutte de classes : être sans pitié dans la lutte était pour lui le sommet de l'humanisme ; sans une rigoureuse terreur rouge, le pouvoir des soviets ne pourrait se maintenir.

Puisque la révolution voyait la répression comme son outil naturel, cette dernière allait avoir toute sa place dans la construction et l'éducation de l'Armée rouge. Trotsky était convaincu de tenir là la clé de la victoire : impossible, en effet, de mener les troupes à la mort si le commandement ne possède pas la peine de mort dans son arsenal répressif. Il faut amener le soldat à choisir entre une mort possible en avançant et une mort certaine en reculant.

Dans un télégramme adressé du front à Lénine, Trotsky écrivait : « *Le manque de revolvers provoque une situation catastrophique sur le front. Sans revolvers, la discipline est irréalisable* ».

Concevoir une armée révolutionnaire

Dans la conception de ce que devait être l'Armée rouge, l'apport de Trotsky est inestimable : sans lui, elle n'aurait pu exister. Un élément fondamental de cette conception est la liaison indispensable entre la société et l'armée. L'AKKA devait refléter la nature et l'esprit du régime des soviets, correspondre aux besoins de la nouvelle époque historique et assumer une double fonction, extérieure et intérieure. La tâche intérieure consistait à maintenir dans le pays l'ordre révolutionnaire, écraser les résistances, lutter contre le banditisme et le terrorisme. Cette fonction était destinée à déperir lorsque la dictature du prolétariat se serait dissoute dans la société communiste.

Trotsky voyait deux dimensions dans la fonction externe de l'AKKA : défendre l'Etat socialiste contre les agressions de l'extérieur, être un des outils de la révolution socialiste mondiale, apportant son aide internationaliste dans différentes parties de la planète.

En tant que théoricien militaire, Trotsky attribuait à l'Armée rouge un rôle pédagogique particulier. Il a également posé un grand nombre des principes fondamentaux qui ont structuré l'armée. Il en a fait une armée régulière, y a institué le rôle dirigeant du Parti communiste, la responsabilité personnelle du chef, la nature de classe du recrutement, le recours aux spécialistes militaires et aux commissaires politiques, une discipline militaire qui en appelle à la conscience, une liaison étroite avec le peuple, le maintien d'une aptitude permanente au combat, l'utilisation de la science militaire, l'articulation rationnelle des différentes armes ainsi qu'entre front et arrière.

Outre ces principes à poser, il œuvrait avec détermination à leur mise en œuvre. Il participait très activement à la mise sur pied des échelons supérieurs de l'administration militaire, à la création des régions militaires, des commissariats militaires de département et de canton. Il s'impliquait personnellement dans la création de régiments ou d'unités plus vastes de l'armée régulière.

Pour construire l'armée rouge, Trotsky a su y attirer des spécialistes militaires venant de l'armée russe et c'est à son initiative qu'on a institué dans l'armée les commissaires politiques. Il prenait personnellement le soin de sélectionner pour les postes de commandement et pour les conseils militaires révolutionnaires des fronts et des armées, des chefs et des militants politiques de valeur.

Lorsqu'à la fin de 1918, en pleine crise économique, il fallut réduire la dimension de l'AKKA, Trotsky en établit les principes et le programme. Le premier principe consistait à sauvegarder la sécurité du pays en dépit de la réduction des effectifs. Selon Trotsky, après la réduction, le volume optimal était celui qui permettrait de soutenir un premier choc, même s'il survenait de façon soudaine.

Trotsky accordait une très grande attention au moral de l'Armée rouge. Il a mis en lumière la nature du facteur moral et son rôle dans la guerre, ainsi que les sources du moral élevé des combattants de l'AKKA. L'éducation des membres de l'armée socialiste a toujours été au centre de son attention. Il attribuait à la pédagogie, au sens le plus large, la formation de la personnalité du soldat en tant que citoyen et membre de la société socialiste.

La guerre civile terminée, une opinion en vogue dans l'armée affirmait que le centre de gravité de la formation des chefs et des soldats était l'apprentissage

des opérations offensives. Il fallut à Trotsky tout son prestige de fondateur de l'Armée rouge pour convaincre ses opposants qu'il est tout autant nécessaire de préparer aussi l'armée à des opérations défensives.

Sa conception n'était applicable qu'à la période de transition et Trotsky était hostile à éduquer l'armée en vue de la révolution mondiale à un moment où le mouvement révolutionnaire en Europe était en recul. « *Que la situation mondiale change, disait-il, et nous changerons nos mots d'ordre* ».

Philosophe d'un siècle de guerres et de révolutions

Sur la nature de la guerre, Trotsky suivait Clausewitz pour qui « la guerre est la poursuite de la politique par d'autres moyens ». Il voyait dans la guerre un état particulier de la société qui était l'antithèse de la paix, et il était en désaccord avec Lénine qui ne concevait la paix que comme « un répit en vue d'une guerre ».

Analysant la place des conflits armés dans l'histoire universelle, Trotsky estimait que les guerres n'étaient qu'un « pur moment historique » : elles sont apparues lorsque l'homme a commencé à bâtir la société et à utiliser des outils pour son travail. Il liait la disparition des guerres à la disparition de la société de classe et à la victoire de la révolution socialiste mondiale. Il situait la source des conflits armés dans la première moitié du XXe siècle dans la propriété privée capitaliste, et il analysait les positions des protagonistes en fonction du caractère juste ou injuste de leur participation à la guerre. Et il voyait comme juste la guerre du prolétariat contre les Etats capitalistes. Il fut l'un des rares marxistes à remarquer que, dans certaines guerres pourtant définies comme justes, les combattants pouvaient se comporter cruellement avec la population civile et les prisonniers, en quoi ils violaient les normes du droit international humanitaire.

Trotsky, tout comme Lénine, affirmait qu'il importait peu de savoir qui avait déclenché une guerre. L'important était de savoir qui la menait et dans quel but. Partant de ce principe, Lev Davydovitch était partisan dès 1933 d'une guerre préventive contre l'Allemagne fasciste.

Il fut l'un des premiers marxistes à mettre en lumière le rôle spécifique des régimes totalitaires, autoritaires et démocratiques dans le déroulement et l'issue de la guerre. Il notait en particulier qu'en cas d'agression contre l'URSS, le

régime dictatorial de Staline serait une gêne pour la victoire de l'Union soviétique.

Le XXe siècle étant celui des guerres et des révolutions, Trotsky accordait une attention particulière à leur articulation. Longtemps avant octobre 1917, le futur fondateur de l'armée du prolétariat écrivait que la guerre pourrait créer une occasion révolutionnaire. La Première Guerre Mondiale a exercé un puissant impact sur les masses. Elle a transformé l'Europe en une poudrière de la révolution sociale et a soumis à rude épreuve tout le système capitaliste ; Trotsky considérait la Première Guerre Mondiale comme un facteur de développement de la révolution socialiste mondiale.

Dans son article « Devant la nouvelle guerre mondiale »¹, écrit en 1937, Trotsky-théoricien militaire notait que « la révolution peut mettre un terme au travail de la guerre »². Lorsque les hostilités s'engagèrent, il eut la conviction qu'il s'en suivrait de grandes secousses sociales et politiques ainsi qu'une impulsion au mouvement des peuples opprimés. Alors que la guerre allait sur sa deuxième année, Trotsky écrivit que les conditions les plus favorables étaient réunies pour une révolution socialiste. Pourtant, la révolution mondiale exigerait une période relativement longue et la guerre mondiale ne pourrait aboutir à une révolution mondiale.

Trotsky remarquait que la guerre pouvait également exercer un impact négatif sur des processus révolutionnaires en provoquant leur arrêt et en les repoussant à plus tard. Il en fut ainsi lorsque la guerre russo-japonaise de 1905 suspendit le mouvement révolutionnaire. De même, le déclenchement de la Première guerre a brisé la montée du mouvement révolutionnaire. Trotsky pensait qu'il s'agissait là d'une règle générale au début des guerres. Mais l'épuisement du pays et les sanglants sacrifices imposés au peuple finissent par stimuler le processus révolutionnaire. C'est ce qui s'est passé en Russie avec la guerre russo-japonaise, puis avec la Guerre mondiale.

1. Traduction française datée du 9 août 1937 dans L. Trotsky, *Oeuvres*, ILT, vol 14, pp. 231-251.

2. *Ibidem*, p. 246.

Théorie et pratique de la lutte armée

Trotsky était fêru de science militaire et voulait la mettre à la base de la construction de l'Armée rouge afin d'obtenir avec un minimum de pertes et de moyens un résultat maximum, tant dans la guerre que dans la paix.

L'Armée rouge était traversée de courants oppositionnels divers, hostiles au recours à la science militaire dans l'édification de l'armée et la conduite des opérations. Trotsky a eu des mots très durs à l'adresse des militaires qui, tout en occupant des postes élevés, manifestaient leur dédain à l'égard de la théorie militaire. Il exigeait que les membres du haut-commandement militaire s'impliquent dans le progrès de la pensée militaire, mais il avait la même exigence vis-à-vis des officiers de grade moyen et inférieur. Il encourageait les commandements des trois fronts à mettre à profit les accalmies pour procéder à des travaux théoriques.

La formation théorique, Trotsky en était persuadé, pouvait s'enrichir et se développer dans un climat de pluralisme, de discussion et de choc d'idées opposées. Quand il fut en exil, il soumit à une critique acerbe le régime stalinien pour les obstacles qu'il mettait à la créativité dans l'avancement de la pensée militaire.

Lui-même marxiste intransigeant, il attribuait beaucoup d'importance à la pénétration des idées marxistes chez les membres de l'Armée rouge. Il appelait également les spécialistes militaires issus de l'ancienne armée, à se familiariser avec ce système philosophique. Le marxisme, disait-il, est un moyen de s'orienter dans la situation internationale et politico-militaire et il doit être beaucoup utilisé dans la prise des décisions politiques et stratégiques importantes.

Marx, selon Trotsky, n'est d'aucune aide pour apprendre à tresser des chaussons de tulle, mais le marxisme permet d'expliquer pourquoi le paysan russe en est réduit à porter des chaussons de tulle en guise de souliers. Il en est de même dans l'art militaire : le marxisme n'est d'aucune aide pour mener une opération militaire, rédiger un règlement des armées en campagne ou élaborer la structure d'un régiment d'infanterie ou d'artillerie.

En Union soviétique et dans la Russie actuelle, l'art militaire était défini et continue à l'être comme la théorie de la préparation et de l'exécution d'activités

militaires sur terre, dans l'air et sur mer. Trotsky voyait autrement l'art militaire qui était pour lui un savoir-faire militaire habile, inventif et efficace. On ne pouvait, selon lui, voir sans d'énormes pertes une manifestation de grand art militaire. Le vrai critère de l'art militaire aux niveaux stratégique, opérationnel ou tactique, était l'intention du résultat maximal au prix d'une dépense de forces minimale.

Trotsky fut le premier à opérer une distinction entre art et science militaire. La science militaire étudie et met en lumière les lois de la confrontation armée et de la construction des forces armées. Elle cherche à découvrir les liaisons de cause à effet. Tout en respectant vraiment la science militaire, Trotsky affirmait qu'elle ne peut donner de solution toute faite. Elle peut tout juste être une base d'orientation ou un guide pour l'action. L'art du chef militaire se manifeste dans sa capacité à choisir, dans la multitude des méthodes possibles, la mieux adaptée à la situation donnée. Trotsky a particulièrement approfondi l'art de l'insurrection et l'art militaire dans son application à la guerre civile. Il pensait que l'invention ne s'appliquait pas exclusivement au combat, mais qu'elle avait aussi sa place à d'autres moments de l'activité militaire. La création de l'Armée rouge avait aussi, pensait-il, donné lieu à l'invention.

De nombreux théoriciens militaires ont tendance à surestimer leur art et décrier celui de leurs adversaires. Tel n'était pas le cas de Trotsky. Pendant et après la guerre civile, il a reconnu de grandes qualités au savoir-faire des chefs blancs, les généraux Dougov, Kalédine, Krasnov et Denikine, et à l'amiral Koltchak.

Trotsky a fait également un riche apport aux problèmes méthodologiques de la doctrine militaire, ainsi qu'à la formation de la doctrine militaire soviétique. Il estimait tout d'abord que, sans doctrine militaire, il n'aurait été possible ni de construire l'Armée rouge, ni de mener à bonne fin la guerre civile.

Définissant la doctrine militaire, il y distinguait trois parties : politique, stratégique et technique, et estimait qu'elle avait été intégrée dans les résolutions des différents congrès du Parti communiste, dans les décrets des commissaires du peuple, dans les directives du Conseil militaire révolutionnaire, dans les statuts, ordonnances et arrêtés élaborés par lui.

Trotsky pensait que la doctrine militaire de chaque pays possède son caractère propre, qui reflète ses intérêts nationaux, mais aussi qu'alors que les

bases scientifiques de toutes les doctrines nationales sont valables partout et que, lorsque les hommes politiques ou les stratèges élaborent une doctrine militaire dans leur pays, ils cherchent à intégrer les acquis des théories militaires et de l'expérience d'autres nations.

Les doctrines militaires des Etats ne demeurent pas figées, écrivait Trotsky, elles évoluent et se précisent en s'adaptant aux changements de la situation internationale politique et militaire, ainsi qu'à l'évolution de la situation nationale ; elles évoluent aussi avec l'apparition de nouveaux engins ou méthodes de combat. Les doctrines militaires peuvent également évoluer et se préciser au cours d'une guerre.

Avant la naissance du premier Etat socialiste, Engels avait affirmé que le prolétariat imaginerait une conception socialiste et prolétarienne de la guerre. A la fin de la guerre civile, de nombreux théoriciens et chefs militaires en Russie ont lancé l'idée que l'Armée rouge avait créé sa propre stratégie prolétarienne. Cette idée était partagée par Frounze, Toukhatchevsky, Goussev, Boudienny, Vorochilov et d'autres.

Trotsky était d'avis contraire et refusait d'admettre que le prolétariat avait créé une stratégie socialiste spécifique au cours des années de la guerre civile. A plusieurs occasions, il a mis en garde contre l'idéalisation béate de la guerre civile. Il pensait que le lien entre stratégie et nature prolétarienne de classe n'avait été ni complet ni direct. En effet, le développement d'une stratégie est fonction de la menace militaire, de facteurs économiques, du niveau de la technique militaire, ainsi que des conditions géographiques.

Lorsque débuta en 1921 la discussion autour de la doctrine militaire, certains théoriciens se sont précipités sur l'idée que l'Armée rouge aurait inventé la guerre de manœuvre. En leur répliquant, Trotsky montra que l'Armée rouge n'avait pas été seule à recourir à la guerre de manœuvre et que des généraux blancs l'avaient fait également : Douvov, Kalédine, Kornilov, Krasnov, Denikine ou Chkouro. Il n'hésita pas à dire que c'était le général blanc Mamontov qui nous avait enseigné la technique du raid de cavalerie. Trotsky s'est efforcé de prouver que la guerre de manœuvre n'est pas propre aux seules armées révolutionnaires, mais qu'elle est une pratique générale dans les guerres civiles.

Trotsky a prévu la Deuxième Guerre mondiale

Dans sa définition des menaces externes et internes encourues par la Russie soviétique, puis par l'URSS, Trotsky mettait en évidence les aspects politiques, stratégiques, militaires et méthodologiques. Pendant les années de la guerre civile, la Russie soviétique avait été confrontée à des menaces simultanées, provenant de directions stratégiques différentes, mais à une échelle différente ; Trotsky prenait toujours grand soin de définir laquelle présentait le danger le plus important pour la Russie des soviets, en d'autres termes, de définir le front principal. En 1931, il indiquait que deux pays étaient susceptibles de porter un coup à l'URSS : l'Allemagne et le Japon. Jusqu'à la fin de sa vie, il a défini comme le danger principal pour l'Union soviétique celui qu'incarnait l'Allemagne fasciste.

Trotsky fut parmi les premiers à comprendre les bases de la naissance du fascisme, sa nature et sa base sociale. Dès la fin de la même année, Trotsky avertissait qu'Hitler se préparait à faire la guerre.

Trotsky critiquait violemment Staline, qui ne comprenait pas la nature du fascisme, l'identifiait aux démocraties occidentales et sous-estimait le danger de guerre que représentait le fascisme. Au printemps 1939, Trotsky écrivait que Staline était désormais mûr pour conclure une alliance avec Hitler : une prévision qui se réalisa quatre mois plus tard le 23 août 1939. Le pacte de non-agression [germano-soviétique, dit « Hitler-Staline »] était à peine signé que, dès le 2 septembre, Trotsky le dénonçait comme une alliance militaire qui devait déboucher sur une guerre.

Dès 1919, Trotsky prévoyait la possibilité d'une nouvelle guerre mondiale. Il était encore plus catégorique en 1921 lorsqu'il déclarait qu'après le traité de paix de Versailles, une nouvelle guerre mondiale était devenue inéluctable. En mars 1935, il écrivait que la préparation de la guerre était déjà en cours et, le 9 août 1937, il n'hésita pas à déclarer que, dans 24 mois, l'Allemagne et l'Italie pourraient la déclencher. La prévision était exacte et, deux ans plus tard, la Deuxième Guerre mondiale éclatait.

En 1931, avant même l'arrivée d'Hitler au pouvoir, Trotsky était convaincu que la victoire du fascisme en Allemagne mènerait inmanquablement à une guerre contre l'URSS. Dès le 2 septembre 1939, il prévoyait que

l'Allemagne allait attaquer l'Union soviétique dans deux ans. L'événement se réalisa deux mois plus tôt.

Toutes les prévisions de Trotsky ne se sont certes pas réalisées. En voici deux exemples : d'abord son pronostic de 1920, annonçant que la guerre soviéto-polonaise déboucherait sur une révolution socialiste en Pologne. Ensuite Trotsky était persuadé que, lorsque l'Allemagne fasciste aurait été vaincue, le peuple soviétique allait balayer le régime stalinien et revenir à Lénine.¹

1. La photo illustrant le texte dans le quotidien représente Trotsky à une tribune au milieu d'un auditoire militaire. La légende indique : « Mai 1920. Trotsky dans son élément : agitateur et organisateur. En bas à gauche ; Kamenev et Lénine ». La photo dans l'hebdomadaire militaire présente Trotsky au milieu de chefs militaires. La légende précise : « Créateurs et chefs de l'Armée rouge. De gauche à droite ; le vice-président du Conseil militaire révolutionnaire, Skliansky, le président, Trotsky, le commandant en chef, Kamenev ».

III. Odessa 1929

Nezavissimaïa Gazeta du 26 février 1999 a commémoré les anniversaires de deux expulsions : celle de Trotsky, survenue en février 1929 et celle de Soljénitsyne, survenue quarante-cinq ans plus tard, en février 1974.

L'article d'Oleg Kaptchinsky, « Un VIP de rang gouvernemental », consacré à Trotsky, est précédé d'un chapeau qui retrace l'escalade des sanctions prises par Staline contre son adversaire :

« Février 1926, exclusion du Bureau Politique, octobre 1927, exclusion du Comité Central et en novembre de la même année, exclusion du Parti. Janvier 1928, déportation de Trotsky et de sa famille à Alma-Ata au Kazakhstan et en février 1929, expulsion en Turquie.

Plus tard, constatant l'activité de Trotsky à l'étranger, Staline comprit qu'il avait "commis une grande erreur" et s'est hâté de la corriger. Après l'échec de plusieurs attentats, Trotsky fut finalement assassiné à Mexico le 20 août 1940 par Mercader, un agent du NKVD. »

(L'article est surmonté du portrait de Trotsky et de celui de Mark Spektor, un tchékiste d'Odessa qui a pris part à l'expulsion de Trotsky)

Oleg Kaptchinsky

Un VIP de rang gouvernemental

Le 10 février 1929, c'est un étrange passager qui monta à bord de l'*Ilych* dans le port d'Odessa. Par mesure de prudence, on n'avait mis dans la confiance qu'un petit nombre de tchékistes de la ville. Le passager en question était Léon Davydovitch Trotsky. Peu de temps auparavant, il était encore le deuxième personnage du Parti et de l'État. Il avait présidé le Conseil militaire révolutionnaire de la République. Aujourd'hui il n'était plus qu'un banni, expulsé du pays sur l'ordre du Bureau Politique.

Trotsky quittait pour toujours sa patrie. La dernière ville soviétique qu'il allait voir s'éloigner à l'horizon était Odessa. C'était la région où il était né et avait passé son enfance et son adolescence.

Mark Borissovitch Spektor, un des participants de l'opération, a laissé d'intéressantes mémoires inédites. Il était l'un des dirigeants du GPU d'Odessa ; plus tard il commanda le département spécial de la Flotte du Nord et, après la Deuxième Guerre, il dirigea le collège des avocats de Moscou.



Extrait des mémoires de Mark Spektor :

« A la fin des années 20, je travaillais comme adjoint du chef du poste frontière d'Odessa. Un jour de février 1929, je reçus de Moscou l'ordre d'assurer le transfert de Trotsky et de sa famille à bord d'un navire à destination de la Turquie. L'opération devait se passer sous le régime du "secret absolu". Cette précaution obéissait à la situation qui régnait à ce moment-là à Odessa. Un nombre assez important d'oppositionnels s'étaient donné rendez-vous à Odessa dans l'intention d'empêcher l'expulsion de Trotsky.

Selon nos services secrets, il y avait plus de quarante dépôts d'armes¹ organisés dans des appartements. Il nous fallait neutraliser les partisans de Trotsky, confisquer armes et munitions et faire avorter leur projet.

Nous avons organisé une "fuite" sur une fausse date pour l'arrivée de Trotsky à Odessa, alors que le jour en question il devait encore se trouver à Alma-Ata où il avait été exilé un an avant les événements que je décris.

La nuit précédant le jour indiqué dans la "fuite", les tchékistes d'Odessa avaient bloqué tous les appartements connus des partisans de Trotsky et les dépôts d'armes. Nous avons vidé le port de toutes les personnes étrangères au service et fait courir le bruit qu'un chargement d'or devait partir pour le Japon. Un règlement strict fut imposé sur le port où on n'accédait plus qu'avec un laisser-passer.

Trotsky, sa femme Natalia Ivanovna Sedova et leur fils Léon arrivèrent, escortés par des tchékistes de Moscou. Ils s'arrêtèrent à la gare de Razdelnaia

1. Mark Spektor croit-il réellement cette histoire de « dépôts d'armes » ? Peut-être était-ce en réalité la version que les chefs avaient donnée aux hommes pour accréditer leurs précautions (NdT).

dans la banlieue d'Odessa. Je pris la famille Trotsky dans ma voiture et les amenai jusqu'au port. Emballées dans de longues caisses en bois, les archives et la bibliothèque de Trotsky avaient déjà été transférées à Odessa.

Nous donnâmes au capitaine du navire une enveloppe cachetée avec ordre de ne l'ouvrir qu'en mer à un endroit précisé. On était fin février et le froid du soir était tombé. Le vent de la mer amenait en alternance pluie et grésil. Arrivé de la tiède Alma-Ata, Trotsky grelottait : il était tête nue et en manteau de demi-saison. Les autres membres de la famille étaient également transis. Je m'approchai de Léon Sedov et lui demandai :

— Ne saviez-vous donc pas de quel endroit vous deviez être embarqués?

— Je le savais, répondit-il, mais nous ne pouvions nous imaginer combien il allait faire froid ici.

J'otai ma chapka de fourrure et la lui donnai. L'adjoint du capitaine également apporta de sa cabine sa chapka pour Trotsky.

Celui-ci se demandait avec angoisse si sa bibliothèque était arrivée intacte, et il ne fut rassuré qu'après avoir constaté que les bagages étaient chargés et se trouvaient au sec et à l'abri.

Après avoir remis son enveloppe au capitaine, je descendis à terre en compagnie des gens du G.P.U. central. Puis le navire appareilla ».



L'adjoint du capitaine de l'*Ilytch*, qui avait offert sa chapka à Trotsky, raconta plus tard à Mark Spektor que le bateau avait accosté dans un petit port turc près de Constantinople. L'équipage déchargea les bagages de Trotsky, après quoi le banni fut remis aux hommes des services secrets turcs.

L'auteur est reconnaissant à Elisabeth Borissovna Spektor, la veuve de Mark Spektor, ainsi qu'à Valentina Yakovlevna Goland pour les documents qu'elles lui ont communiqués

Documents

E.B. Soltsev

Lettre d'un *Oppositionner* de Russie sur le mouvement communiste en Europe et aux Etats-Unis.

(1928)

Eltzár Soltsev (1900-1936), élève de l'Institut des Professeurs rouges après avoir servi pendant la révolution et la Guerre civile, était l'un des militants les plus en vue de la jeune génération communiste russe, s'était spécialisé à la fois en histoire et en économie. Tenu à l'écart de tout poste de responsabilité pour son rôle dirigeant dans l'Opposition de gauche, il avait choisi le commerce extérieur qui lui permettait de larges contacts dans l'Internationale, les partis et les oppositionnels du monde entier. Nous avons publié des extraits de lettres de lui. Rappelé, il revint en URSS et, condamné à des années d'isolateur, fut l'un des dirigeants des trotskystes de Verkhné-Ouralsk, puis libéré et de nouveau condamné administrativement par le GPU, mourut d'une grève de la faim en route pour une nouvelle déportation, à l'hôpital de Novosibirsk. Nous avons publié dans le numéro 7/8 des CLT en 1981 une lettre qu'il adressa à Trotsky le 8 novembre 1928, cf. pp. 43-54. Nous en publions une autre antérieure. Pour ne pas alourdir ce numéro, nous renvoyons pour les notes biographiques au 7/8. Nous avons placé entre [] la partie des noms ou alias non reproduite dans l'original, ainsi que le vrai nom quand le pseudo est cité seul dans le texte...

New York, 8 mai 1928

Cher Camarade !

Je profite de l'occasion pour donner des nouvelles. Le camarade qui vous apportera cette lettre racontera en détails à propos de la situation ici ce qui vraisemblablement vous sera transmis. Je me limite au plus important.

Ces jours-ci, la brochure *The Real Situation in Russia* sortira, contenant la Plate-forme, la lettre à [...] ¹, votre discours au dernier plénum, l'allocution à l'exécutif de l'Internationale et quelques documents mineurs. J'ai écrit un avertissement à la Plate-forme et une note relative à la lettre. Tout sort sous le nom d'Eastman. Parmi les journaux à notre service se trouvent l'organe de L[ore], *Volkszeitung* et le journal du camarade hongrois [Louis Basky] que je cite plus loin.

Maintenant que j'ai fait plus étroite connaissance d'Eastman et Lore, je peux vous informer de façon plus détaillée à leur sujet.

Bien entendu, Eastman n'est pas un communiste. C'est un intellectuel radical qui se contenterait d'un éloge superficiel de l'URSS comme des dizaines d'autres si, par hasard, il ne s'était pas lié à vous. Son lien avec nous est également superficiel. Si nous gagnions, son lien avec nous serait renforcé. Dans les circonstances actuelles il va s'éloigner. Il a déclaré qu'il n'accomplirait rien, sauf des missions littéraires ; bien que, même cela, il ne le fasse pas très volontiers.

Sur lui agissent entre autres les deux facteurs suivants. A cause de nous, il est pratiquement privé de moyens d'existence. Les éléments radicaux comme *Nation* et autres ne veulent pas, à cause de lui, perdre leurs liens avec les communistes et ont rompu avec lui. Ils ne le publient pas et il est terriblement isolé. Deuxièmement, il craint la répétition de ce que vous avez fait avec lui et en a parlé à plusieurs reprises ². On pourrait lui remonter un peu le moral si vous

1. Il s'agit sans doute de Iakov Chatounovsky, camarade de jeunesse et son ancien collaborateur pendant la guerre civile « le collaborateur bienveillant ».

2. Il s'agit de la publication du *Testament* de Lénine.

pouviez, d'une manière quelconque, le réhabiliter un peu *a posteriori*, disons sous la forme d'une lettre à un tiers, post-datée, ou ne serait-ce qu'en lui faisant parvenir un petit signe, par mon intermédiaire, pour qu'il ne lui reste plus de trace. C'est la dernière solution qui est la meilleure.

En ce qui concerne Lore, c'est un homme sans principes politiques. Mais précisément pour cela, on peut l'attirer vers nous et je considère qu'au moment voulu, vous avez fait une erreur en ne vous l'attachant pas. Juste quelques jours avant notre rencontre, il a écrit un article en relation avec la déportation dans lequel il disait que, bien qu'il considérât que St[aline] avait raison contre nous, il ne pouvait pas être d'accord avec de telles méthodes de lutte. A ma question sur ce que cela signifiait, il a répondu qu'il n'avait aucun lien, aucun document et qu'il était désorienté. Au fond, l'affaire est que, grâce à son absence de principes, il est obligé de louvoyer pour ne pas perdre sa situation. Le journal [*Volkszeitung*] appartient à un collectif allemand formé de vétérans. Ce sont tous des vieux de la vieille, qui ont pris part pendant leur jeunesse au mouvement ouvrier en Allemagne. Ici, ils sont depuis longtemps devenus des patrons de boulangeries et de charcuteries, mais c'est par une tradition ancienne qu'ils se considèrent comme socialistes. On est forcé de s'adapter à eux. C'est pourquoi, jusqu'à présent, dans les articles de la rédaction (et, selon l'usage américain, la rédaction ne répond que de ses propres articles) il ne s'est pas une seule fois solidarisé politiquement avec nous, et c'est la raison pour laquelle il argumente toujours plus au nom de l'humanisme. En revanche, ailleurs, on peut trouver n'importe quoi, du raisonnement ouvertement social-démocrate à l'ultra-korschisme. J'y écris assez souvent, bien qu'il ne soit pas particulièrement agréable de voir nos articles dans un tel voisinage : il nous faut y écrire parce qu'il n'y a pas d'autres endroits.

Dans des conversations privées, Lore est très radical et s'affirme toujours prêt à faire tout ce que vous lui demanderez, bien qu'en pratique il soit toujours loin de faire le peu que je lui demande. Aussi, dans la mesure où, dans sa position, son rapport personnel avec vous joue un grand rôle, il faut utiliser cela et vous devez lui écrire, tracer des perspectives et donner des instructions. Cela aura de l'effet parce que lui aussi, comme Eastman, craint que vous vous éloigniez de nouveau de lui.

En attendant, le bénéfice qu'on a pu tirer de lui, c'est qu'à travers lui, on a réussi à tisser quelques liens. C'est à travers lui que j'ai pris contact avec des Hongrois. C'est un groupe d'excellents travailleurs, dévoués, de près de 60, 70 membres, de vrais communistes. Leurs chefs ont été exclus, il n'y a pas longtemps pour nous avoir soutenus. Sans avoir eu ni lien ni document, ils ont déjà commencé, avant notre rencontre, à publier un hebdomadaire, *Proletar*, dans lequel ils ont une ligne tout à fait juste, qui coïncide entièrement avec la nôtre. Autant que je puisse en juger d'après le résumé qu'ils me font du contenu des articles, ils ne commettent pas de grosses maladresses. Je n'en ai remarqué qu'une, quand ils ont repris sans aucun commentaire un article des korschistes. J'envoie une collection. Tâchez de trouver quelqu'un qui connaisse la langue et vous familiarise avec la collection. Puisqu'ils sont sans doute des nôtres, vous devez leur écrire, les encourager, leur montrer leurs erreurs, insister sur la ligne, etc. Dans toutes ces lettres, il faudra d'ailleurs souligner que j'agis sur vos directives. Dans des moments décisifs, cela m'aidera.

J'ai également trouvé maintenant des liens avec un groupe juif que je vais voir dans les jours qui viennent. N'oubliez pas que, dans cette situation d'éloignement, on ne pourra continuer le travail que si vous n'oubliez pas d'envoyer documents et informations. Ce serait bien aussi si on arrivait à mettre au point les transmissions des articles qu'on pourrait publier simultanément ici et en Europe. En attendant, il convient de s'orienter sur le *Proletar* et le matériel juif qui parvient. C'est peu.

Enfin, dernière chose, j'ai adhéré à une organisation, un comité d'aide aux emprisonnés et déportés. Je ne me suis pas décidé à faire cela moi-même et j'ai souvent participé à ce rassemblement de façon officieuse ; mais il n'y a pas longtemps, j'ai reçu des nôtres à Berlin une lettre dans laquelle ils proposent de mener une vaste campagne. J'ai écrit un appel qu'outre Eastman, Lore et les Hongrois, une série de gens de type gauche radicale vont signer. Nous espérons attirer [Upton] Sinclair. On lui a écrit, mais pour le moment, rien de lui. Nous ferons attentivement le tri des signatures. Soit dit en passant, Eastman et Lore suivent cela sans grand enthousiasme, bien qu'ils ne puissent pas refuser. Mais de ce fait l'affaire traîne en longueur. Matériellement, cela peut donner beaucoup, mais moi-même je ne me représente pas très bien l'effet politique de

cette affaire. Si, pour une raison quelconque, la directive à ce sujet est donnée avant que vous ayez été informé et si vous êtes contre, télégraphiez.

Quant à la position que vous avez prise en relation avec les mesures organisationnelles des Allemands, je la considère comme absolument erronée. Nous nous sommes brûlés à Altona ¹ et nous tordons le bâton dans l'autre sens. La façon de poser la question dans les directives et les lettres au congrès du Leninbund (je pars du fait que c'est vous qui les avez écrites) est tout à fait correcte dans la mesure où il est question d'un second parti. Mais extrapoler cette présentation et l'opposer à toute structuration organisationnelle, signifie pousser ce qui existe à la désagrégation. J'ai bien vu comment ils se sont évanouis parce qu'ils n'étaient pas structurés. La réaction, comme vous le savez, avance peu du fait de son attention insuffisante aux questions organisationnelles. Treint, qui a organisé le Comité, a commencé, comme vous le savez sans doute, à prendre la même voie que les Allemands.

Une autre affaire est la tactique. Il faut s'élever catégoriquement contre la présentation de listes ; ce serait reproduire l'erreur d'Altona et pourrait conduire à des conséquences très fâcheuses. Je pense que, si nous avons une position correcte et que nous approuvions des mesures organisationnelles, il nous serait plus facile d'obtenir qu'ils renoncent à la présentation de listes ou bien, plus sûrement, à un dialogue à ce sujet. Je pense que, finalement, ils ne présenteront pas de liste et qu'ils ne font que menacer. Que signifie à ce propos ce qu'a dit Radek ? Si ce n'est pas dans le sens de la rupture avec nous, c'est une attaque nuisible et anarchique. En dépit de mon rapport avec les Allemands, que vous connaissez, je ne pense pas qu'il serait avisé de rompre maintenant. Quoi qu'il en soit, les Allemands représentent le seul groupe à l'étranger qui continue sous une forme partisane et politique élaborée à défendre nos principes politiques fondamentaux et donne en gros une appréciation juste des événements en URSS. Ils ont critiqué la déclaration des 121. Je ne sais pas ce qu'ils ont écrit alors (je n'ai pas ces numéros), mais au fond ils avaient raison dans leur critique et il me semble maintenant indiscutable qu'il ne fallait pas faire cette déclaration. Tout ce qui nous sépare d'eux sur le fond, c'est leur soutien passif du charlatanisme à propos du trotskysme, mais c'est visiblement seulement pour des gens très

1. Les oppositionnels s'étaient présentés aux élections à Altona.

experts. A ce propos, j'ai eu une discussion avec M. et je lui ai posé brusquement la question. Il m'a répondu à peu près de la façon suivante : il considère votre position avant la révolution comme menchevique ; il pense que nous n'avons raison en 1923 qu'en partie sur une question, la caractérisation extérieure du régime du parti, bien que nous n'ayons pas compris son sens social. Mais il ne voit pas le rapport avec la situation actuelle. Il pense que notre tactique n'était pas juste ; en cela non seulement il n'a pas tellement tort, mais il n'a pas de divergence politique. Je lui ai répondu par une lettre dans laquelle j'ai essayé de lui démontrer que « le trotskysme » serait un élément de décomposition de tous les groupes oppositionnels qui ne s'affirmaient pas nettement contre ce charlatanisme. A ce propos, il me semble que nous avons déjà l'exemple du groupe de Suzanne [Girault] ; mais il faut nous souvenir qu'au sein de cette mer de calomnie et de haine créée contre nous, il n'est pas question de perdre ceux qui nous soutiennent, bien qu'ils ne soient pas des nôtres en tout à 100 %.

Cela concerne aussi Treint. Il est possible que maintenant les affaires avancent un peu en France. Se basant sur *Contre le Courant*, il faut recruter Treint et Souv[arine]. Ce dernier est tout de même des nôtres. Il est tombé victime de sa trop grande loyauté vis-à-vis de nos chers compagnons. Maintenant il faut corriger cette erreur : en dépit de toutes ses erreurs, il est encore, en tant que révolutionnaire, dix têtes au-dessus de Suz[anne] aussi bien que des aventuriers et des bavards qui sont à la tête du PC. Dans ses erreurs, nous, qui l'avons abandonné, nous sommes plus coupables que lui. Par cette influence que vous avez sur lui, on peut le ramener dans notre courant et il nous sera encore utile ! Il sera de ceux qui resteront avec nous alors que beaucoup, que nous considérons comme très proches, s'éloigneront et c'est ce qui semble se dessiner.

En rapport avec cela, quelques mots *pro domo*. Bien que nous soyions brisés, nous avons gagné sur le plan des idées. Mais cette victoire, dans les conditions actuelles, se transforme en source de désagrégation dans nos rangs. Voilà que se répète ce qui s'est déjà produit une fois, à peu près, pendant l'hiver 1924-25, quand il semblait à beaucoup que les divergences étaient éliminées et que demeurer dans l'opposition perdait son sens, qu'il ne fallait pas rester

« contre le parti », du fait des liens personnels, des sympathies ou par obstination. Beaucoup s'en vont parce qu'ils sont sincèrement convaincus, beaucoup parce que seul cela leur donne une apparence de justification, ou simplement le prétexte idéologique convenable pour retourner leur position. Mais ce désarroi dans nos rangs peut avoir des conséquences tout à fait affligeantes. Visiblement il y a deux situations possibles : ou bien, au moment de l'aggravation de la situation — mais il est vrai que ce sera l'automne — St[aline] capitulera devant les droitiers et fera un brusque tournant vers la droite. Alors une partie se tournera vers nous ; une autre continuera à glisser et à se dissoudre dans les larges masses. Je crois cependant plus probable un autre cas de figure ; que Staline veuille en finir avec la droite et soit forcé de suivre une ligne de gauche, d'autant plus que, même pour un aveugle, il est déjà clair maintenant que notre voie est l'unique issue. Si nous nous maintenons alors comme petit groupe politique, nous pouvons encore jouer notre rôle et nous ranimer politiquement. Si, à ce moment-là, nos cadres principaux capitulent, alors Staline préférera s'appuyer sur eux dans la mise en pratique du cours gauche. Ces gens qui ont tout de même suivi l'école de l'Opposition, certains comme professeurs, établiront l'idéologie, Staline aura des lauriers et vous, avec votre petit groupe de gens authentiques, vous serez définitivement liquidés sur le plan politique.

Si nous voulons garantir un cours gauche et ne pas nous couper définitivement la voie d'un retour vers l'arène politique, il nous faut de toute manière arrêter cette désagrégation, donner aux gens une perspective. S'il n'y en a pas pour le moment il faut l'élaborer pour — ne serait-ce que jusqu'à l'automne — retenir les cadres.

J'observe ce désarroi à petite échelle ici [New York]. Nous étions quatre. L'un a capitulé juste après le congrès, le deuxième est en train de le faire ; nous restons tous les deux, avec notre ami commun P[iatakov]. Dernièrement il n'a pas supporté, il s'est refusé à faire un quelconque travail parce qu'il ne voulait pas mener la lutte contre le parti au moment où celui-ci suit notre ligne ; il n'a pas encore capitulé mais il mène déjà une sorte de double jeu. C'est lié à la situation dans le parti. Après le congrès on nous a proposé de faire une déclaration. Je suis parti de l'idée qu'il faut nous maintenir à l'intérieur du parti et nous avons écrit une déclaration commune dans l'esprit de la déclaration des 121 et on nous l'a permis.

Nous avons dit que nous n'avions pas de divergences programmatiques et nous avons désapprouvé le travail fractionnel, mais nous avons dit que nous jugions incorrecte l'exclusion du parti de l'opposition. Comme notre direction de parti se compose de petits bourgeois qui ne veulent pas de scandale, ils s'en sont contentés mais quand l'affaire est arrivée à Moscou, ils ont été réprimandés. Iaro[slavsky] lui-même a écrit et proposé d'exiger de nous, comme condition minimale, le retrait du point sur le désaccord avec l'exclusion et la condamnation des directives. On a en particulier insisté sur le deuxième point. J'ai déclaré que, sur le premier point, je maintenais ma position ; quant au deuxième, bien qu'opposé au travail fractionnel, dans la mesure où ces directives se présentaient comme une conséquence directe des méthodes employées dans la lutte contre l'opposition, alors, après avoir condamné ces directives, j'aurais par là même ratifié non seulement l'exclusion du parti mais également les déportations et les arrestations. Cette position est bien sûr très faible et le bureau nous a exclus.

Pour autant que je comprenne, certains vont faire les déclarations exigées. Je ne connais pas la situation concrète sur place et ne puis pas juger du degré de justesse, mais, pour moi, je pense que c'est inadmissible. Je me suis présenté à la réunion de cellule et j'ai été exclu. Piatakov n'est pas venu et, je ne sais pourquoi, on ne l'a pas encore touché — j'ignore s'il a fait de quelconques avances ou non. L'avenir nous le dira. Il m'a assuré qu'il ne ferait pas, pour l'instant, la déclaration exigée mais le fera s'il se convainc que le cours gauche est pris pour de bon. Ainsi, pour le moment, l'affaire se limite à ce qu'il s'est seulement refusé à travailler, bien que, déjà, il ne le faisait pas volontiers, de sorte qu'il est inutile de s'étendre sur son cas pour le moment. Je l'ai convaincu de vous écrire pour exposer son point de vue. Lisez, décidez.

Encore quelques mots sur moi. Il est possible que, vu mon exclusion, le retour me soit bientôt proposé. La question qui m'a été posée en votre nom se pose de nouveau ¹. Réfléchissez-y. Même si on décide que je dois me sacrifier pour la cause, est-ce nécessaire à la cause, au stade actuel ? Puisque nous nous trouvons maintenant aux antipodes au sens géographique du mot, je pourrais recevoir, dans le meilleur des cas, une réponse dans deux mois environ. C'est

1. La question posée était de demander à Solntsev de ne pas revenir en URSS pour assurer l'organisation de l'Opposition de gauche au dehors.

pourquoi je vous demande d'essayer de répondre tout de suite, par retour du courrier. Je vous serre la main. Je vous souhaite bonne santé et bon moral. Et plus que jamais je suis en pleine forme et sûr de notre bon droit

Votre S.

J'ai relu ma lettre et trouvé que je n'avais peut-être pas pleinement formulé mes sentiments vis-à-vis de ce qui se passe aujourd'hui dans la mère patrie. Je m'efforce de le faire brièvement. Le cours gauche actuel qui copie servilement et maladroitement la Plateforme, est sans aucun doute le résultat que vous aviez correctement prévu de la part de la classe ouvrière. Mais cette réaction n'a pas été celle que nous attendions : notre activité était elle-même une forme de manifestation de cette réaction mais nous avons été brisés quand nous avons essayé de structurer organisationnellement et politiquement cette réaction et de plus nous avons été brisés dans une période de passivité du prolétariat. Ensuite, après notre défaite, l'ouvrier a commencé à réagir avec le seul moyen qui lui restait après que l'aile prolétarienne du parti ait perdu la possibilité de refléter ses intérêts : la grève.

D'un autre côté, deux manifestations essentielles de ces derniers temps ont marqué, avec un relief et une violence unique, le krach, l'échec de la politique stalinienne. L'effondrement de l'approvisionnement a montré où elle menait, et l'affaire des mines a montré concrètement comment le régime bureaucratique ouvre la porte à la contre-révolution. Tout cela pris ensemble appelait un tournant. Mais il est encore trop tôt pour parler de cours gauche.

La guerre est seulement déclarée, mais la lutte n'est pas encore commencée. Les éléments antiprolétariens n'ont pas encore donné leur réponse. Qu'en sera-t-il, quand ils l'auront fait ? c'est la question qui permettra de juger de ce cours. Quel est notre rôle ? La réaction de la part de la classe ouvrière se coule dans des formes spontanées, par là les plus dangereuses, voire nuisibles. Si nous ne pouvons pas en prendre la tête, ou bien elle sera écrasée ou bien elle pourra aller plus loin que nous le voudrions, et d'autres la dirigeront. Nous devons faire tout ce qui est en notre pouvoir pour structurer et organiser l'activité qui vient de naître du prolétariat.

C'est pourquoi maintenant, précisément pendant ce cours « gauche », il faut travailler non pas moins mais plus que pendant le cours ouvertement

droitier. La période qui vient sera décisive pour la révolution dans son ensemble. Du fait des contradictions toujours plus aiguës dans le pays, la politique des zigzags devient de moins en moins possible. Ou bien on adoptera enfin un cours correct, ou bien la révolution ira à la ruine à pas de géant. Dans le premier cas, il nous faut restaurer de façon organisée notre position dans le parti et garantir ainsi ce cours, dans le deuxième, il faut nous défaire des illusions et continuer à lutter de manière organisée. Dans les deux cas, il nous faut être actifs et organisés au maximum. Vous comprenez bien entendu combien il est difficile, du fait de notre isolement ici de tracer une perspective et avec quelle impatience je vais attendre votre réponse. L'adresse à laquelle on peut m'écrire, des camarades de Moscou l'ont, à Paris aussi.

Lev Lvovitch Sedov

La situation en Union soviétique et les dernières exclusions du PC de l'URSS

(novembre 1932)

Les symptômes de crise dans l'économie soviétique dont l'année 1935 apporta des signaux ininterrompus d'avertissement se sont, au cours de cette année, extraordinairement aggravés et renforcés. Il ne peut être question de l'accomplissement du mot d'ordre sportif du « plan quinquennal en quatre ans », qui a été établi non dans l'intérêt de l'économie soviétique mais au nom du prestige de la direction stalinienne. Aux difficultés, colossales au fond, de l'édification grandiose, la politique fautive et le régime bureaucratique du groupe de Staline ont ajouté quantité de nouvelles difficultés.

L'agriculture

Le déséquilibre fondamental entre l'industrie et l'agriculture s'est extraordinairement aggravé : de la *smytchka* léniniste, il ne demeure plus que le souvenir. La collectivisation, pour la nécessité de laquelle l'Opposition de gauche avait pris parti dans sa *Plateforme* de 1927 et qui fut au début catégoriquement repoussée par les staliniens, a été « approuvée » par eux dans les années 1923-29 sous la pression de la grève du pain dans la partie fortunée

du village (qui s'était consolidée et enrichie sur la base de la politique opportuniste de droite de la direction dans les années 1923-1928). La collectivisation jusque là refusée fut immédiatement métamorphosée dans le mot d'ordre aventuriste de la « collectivisation » ininterrompue et complétée par le mot d'ordre de la liquidation du koulak.

Le paysan adhérent au collectif sous le bâton administratif a d'abord cherché à se débarrasser de tout inventaire vivant ou mort, abattit son bétail et alla « nu » au collectif, selon sa propre expression (sinon, on collectivisera, c'est-à-dire, on emportera tout). De cette façon, à côté de collectifs économiquement progressifs, on créa un nombre énorme de collectifs semi-fictifs, condamnés à une déchéance rapide. La collectivisation conduisit très vite à un revers cinglant. Ce processus se poursuit de façon ininterrompue. Malheureusement, il n'existe pas de données statistiques exactes sur ce revers ; il suffit cependant de dire que, seulement dans les six premiers mois de cette année, plus d'un demi-million d'exploitations paysannes ont abandonné les collectifs. La tâche urgente d'une politique juste concernant les collectifs consiste à maintenir et renforcer les collectifs viables et à liquider, si possible sans douleur, les collectifs fictifs et décomposés aussi bien que ceux que l'Etat prolétarien ne peut pas approvisionner. A la retraite spontanée qui peut se transformer en panique, il faut opposer la retraite organisée, planifiée, qui assurera la progression future.

Les paysans affamés (la famine est particulièrement sévère en Ukraine) accourent en masse dans les villes où ils espèrent un meilleur approvisionnement. Les collectifs restent sans force de travail. Les villes, de leur côté, ne mangent pas à leur faim. Sous ce rapport, le marché des collectifs n'a pas changé. Mais pour l'approvisionnement, c'est de mal en pis. La forte hausse des prix, particulièrement des denrées alimentaires, est partout reconnue. Si l'on prend comme base 100 les prix moyens des denrées alimentaires en 28, ils se traduisent au 1^{er} janvier 1932 par le chiffre 699 et au 1^{er} juillet déjà, par celui de 1327 (Index des prix de marchés urbains, 1932). En 1932, la surface cultivée se réduit ; avec 94,3 % du Plan, elle se trouve au-dessous du niveau de 1931. Il en est de même pour la récolte. L'état extraordinaire d'abandon des champs rend plus difficile l'utilisation de machines agricoles compliquées ; d'après les estimations des spécialistes, le nettoyage des champs des herbes folles exigera de

3 à 5 ans. Le parc de 100 000 tracteurs, dont l'Union soviétique peut être fière à juste titre, ne pourra pas le moins du monde compenser les pertes de force de traction vivantes qui représentent un résultat direct de la politique aventuriste des staliniens au village. Abstraction faite de ce que les tracteurs traînent souvent longtemps sans radiateur ou tombent en panne rapidement, que l'on manque de pièces détachées et de stations de réparation. Pour ce qui est du bétail, une information suffisante est donnée par le seul fait que le cheptel représente en 1932 64 % du cheptel de 1928, ce qui signifie une perte de presque 40 %.

L'industrie

La situation difficile de l'agriculture se répercute sur l'industrie : la faim et la pénurie de matières premières approfondissent les disproportions ; les cadences intenable dans l'industrie se sont ralenties.

Ici aussi, les staliniens qui, jusqu'en 1928, rejetaient l'industrialisation comme « du trotskysme », l'ont, après avoir été contraints de l'adopter, remplacée par une « course au record ».

Pour la première moitié de cette année, la production s'élève à 37,8 % du Plan (au lieu de 50 %) presque sans aucun surplus par rapport à la deuxième moitié de 1931. Pour la deuxième moitié, les investissements de fond sont réduits de façon considérable. La qualité de la production s'est considérablement dégradée : le rebut a augmenté (dans l'industrie électrique, p. ex., il atteint 30 %, dans d'autres régions et usines, même 50 % et plus et n'atteint sa limite que dans la production de pur rebut).

Les prix de revient, au lieu de la réduction prévue dans le Plan de 6 %, se sont élevés de 2, 6, ce qui signifie pour l'industrie la perte de centaines de millions de roubles. Le déficit est remplacé par le travail de la planche à billets, l'émission monétaire.

L'inflation s'aggrave. La stabilisation du tchervonets est l'une des tâches les plus urgentes et les plus importantes : elle suppose un réel budget en rapport avec les possibilités réelles. La productivité du travail, qui s'est élevée seulement de 4 % contre les 23 % du Plan, reste au-dessous de son niveau de la deuxième moitié de 1931.

Les causes de ces phénomènes se trouvent aussi bien dans le chaos et la désorganisation générale de l'industrie que dans les difficiles conditions

matérielles de la classe ouvrière. Il est évident que l'ouvrier, affamé, vivant dans de mauvaises conditions d'habitat, est physiquement hors d'état de fournir la productivité exigée de lui.

D'un autre côté le manque de moral du prolétariat se répercute négativement sur la productivité du travail, s'il ne se perçoit pas comme un dirigeant actif mais comme un exécutant passif et impersonnel et si sa méfiance augmente, si sa situation matérielle s'aggrave de mois en mois en dépit de tous les succès, au lieu de s'améliorer parallèlement et conjointement avec la croissance de l'industrie (car l'un des plus importants critères de l'industrialisation prolétarienne consiste dans l'élévation constante du niveau de vie de la classe ouvrière). En baissant la productivité du travail, la classe ouvrière manifeste une forme particulière de résistance passive.

Ce n'est que dans de plus rares occasions que le prolétariat russe a recours aux formes actives de résistance — par ex. aux grèves : Ivanovo-Voznessensk, Odessa, Oural — les principales revendications : du pain et le paiement du salaire retenu. Il n'y a aucun doute qu'en s'abstenant de ces formes de lutte, les travailleurs craignent principalement qu'ils puissent nuire à la cause de la Révolution d'Octobre, qui est éprouvée sans doute par la grande majorité de la classe ouvrière — en dépit de Staline — comme sa propre affaire. La peur de la répression ne joue pas un rôle moindre.

En-dehors des déséquilibres fondamentaux entre l'industrie et l'agriculture, les déséquilibres propres à l'industrie elle-même croissent et se développent. L'industrie légère reste loin derrière l'industrie lourde. L'industrie lourde est contrainte non seulement de pourvoir à ses propres jardins potagers et élevages de lapins, mais aussi de fabriquer en-dehors du Plan des faitouts, des fers à repasser, entre autres, ce qui casse le plan principal.

Le plénum de septembre du CC du PC de l'URSS a décidé de renforcer la ligne de constitution d'une agriculture d'assistance et d'industries auxiliaires à côté de la production principale. La disproportion entre l'industrie des constructions mécaniques et la métallurgie noire s'est extraordinairement approfondie.

La pénurie de métaux noirs (le Plan n'est rempli qu'à 60 %) augmente la croissance de la production non finie (cette dernière dépasse dans l'année de façon tout à fait significative le volume de production prête à l'usage).

La pénurie de matériaux de construction (et leur renchérissement) agrandit le nombre des constructions inachevées (en comparaison avec 1929, elles ont presque quadruplé).

Plus de la moitié de la nouvelle capacité des stations électriques (200 000 kw) reste inemployée par manque de câbles.

Dans chaque branche industrielle il existe une infinité de phénomènes semblables. Le manque de démocratie prolétarienne et de contrôle prolétarien créent un terrain extraordinairement favorable aux malversations, au gaspillage et au vol.

Le Parti

Un « petit » fait montre à lui seul où en est arrivée la méfiance, un fait signalé en de nombreux endroits : beaucoup de travailleurs russes ne croient pas qu'il existe en Allemagne ou en Amérique un chômage prononcé, tellement on est habitués aux mensonges éhontés de la presse.

En liaison avec le régime stalinien qui opprime et étouffe le parti et la classe ouvrière, cette situation a produit une insatisfaction générale. Toutes les classes, tous les groupes sont mécontents, l'appareil lui-même est mécontent. Le sommet dominant s'isole, non seulement des masses, mais de l'appareil lui-même, qui compte nombre d'hommes dévoués à la révolution.

La Vielle Garde du parti est elle aussi mécontente, elle qui, en grande partie, est en dehors de la direction et « ne s'occupe pas » de politique. La direction, Staline en particulier, se discrédite naturellement de plus en plus. Le mutisme de Staline, qui a étonné le parti au début, y trouve son appréciation correcte : « *Après avoir interdit à tous, sauf lui-même, de s'exprimer, Staline a dû se convaincre qu'il n'avait lui-même rien à dire* » (correspondance de Moscou).

L'opposition de droite grandit et se renforce. C'est contre elle qu'était jusqu'à présent dirigé le feu principal des représailles. A Moscou, Leningrad et autres centres, les arrestations n'arrêtent pas : des nouvelles à ce sujet sont même parvenues jusque dans la presse bourgeoise (cf. *Vorwärts* du 4 octobre 1932).

Avec la musique d'accompagnement de la nouvelle campagne de presse appelant à « briser les derniers débris du trotskysme brisé (!!) », le GPU fait inlassablement le plein des prisons et des lieux d'exil. Les représailles s'étendent

aussi à ces derniers : les Oppositionnels bannis sont soumis à des perquisitions, arrêtés et jetés sans interruption d'un endroit à un autre. En fait, c'est toute la déportation qui est dans un mouvement continu. Il est rare que quelqu'un demeure plus de six à huit semaines au même endroit.

Plus la direction se sent faible, plus ses représailles deviennent acharnées. Exilés et emprisonnés, dont les temps ont expiré, voient leurs délais rallongés (entre autres Rakovsky et Sosnovsky). On les envoie dans les pires régions, on les enferme dans des camps de concentration.

L'appareil cherche à salir personnellement les oppositionnels. Pourtant, comme il place l'Opposition dans des conditions si monstrueusement difficiles et comme il connaît mal l'histoire du mouvement révolutionnaire, il n'est pas en mesure d'entraver le processus de sa croissance et de son renforcement.

Après deux ans de passivité politique presque totale, après la capitulation de Boukharine, Rykov et Tomsy, l'opposition de droite est revenue à l'activité. La signification symptomatique de ce fait est immense.

Il ne s'agit pas des dirigeants des droitiens qui, extérieurement, s'en désintéressent mais de cadres, de l'effectif moyen des « officiers » (les élèves de Boukharine, Maretsky, Slepkov, entre autres).

Ce groupe a ronéoté et diffusé dans le parti un « manifeste » anonyme, gros document de 165 pages dactylographiées. Il soumet la politique stalinienne à une critique sévère, exige un recul économique, la liquidation des collectifs, la mise à l'écart de la direction faillie, entre autres ¹.

Les droites étaient en liaison avec différents groupes oppositionnels : c'est ce qui explique, par exemple, l'exclusion de Sten, membre du groupe de gauche de Lominadze-Chatskine.

Particulièrement instructifs sont les destins de Zinoviev et de Kamenev (Nous sommes bien loin de tout sentiment de « Schadenfreude »). Du fait de leurs capitulations répétées, ils ont perdu toute confiance dans le parti et disparu, sans laisser de trace, de la vie politique. Même dans la dernière « affaire », ils ont joué un rôle purement passif. Leur seul crime était leur liaison avec les droites — mais encore une liaison passive : ils avaient lu leur matériel. Le 11 octobre a mis un point final aux efforts de cinq années de Zinoviev et de

1. Ce texte est connu sous le nom de « Manifeste de Rioutine ».

Kamenev par la renonciation à leurs propres positions, la défense de la politique stalinienne, le silence et le soutien des calomnies et des crimes staliniens, leurs efforts pour revenir dans la politique active. Le chemin des capitulars s'est révélé barré. C'est là un grand enseignement dont on peut supposer qu'il n'est pas passé sans laisser de trace. Même les individus pas particulièrement vivants politiquement constituent un danger pour le régime personnel de Staline. Aujourd'hui le régime stalinien est déjà non seulement incapable de tolérer ses critiques, mais aussi les hommes qui ne dénoncent pas leurs critiques. Le cercle bureaucratique se resserre de plus en plus : il ne pourra pas tenir longtemps.

Pour une estimation de l'opposition de droite russe, on ne doit pas perdre de vue un seul instant qu'on ne peut, à l'étape actuelle, la comparer à son modèle occidental. En URSS, les droites ne forment pas un groupuscule opportuniste de « cadres » mais une grande masse politiquement informelle. Leur noyau principal a conservé, après la capitulation de ses chefs, ses cadres à l'intérieur du parti. C'est vers eux que se sent attirée la masse de ceux que mécontente la politique ultra-gauchiste de Staline. Parmi les droites, comme dans l'appareil lui-même, se trouvent non seulement d'honnêtes révolutionnaires mais aussi une foule d'adhérents futurs de l'Opposition de gauche. L'obscurité maintenue dans le parti, son évolution, sous une fantastique pression bureaucratique empêchent une différenciation normale. Par ailleurs, l'impasse dans laquelle est engagée l'Union soviétique exige une retraite. Dans cette phase « conjoncturelle », tous les courants du parti se sont unis.

La différenciation des droites est inévitable, mais c'est plutôt un processus à venir qu'actuel.

L'Opposition de gauche y jouera un rôle actif. L'Opposition de gauche n'exige rien d'autre que sa place dans le parti, dans cette période difficile et critique. Elle pense toujours qu'aucune mesure économique en soi — si importante soit-elle — ne peut montrer une issue. La clé de l'avenir de l'URSS est aux mains du parti. Il doit se redresser. Il doit devenir un parti bolchevique, le parti du 25 octobre 1917.

Et c'est en vain que les ennemis de l'Union soviétique — de la social-démocratie aux fascistes — spéculeront sur la crise actuelle de l'Union soviétique. La Révolution d'Octobre leur prouvera encore plus d'une fois sa force qui n'a pas été ébranlée.

L'exécutif de la IVe Internationale à Trotsky

(1940)

Pour en terminer avec les documents d'« Internationale », nous reproduisons ci-dessous la correspondance adressée en 1940 de New York au nom du Comité exécutif international de la IVe Internationale par son secrétaire **J. B. S. Stuart** [Sam Gordon] et adressée « au camarade **Crux** » [Trotsky] et à son secrétaire **Oscar Fischer** [Otto Schüssler], alors à Mexico tous deux.

Stuart à Crux et Fischer, 8 février 1940

Chers Camarades,

A la dernière réunion du Comité exécutif international, votre lettre commune du 1^{er} février a appelé son attention. Les questions que vous soulevez y ont été discutées et c'est sur la base de cette discussion que je vous réponds ci-dessous.

1. Qui sont les membres du CEI ?

En octobre dernier, la proposition a été faite au Comité politique du SWP par Lebrun [Mario Pedrosa] et, je crois, Glenner [Jan Frankel], invités, que, vu l'éclatement de la guerre et les difficultés qui en résultaient pour le fonctionnement du SI en Europe, les membres du CEI résidant sur le continent américain constitueraient eux-mêmes l'organisme faisant fonction de centre international. En outre, la proposition a été faite qu'à la place du SI on instituerait un CEI résident composé des membres du CEI résidant sur place. Ces propositions étaient approuvées par le comité politique du SWP et le camarade

Martel [James P. Cannon] a reçu mandat d'écrire à Crux et Fischer et d'obtenir leur accord. Il a été rendu compte ultérieurement — par Martel, je crois —, que Crux et Fischer étaient d'accord avec ces propositions.

En conséquence le CEI est constitué comme suit :

Martel, Jones [Vincent Dunne] et Trent [Max Shachtman]
 Lebrun [Pedrosa] de la section brésilienne
 Johnson [CLR James] de la section britannique
 Anton [Natie Gould], de la Section de la Jeunesse, YPSL.
 Glenner, de la section tchèque (candidat)
 Fischer, de la section allemande,
 Crux de la section russe.

Le CEI résident comprend Martel, Trent, Lebrun, Johnson, et Anton.

2. Qui est secrétaire ?

A la réunion du CP du SWP déjà mentionnée, la question d'un secrétaire administratif a été soulevée. Le soussigné JEB Stuart a été désigné à ce poste par le CP dont il est membre. Cette désignation a été faite à l'unanimité.

3. Pourquoi nous ne nous sommes pas adressés à vous sur la question d'une discussion internationale ?

Selon nos comptes rendus, nous nous sommes adressés à vous dans une lettre à Joe [Hansen] datée du 17 novembre 1939. J'inclus une copie en soulignant les passages essentiels. J'ai reçu une réponse de Joe, datée du 26 novembre qui indiquait que la question de la discussion avait été portée à votre attention, bien que la note de Joe lui-même ne parlât que de la question du manifeste mentionnée aussi dans ma lettre du 17 novembre.

Depuis, j'ai parlé de cette question avec Joe. Il est tout à fait certain d'avoir attiré votre attention sur toute cette question à l'époque. Il croit que vous pouvez l'avoir oublié du fait de la pression d'un autre travail.

En tout cas, il pense qu'une copie de la lettre jointe doit être dans vos dossiers.

Je joins également une copie du compte-rendu de la réunion du CEI qui a décidé d'ouvrir la discussion internationale : la motion a été, je crois, présentée par Lebrun. Nous ne savions pas alors et nous ne savons pas aujourd'hui que des sections nationales et des groupes réclamaient une telle discussion. Cependant la motion de Lebrun était soutenue par Trent et Johnson, Martel a simplement été d'accord. Il n'y a pas eu de vote au CEI puisque je ne suis pas un membre régulièrement élu de cet organisme, qui a été choisi lors du dernier congrès de l'Internationale.

4. Avons-nous reçu d'autres documents pour la discussion ?

En fait, nous n'avons même pas reçu officiellement le document du camarade Lebrun, bien que lui et Johnson, de même que Trent, aient indiqué à la réunion du CEI à laquelle la motion d'ouverture de la discussion a été adoptée que chacun proposerait une résolution. Nous n'avons reçu de personne une contribution officielle.

Il y a cependant une résolution adoptée par un groupe de camarades dans une ville de Scandinavie (proche de W[alter] H[eld]) qui pourrait être une contribution à la discussion. J'en joins une copie. Il y a aussi une courte résolution adoptée par la direction de la section canadienne qui rejoint les idées exprimées par la majorité du CP américain. On a rapporté aussi l'existence d'une résolution de la section mexicaine sur la même ligne mais je n'en ai pas encore vu d'exemplaire.

5. Qui a publié l'article du camarade Lebrun intitulé « Document pour la discussion dans l'Internationale » ?

A la dernière réunion du CEI, le camarade Trent nous a informés que le groupe minoritaire dans le SWP publiait ce document avec l'accord de Lebrun. Johnson a rendu compte que Lebrun le lui avait envoyé, qu'il l'avait traduit et transmis ensuite à Trent.

Voilà où en sont les choses à cette date. Je le répète, aucune copie de ce document n'a été envoyée au CEI ou à son secrétaire jusqu'à présent. Elle ne circule que comme une publication apparemment clandestine de la minorité du SWP. Je ne pense cependant pas que la minorité l'ait maintenant soumise pour publication dans un bulletin intérieur du SWP.

Comme il est clair selon le texte de la motion contenue dans le compte rendu, la discussion devait avoir lieu dans un *Bulletin international* et une édition Latino-américaine.

Je me borne à présenter cette déclaration des faits dans l'affaire. Tout cela est aussi troublant pour moi que pour vous et je veux faire plus de clarté là-dessus à la prochaine réunion du CEI. Votre lettre est arrivée pendant la réunion et on n'a donc pas pu lui accorder l'attention nécessaire.

Fraternellement J. E. B. Stuart.

✱

Stuart à Fischer, 5 mars 1940

Cher Camarade Fischer,

C'est sur la route des remarques préliminaires en réponse à votre lettre du 28 février. Dans quelques jours je vous enverrai un rapport détaillé non seulement sur les questions que vous soulevez, mais aussi sur celles que contient la lettre du camarade Rorke [Walter O'Rourke]. Dans ce but, je consulte les dossiers de Ludwig [Benjamin Suhl] et de Gonzalez [Abraham Golod]. Dans l'intervalle je me presse sur l'information partielle pour ne pas perdre de temps.

1. Concernant vos propositions communes du 20 février. Votre lettre est arrivée ici alors que la Conférence de la Minorité se déroulait déjà à Cleveland. J'ai immédiatement envoyé l'original — avec les trois signatures — à Johnson, Lebrun, Max[Shachtman] et Gould à l'hôtel Chelsea, aux soins du camarade I. Bern [Paul Bernick]. Elle était datée du 24 février. Jusqu'à présent, aucune réponse.
2. Nous avons des relations de forme variable avec les sections canadienne, belge, australienne, française, scandinave, allemande (par Ludwig), britannique et quelques-unes d'Amérique latine (par Gonzalez) Pour celles-là, la correspondance est régulière sauf avec les Canadiens. Des indications directes, du point de vue exprimé sur la question politique actuellement discutée entre nous, nous sont parvenues seulement du Canada de l'Argentine, en accord avec la position du SWP, et Held-Oslo ainsi que Nelz-Suisse, opposé.
3. Nos relations avec la France se font exclusivement par Terry Phelan (Sherry Mangan) dont les copies des rapports ont été envoyées à Crux chaque fois qu'on les a reçus. Son dernier rapport indique que notre section de là-bas, avec les autres gens de gauche a été exclue du PSOP. J'ai en mains une déclaration des nôtres sur cette question datée de novembre, dont je vous enverrai copie dans quelques jours.
4. Il y a eu quelques lettres plus ou moins artificielles de Belgique et d'Angleterre. Aucune de Hollande.
5. Autant que je sache, Johnson n'a pas de rapports réguliers avec la section britannique en tant que telle ; il a cependant une correspondance abondante avec des camarades individuellement, en Angleterre. Le camarade Lebrun prétend qu'il est en contact permanent avec le Brésil et que la section est d'accord avec lui. Il a obstinément ignoré les requêtes d'une adresse pour écrire à la section brésilienne, de Gonzalez et de moi.
6. Nous n'avons pas reçu d'exemplaire de *Der einige Weg* pendant les six derniers mois. Mais un récent article reçu ici de Held (un compte rendu de livre, la biographie de Luxemburg par Frölich) semble indiquer que ce journal paraît. Car il mentionne un article écrit par Peters pour cette revue au 60^e anniversaire de LD.

7. Du Danemark, nous avons reçu une lettre juste après l'éclatement de la guerre signée Albert [Georg Jungclas]. Nous n'avons rien eu depuis, bien que nous leur ayons envoyé notre matériel. De Suisse, nous avons récemment (février) reçu *Der einzige Weg* n° 8 dont nous avons envoyé un exemplaire à notre famille. Pas de réponse par ailleurs au matériel envoyé à cette adresse,
8. Le Secrétariat Pan-américain. Un SPA fonctionne de façon plutôt curieuse — (tous les camarades travaillent dans l'industrie privée). Il a conservé des rapports avec la plupart des sections d'Amérique du Sud et sorti 7 bulletins avec des traductions espagnoles des articles importants de notre presse pendant l'année passée. Plus de détails là-dessus dans ma prochaine lettre,

Je suis sûr que ces remarques vont vous donner une idée plus ou moins générale de la façon dont vont les choses. Dans mon rapport je vous donnerai pour la précision tous les détails nécessaires

Salut de camarade. JSB Stuart



Stuart à Fischer, 15 mars 1940

Cher camarade Fischer,

Ce qui suit est un rapport détaillé traitant des questions que vous avez soulevées dans votre lettre du 28 février et celle de Rork de février 1929 (à Jim).

Il va sans dire que Rork, dans sa lettre, a tout à fait raison d'estimer que le CEI est une fiction. Il en est ainsi non seulement du point de vue des considérations politiques mais dans la réalité. Après les deux ou trois premières réunions, tout de suite après ma nomination, il a virtuellement cessé d'exister. Les réunions sont au mieux sporadiques, Johnson et Lebrun n'ont pas mis le petit doigt dans ce travail et se sont même entièrement limités au contact avec la minorité du SWP, décidant des choses avec eux sans consultations formelles. Ainsi Lebrun est-il parti pour Washington en novembre. L'unique signe de vie que nous ayons eu de lui est une lettre du Brésil qui nous a été soumise par un de ses amis de la minorité et dont je parlerai plus tard. En dehors de ça, rien, pas un mot, littéralement. Johnson, sur décision de la direction de la minorité est parti en Californie récemment sans se soucier de consulter ni le CEI ni le CP américain qui lui avait confié des tâches importantes (département nègre) qui sont maintenant abandonnées. L'absence d'intérêt pour le Comité de Shachtman et de Gould a été soulignée par les absences répétées des réunions prévues et par un manque total d'intérêt chaque fois que j'ai soulevé la question dans notre comité

politique. Le coup final dans tout ce développement est le fait qu'ils n'ont pas répondu de la moindre façon à la lettre adressée au Comité par Crux, Munis et vous-même au sujet de la conférence [de la minorité] à Cleveland. On ne peut caractériser cela autrement que comme une totale abdication de toute responsabilité.

Pour ma part, je me suis limité pour l'essentiel à maintenir le contact avec nos sections par correspondance, en faisant connaître leurs actions dans ma colonne (« In the World of Labor ») dans [*e Socialist*] *Appeal*, et en leur fournissant de mon mieux nos documents intérieurs.

Voici ce dont je peux rendre compte sur nos rapports avec diverses sections :

1. Canada

Correspondance régulière. Nous leur avons expédié régulièrement notre matériel imprimé dont des parties sont reproduites dans un organe multigraphié illégal qui paraît mensuellement. Au cours de cette correspondance, nous avons développé la solidarité du comité dirigeant de là-bas avec notre position fondamentale contre l'opposition de son dirigeant Robertson [Earle Birney], qui a élaboré des idées plus ou moins en accord avec Burnham et qui a depuis quitté le mouvement sans emmener avec lui un seul membre. Deux camarades dirigeants de la section nous ont rendu visite à la fin de février et, après avoir discuté avec nous comme avec les dirigeants de la minorité, se sont déclarés entièrement d'accord avec notre ligne politique dans toutes les questions concernant le conflit. Ils nous ont assuré que la minorité n'aurait absolument aucune base au Canada. Je leur ai écrit au sujet de la conférence pan-américaine proposée par Rork, en leur demandant de préparer une délégation. J'espère avoir bientôt quelque chose d'eux là-dessus.

Pendant leur visite, les deux camarades se sont déjà exprimés pour la réorganisation du CEI et se sont déclarés prêts à nous donner un mandat dans ce but. En conséquence vous pouvez être assuré qu'ils vont travailler selon les lignes indiquées.

2. Belgique

La correspondance a été sporadique. Nous avons reçu une lettre d'eux en octobre indiquant que quelques camarades du Borinage demandaient l'abandon de leur organe légal. Je leur ai écrit, sur décision du Comité, leur demandant de maintenir à tout prix la parution de *La Lutte [ouvrière]* jusqu'à son interdiction officielle et de la remplacer par toute publication illégale nécessaire. A leur conférence en novembre, la question a été soulevée et nous avons été informés

par une lettre de Phelan [Sherry Mangan] qui était là-bas à l'époque, qu'ils l'avaient tranchée dans le sens indiqué par notre lettre. Il y a eu aussi des difficultés du fait des actions irresponsables de Vereeken qui a compromis l'organisation dans des actions qui ont provoqué des poursuites du gouvernement. Certains des gens du Borinage ont dénoncé Vereeken devant le tribunal. Nous avons critiqué cette attitude dans une lettre et, sur cette question, ils ont redressé à la conférence.

Dans leur presse, la *Lutte* [ouvrière] et plus tard l'*Action socialiste*, nous voyons que, bien qu'au début ils aient pris sur la Finlande une position qui allait bien au-delà de la résolution de Held, ils ont lentement redressé leur position dans notre direction. Cela se manifeste plus encore dans les critiques de leur position contenues dans un exemplaire du *Bulletin* de Vereeken qui nous est arrivé. Bien que j'aie soulevé la question russe de façon répétée dans mes lettres, je n'ai pas eu un mot là-dessus dans celles qu'ils nous ont envoyées. Deux lettres de Joseph [Henry Optat] de Bruxelles, datées du 4 février, et une de Dauge que j'ai fait suivre à Crux, ne mentionnaient pas cette question. Depuis, je leur ai écrit à tous les deux, demandant une déclaration de solidarité et, si possible, un mandat, comme Rork le suggère dans sa lettre. Naturellement j'ai rédigé ces lettres dans une langue très prudente mais la question essentielle est posée de telle manière que je crois que cette fois il y aura une réponse à part.

3. Australie

La correspondance que nous avons reçue de là-bas a trait uniquement à des questions d'affaires concernant l'envoi de nos publications américaines. Il est vraisemblable que les lettres politiques ont été interceptées par la censure, puisque je leur ai écrit à plusieurs reprises en leur demandant une déclaration sur leur position. Cependant, dans leur journal, le *Militant*, ils ont systématiquement reproduit nos articles sur la guerre et sur l'URSS qui ont paru dans *Socialist Appeal* avec des commentaires favorables. Une lettre met plus de deux mois pour arriver à destination. Des articles pris dans *Militant* ont paru dans l'*Appeal*.

4. France

Les seules communications directes que nous ayons reçues d'eux ont été les rapports de Phelan, que nous avons régulièrement transmis à Crux. Notre section de là-bas, nous en avons été informés par la dernière lettre de Belgique que nous ayons reçue (le 4 février), a été exclue du PSOP. Je vous envoie une copie de la dernière déclaration faite par notre groupe dans le PSOP. Nous avons reçu cela avec un article de discussion sur la guerre et l'URSS — apparemment de Lucien Weitz, le dirigeant jeune qui est en prison — de Phelan, il y a un mois. C'est la dernière expression sur la question russe que nous ayons reçue de France bien que dans les « Circulaires » publiées par notre centre français (dont

deux exemplaires ont été envoyés ici par Phelan, nous trouvions des références comme « La position de l'URSS. Un texte dactylographié est en circulation » (n°1) et « Les groupes peuvent prendre connaissance de documents dactylographiés sur la question russe (un desquels est de Trotsky) » (n°2). Cela semble indiquer que nos documents sur cette question sont bien en circulation là-bas et ont bien été reçus d'ici.

Goldman et moi avons écrit à Phelan lui demandant qu'ils prennent position. Goldman pense qu'ils sont avec nous, parce que, quand il a quitté la France, juste après la conclusion du pacte Staline-Hitler, cet événement n'avait aucune répercussion [dans nos rangs] à la différence d'ici et tous étaient d'accord qu'il n'y avait pas nécessité de changer notre position. D'après les deux numéros de *L'Étincelle*, leur organe illégal que nous avons reçu, nous n'avons pas trouvé d'indication d'un changement de position, bien que la question ne soit pratiquement pas traitée. Là, comme dans la déclaration au PSOP que je joins, la préoccupation est de gagner des militants staliniens ce qui, indirectement, semble indiquer qu'ils sont sur la bonne voie. J'ai aussi demandé aux Belges de prendre le contact avec eux (ils semblent l'avoir fait d'après leur lettres) afin d'obtenir d'eux une déclaration de solidarité et un mandat pour Gerland [Jean van Heijenoort].

5. Scandinavie

Là, le contact le meilleur est avec Held. Daniel Guérin, là en exil, maintenant, qui correspond avec moi, déclare que sa position est semblable à celle de Held et que nos Danois ont dit qu'ils étaient sur une position semblable. Du coup, Guérin est avec notre section exclue en France et a exprimé sa complète solidarité avec les exclus. Bien qu'il soit encore opposé à l'affiliation à la IVe et en faveur d'un genre de « collaboration » avec le Front international contre la Guerre » (la « masse » de l'ILP) il se plaint amèrement de la brutalité avec laquelle le traitent les centristes. Ils l'appellent, dit-il, un « agent » de la IVe et refusent d'avoir rien à faire avec lui.

Dans une lettre à nous datée du 28 décembre Held décrit sa position (complétant sa résolution qui laisse la question dans une bien plus grande ambiguïté), comme suit :

« J'ai suivi la discussion dans votre parti et, sur la question de principe, j'ai partagé et je partage encore le point de vue de la majorité de votre comité politique, à savoir que l'Union soviétique doit encore être considérée comme un Etat ouvrier dégénéré, d'où découle notre défense inconditionnelle contre l'attaque impérialiste. Mais — au moins jusqu'à présent — la guerre de Finlande n'est rien de ce genre, etc. »

Comme on voit, ce n'est nullement la position de la minorité du SWP, bien qu'elle soit passablement confuse elle-même. Je lui ai répondu en discutant ce point, mais n'ai pas encore reçu de réponse. La minorité, cependant, est en correspondance avec lui et prétend avoir reçu une lettre disant qu'« *il était étonné que le CP ait refusé la discussion publique dans la presse, ce qui est pourtant tenu pour un principe du bolchevisme* ».

Nous n'avons rien reçu de lui à cet égard et sommes un peu amers qu'il corresponde avec des individus de la minorité comme Macdonald (qui a, c'est sûr, les moyens suffisants et la possibilité de l'aider matériellement pour venir ici), à l'exclusion de la correspondance avec les organes officiels d'ici. Cela crée une situation malsaine. La minorité utilise Held et la prétendue solidarité des Scandinaves avec elle, en toute occasion sans qu'il y ait aucune possibilité de vérifier officiellement. Ils posent à la majorité américaine la question :

« Supposez que les Scandinaves impriment leur position dans leur organe officiel, est-ce que l'Internationale va proposer de les exclure ? Bien sûr que non. Alors pourquoi ne pouvons-nous pas avoir un organe public de notre minorité ici aux Etats-Unis pour exprimer notre point de vue ? »

Dans notre conception ici, les organes officiels de l'Internationale doivent appliquer le programme adopté par le dernier congrès jusqu'à ce qu'un nouveau congrès change cette position. Nous n'avons aucun moyen de savoir si les Scandinaves sont en désaccord avec ça. Nous en doutons. Pendant ce temps, Held aide indirectement la minorité par la façon dont il poursuit sa correspondance avec eux sur une question aussi sérieuse.

Je vais évidemment lui écrire en fonction de tout cela et j'espère vous entendre exprimer votre position sur ce point.

Quant aux publications, un seul exemplaire d'*Oktober*, l'organe des Scandinaves, nous est parvenu en six mois. Il contenait l'article de Trotsky « L'URSS en guerre ».

6. Allemagne

Sur les deux camarades qui fonctionnent ici, Ludwig est en complète solidarité avec la majorité tandis qu'Alex [?] penche vers la minorité mais est opposé à leur orientation scissionniste. En regardant les dossiers avec Ludwig, nous n'avons pas trouvé d'expression d'une opinion sur la question russe de la part d'aucun des groupes avec lesquels il est en contact. Il leur a écrit pour qu'ils indiquent leur position. Les Tchèques sont de toute évidence nulle part mais Glenner est allé seul à la Minorité qu'il défend avec acharnement. Il est maintenant en Californie avec Johnson. Son comportement n' pas été d'un poil meilleur que celui de Lebrun.

7. Angleterre

Comme je l'ai déjà écrit, nous n'avons d'eux aucune déclaration officielle et la correspondance est très irrégulière. Le dernier numéro de leur *Militant*, organe officiel, que nous avons reçu en décembre, exprime la ligne de la majorité américaine avec des reproductions de l'*Appeal*. Johnson ne peut pas s'appuyer sur sa position bien connue. En outre, il a quitté l'Angleterre, selon ce qu'a écrit au CP américain la section britannique, sans permission et même sans le lui avoir notifié. C'est exactement de cette façon qu'il a quitté New York pour la Californie. Il me semble exclu qu'il représente leur position si on considère tous les facteurs de la situation. J'ai pris contact avec la Revolutionary Workers League pour avoir une information plus détaillée et pour provoquer rapidement l'expression d'une opinion en Angleterre.

Dans les autres sections européennes, nous n'avons rien à ajouter à ce que j'ai déjà écrit. D'Afrique du Sud, nous ne savons rien depuis le début de la guerre. De même d'Indochine, de Chine, où la Ligue est entièrement avec nous, nous ne le savons que par le camarade Young [Alex Buchman] avec qui vous êtes sûrement en contact. J'envoie la lettre brésilienne mentionnée ci-dessus ainsi que l'article sur Lucien Weitz. J'ai confiance qu'ils vous renverront à vous ces documents.

8. Amérique latine

Il n'y a pas de « bureau pan-américain » (BPA) depuis la réorganisation du CEI en octobre dernier. Il a été transformé en département latino-américain. Ses membres sont Gonzalez et Colay, qui parlent espagnol, Felix Morrow, Lebrun (qui n'a pas assisté à une seule réunion ni conservé autrement le contact avec le travail depuis novembre) et un jeune camarade du nom de Donald Berger. Ce dernier constitue là avec Lebrun la minorité. Gonzalez a assuré les fonctions de secrétaire. Il a été l'un des dirigeants de la JC mexicaine et est chez nous depuis 1930. Colay est un ancien de la guerre civile espagnole, avec nous depuis 1931.

Le département a publié 8 Bulletins en espagnol depuis l'été 1938 contenant surtout manifestes et thèses de notre mouvement, ainsi que les articles les plus importants de LD. Il a le contact avec le Mexique, l'Uruguay, le Chili, l'Argentine, Porto-Rico, la Bolivie, en tant que sections, des contacts individuels au Panama, en Colombie et au Pérou. Avec le Brésil seul Pedrosa a ou est supposé avoir des contacts mais il a toujours refusé de les donner. Pendant un temps, c'était lui qui faisait fonction de secrétaire du BPA. A l'époque, Shachtman en était aussi membre. Sous la signature de Shachtman, Lebrun et Gonzalez, a été publié fin août 1939 un appel à une conférence pan-américaine, demandant des suggestions de date et de lieu. Toutes les sections énumérées ci-dessus étaient pour tenir cette conférence, suggérant le printemps (avril-mai)

avec des propositions variées pour le lieu, mais indiquant qu'elles ne seraient pas capables d'envoyer des délégués sans une aide financière.

Sur la question russe et la guerre, seules l'Argentine et le Mexique se sont exprimées nettement, la deuxième en reproduisant la résolution finlandaise de CP américain dans son organe en février 1940. La correspondance a été très irrégulière et bien que Gonzalez leur ait demandé d'exprimer leur opinion, nous n'avons rien reçu. Ils ont cependant reçu nos publications, bulletins intérieurs compris. Cuba, nous apprend-on, a été contactée par Arthur Pincus, un sympathisant à nous qui est resté quelque temps chez LD et qui est maintenant un violent partisan de la minorité. Ce qu'il y a fait, comment cela a pu affecter la section, nous ne le savons pas. Ils ont écrit, il y a quelques mois, qu'ils étaient en train de se réorganiser et, après des tentatives répétées, il n'y a à présent aucun contact officiel (de telles réorganisations, avec des changements consécutifs d'adresses, et, fréquents, du personnel dirigeant sont très fréquentes, il me semble, dans les sections latino-américaines. Vous pouvez en juger par l'exemple de la lettre brésilienne). Ce peut être une bonne idée que Munis fasse un voyage pour vérifier, s'il est en position de le faire ; les Mexicains ont quelques adresses qui peuvent servir.

Le Brésil, comme vous pouvez le voir dans leur lettre, n'a pas combattu les révisionnistes et même s'il y a là une tendance défaitiste, il se déclare pour le maintien de la position défensiste officielle pour le moment. C'est tout ce que l'on sait d'eux publiquement. La minorité n'a publié aucun de leurs documents donnant une indication différente et pour cette affaire, aucune des autres sections dont ils prétendent qu'elles sont « avec eux », alors qu'il est tout à fait sûr que, dans certains pays, ils ont des contacts directs là où nous n'en avons ni d'officiels, ni d'officieux. D'après la lettre, qui, comme vous le verrez, porte un rude coup au fonctionnement de Lebrun, qui semble plus responsable en ce qui concerne sa propre section qu'en ce qui concerne l'Internationale, il semble maintenant suspendu en l'air. Il y a assez d'informations pour établir ce fait.

Des informations détaillées sur les différentes sections latino-américaines sont trop dispersées pour être citées ici. Il y a eu un bulletin imprimé de la section bolivienne contenant des thèses sur la question nationale ; l'Argentine, qui semble la meilleure section, publie un journal imprimé *La Nueva Internacional*, mais pas régulièrement. Le groupe d'Uruguay a connu une scission pour laquelle nous n'avons aucune explication ni par des résolutions ni par lettre ; un des groupes sortant le premier numéro d'un journal appelé *Contra la Corriente* ; Porto-Rico a sorti un journal miméographié intitulé *La Chispa*, qui a cessé depuis sa publication ; des autres pays nous n'avons reçu aucune publication, sauf *Clave*, la revue mexicaine qui fournit à tous les groupes latino-américains du matériel d'éducation.

Je dispose d'une série d'adresses, réunies à partir des informations données par Abern, (qui a été chargé des publications dans le SWP et a conservé une importante correspondance internationale), Gonzalez et Ludwig. A ma connaissance il n'y a jamais eu d'archives du CEI avant mon affectation à son secrétariat. Abern n'était pas avare à cet égard mais dès le début de la lutte fractionnelle, il a coupé. Si vous souhaitez que je vous procure un dossier semblable, je peux le faire avec joie.

Entretiens, le comité politique du SWP, à sa dernière réunion, a adopté une motion convoquant une conférence pan-américaine sous les auspices communs des Mexicains et des Canadiens [Nord-Américains] avec la participation d'autant de sections pouvant produire des mandats. La conférence est prévue pour la fin avril et le début mai, comme suggéré par Rork à l'endroit qu'il a proposé. Cette initiative semble bonne si l'on peut obtenir aussi vite que possible une conclusion concrète au problème de l'Internationale.

Je suis certain que tous les camarades seront d'accord avec cette initiative, jusqu'au sud. Pour d'autres initiatives que nous pourrions prendre, je serais bien entendu heureux d'entendre vos suggestions.

Fraternellement vôtre

PS Je viens juste de recevoir un mot des Canadiens donnant leur complet accord à la proposition Rork.



Stuart à Rork, 27 mars 1940

Votre lettre du 19 mars sur le CEI et la déclaration projetée sur cette question par Cannon, Dunne et Gordon — comme celle qui a été publiée là-dessus par Crux, Fischer et Munis — m'ont été envoyées. Je réponds pour donner les réactions des camarades ainsi que pour indiquer les informations supplémentaires que réclame votre lettre.

1. Sur le fonctionnement du CEI, le Secrétariat pan-américain et les rapports conservés avec nos diverses sections, j'ai répondu à une lettre du 28 février du camarade Oscar Fischer en soulevant ces questions, avec des informations contenues dans les lettres datées du 5, du 15 et du 20 mars respectivement. Jusqu'à présent, je n'ai pas reçu de reconnaissance du camarade Fischer qu'il ait bien reçu l'une quelconque de ces lettres.

2. Il apparaît néanmoins que vous avez maintenant une assez bonne idée de la façon dont les divers organes mentionnés ont fonctionné en réalité dans la période récente. Il y a bien sûr certaines corrections mineures à faire. Il n'est pas tout à fait exact de dire comme le dit la « Déclaration » de Crux, Fischer et Munis, qu'aucun bulletin international n'est publié, qu'on ne répond à aucune lettre. C'est vrai aussi pour le Comité Pan-américain. Ce dernier organisme a sorti trois bulletins dans les derniers six mois, le CEI, un. En octobre, la publication des bulletins suivants (qui devaient contenir le matériel de discussion conformément à la décision du CEI), a été suspendue parce que les contributions annoncées de Shachtman, Johnson et Lebrun n'ont jamais été remises et parce qu'ultérieurement ces derniers camarades ont cessé en même temps de travailler dans le comité. Pour les lettres, toutes les lettres que le secrétaire du comité a reçues de camarades d'autres sections, ont bénéficié d'une réponse du comité et la correspondance a été maintenue de façon aussi adéquate que la censure militaire, maintenant en vigueur dans la majorité des pays, l'a permis. Il y a un gros dossier de lettres que l'on peut examiner sur demande.

3. Cependant, le fait que la majorité des résidents du CEI (Shachtman, Gould, Johnson, Lebrun) a abdiqué ses fonctions est en-dehors de cette discussion. Non seulement il n'y a pas un seul document qui ait été soumis par les gens cités plus haut du CEI, ayant trait à la discussion de la question russe ou à la discussion dans le SWP — outre le profond mépris pour des questions comme la régularisation des réunions du comité, etc. — mais il est possible, sans l'ombre d'un doute, qu'ils aient, « dans le dos de cet organisme soutenu des manœuvres « scissionnistes ». La touche finale de leur abdication, comme vous le soulignez, c'est leur incapacité à répondre aux propositions concernant la conférence de Cleveland, soumises au CEI par Crux, Fischer et Munis, et qui fut envoyée à Cleveland avec le soutien de Cannon et lui, par le secrétaire du comité.

4. Que Johnson ait pris part à la convention scissionniste de la minorité à Cleveland est un fait établi. Il l'admet très franchement dans son document sur la question d'organisation publié récemment par la minorité et intitulé « Les racines de la Crise dans le SWP ». Le même document adopte l'intention de la minorité de sortir un organe public indépendant — c'est-à-dire la manœuvre pour une scission sous le camouflage de l'« unité ». Le camarade Johnson agit-il en accord avec notre section britannique ? Aucune preuve n'a été avancée par lui pour corroborer cela. D'un autre côté, la section britannique s'est adressée à plusieurs reprises au SWP demandant ce qu'il devenait et le réprimandant pour avoir quitté une section sans permission et de la façon la plus irresponsable

(copie de la lettre jointe). De tout cela, il apparaît que Johnson agit entièrement de son propre gré de sa façon irresponsable habituelle.

5. Que Lebrun ait agi dans le dos de cet organisme est évident d'après l'extrait suivant d'une lettre adressée par lui au camarade Sherman Stanley [Stanley Plastrik] de la minorité du SWP le 17 mars :

« Je pense qu'il est tout à fait nécessaire de réaliser votre projet de voyage en Extrême-Orient. C'est l'une des issues possibles de la crise actuelle pour l'Internationale. Votre séjour à Ceylan peut forger une base pour le développement de notre organisation internationale et renforcer la ligne de la minorité. Je pense que les responsables de cette dernière doivent faire sérieusement attention à cette question, afin de faire de ce projet une réalité. De plus, je pense qu'il faut envoyer quelqu'un en Europe pour renforcer le mouvement de la minorité. Il faut faire pour cela de gros efforts.

Je suis heureux des nouvelles que j'ai eues des résultats de la conférence de la minorité qui semble avoir été tout à fait satisfaisante ».

Ainsi, tandis que Lebrun n'envoyait ni réponse ni communication au CEI, il agissait en accord avec la minorité d'ici (et avec des camarades qui n'ont pas de fonction dans le SWP et *a fortiori* le CEI) pour étendre internationalement leur activité scissionniste. Le camarade Lebrun agissait-il avec l'accord de la section brésilienne ? Comme dans le cas de Johnson, il n'y a aucune preuve qui soutienne cette hypothèse. Et même, comme dans le cas de Johnson, ce que nous savons suggère une autre réponse. Dans la seule lettre que nous ayons reçue de la section brésilienne pendant la récente période (dont une copie vous a été transmise par le camarade Al Young le 14 mars), il y avait une sévère réprimande pour Lebrun parce qu'il n'a pas gardé le contact avec eux !

6. Des informations que nous avons ici, nous pouvions être d'accord avec ce que vous dites dans la déclaration que *« toutes nos informations disent que l'éclatante majorité de la Quatrième Internationale reste fidèle à la théorie marxiste, à notre programme, à notre tradition politique et aux principes d'organisation du bolchevisme »*. Aucune des publications reçues ici d'Europe (*L'Étincelle* de France, *The Militant* d'Angleterre, *Action socialiste* de Belgique, *Klassen Kamp* du Danemark, etc.) ne montre une trace de solidarité avec la minorité, même si la présentation de notre position dans ces journaux laisse beaucoup à désirer.

D'un autre côté, l'introduction à l'édition belge de *L'URSS en guerre* contient une déclaration de solidarité, indirectement, à travers les bulletins de Molinier, on apprend que la section française reste sur sa vieille ligne ; les sections canadienne et mexicaine ont proclamé leur solidarité avec le programme de la IVe Internationale dans des résolutions formelles ; et finalement les

sections chinoise, argentine et australienne ont indiqué leur position, la dernière par la republication (dans *Nueva Internacional* en Argentine, *Militant* en Australie) de la résolution sur le conflit soviéto-finnois adoptée par le SWP.

En plus, nous avons reçu un mot de Held, d'Oslo (par les camarades allemands d'ici), qui, tout en maintenant sa position sur la guerre de Finlande, dénonce l'antimarxisme de Burnham et appelle à l'unité à tout prix avec « la fraction Cannon » dans le SWP. Cela signifie, selon moi, que, quelle que soit la position que les Scandinaves prennent sur la Finlande, ils vont rejeter catégoriquement toutes les tentatives de la minorité pour les utiliser dans leurs manœuvres scissionnistes.

7. Un camarade de l'Australian Communist League vient juste d'arriver ici. Dans une lettre reçue directement d'eux (ils disent : « *Nous avons été surpris de recevoir les bulletins [c'est-à-dire les bulletins intérieurs du SWP] et celui du Vieux. Il n'y avait pas ici de dissensions dans notre organisation sur les questions mentionnées : tout le monde a agi ici dans la crise de manière modèle* ») ainsi que d'après le rapport du camarade en question, nous sommes certains qu'ils se sont solidement organisés du côté de la IV^e Internationale contre les scissionnistes. Le camarade australien a envoyé une lettre retour par avion à ses camarades leur donnant des détails et leur demandant de renvoyer par avion une déclaration de solidarité ainsi qu'un mandat pour le représenter à la conférence projetée.

8. Et maintenant les initiatives prises pour la conférence projetée. Comme vous l'avez probablement appris par les minutes du CP américain, ce dernier a pris une décision de demander aux sections canadienne [des EU] et mexicaine de se joindre au SWP pour patronner un appel à une conférence pan-américaine à laquelle toutes les sections de la IV^e Internationale qui peuvent donner des mandats seront représentées, avec l'objectif de mettre sur pied un exécutif de l'Internationale dans l'hémisphère occidental capable de travailler. Les Canadiens ont déjà indiqué qu'ils acceptaient ; leur délégué au congrès du SWP les représentera aussi à la conférence. Nous avons encore à attendre la réponse du Mexique avant de lancer un appel officiel. On s'est mis d'accord sur le lieu que vous proposez. Le sentiment ici est que ce serait bien difficile de tenir la conférence fin avril. Pour obtenir une représentation convenable, nous pensons que ce serait mieux de fixer la date de mi-mai. Faites-nous savoir tout de suite là-dessus s'il est possible de préciser la date.

9. En ce qui concerne une déclaration formelle du statut actuel du CEI : le sentiment ici est qu'une déclaration commune devrait être faite par Crux, Fischer, Dunne, Munis et moi en tant que secrétaire, rappelant les faits (en

utilisant le document signé de Crux, Fischer et Munis comme base et déclarant que, vu la virtuelle démission de l'actuel CEI résident, les soussignés endossent l'initiative des sections américaine, canadienne et mexicaine appelant à une conférence pan-américaine ; demandant à celle-ci d'établir un exécutif jouissant d'autorité pour le fonctionnement de l'Internationale. Je soumettrai un projet de déclaration sur cette ligne d'ici ou deux jours, attendant un mot de vous pour en disposer définitivement. Si cet arrangement est satisfaisant, j'aimerais recevoir de vous une suggestion pour la façon et le moyen de rendre tout cela public.

10. Sur les documents à soumettre à la conférence, nous pensons que ce qui suit devrait être préparé aussitôt que possible : a) un manifeste sur la guerre et les tâches de la IVe Internationale (Crux et Fischer peuvent-ils entreprendre la rédaction d'un tel document ?) b) une déclaration sur la crise du SWP et sa signification pour l'Internationale dont on a préparé un projet ici ; c) un rapport sur l'activité des sections (qui peut aussi être préparé ici) et d) une résolution sur la situation en Amérique latine (dont un projet peut être fait par Munis et les Mexicains) ? Nous aimerions aussi votre opinion là-dessus aussi vite que possible. Finalement il serait très utile pour nous que Munis assiste au congrès du SWP et aide aux préparatifs de la conférence. Le 20 mars, j'ai écrit au camarade Fischer, lui notifiant (avec la compréhension qu'il agit de concert avec vous et Munis), que nous sommes prêts à envoyer de l'argent par câble pour le voyage de Munis ici, que nous voudrions nous occuper de le loger le temps qu'il restera ici. Pour l'instant, nous n'avons pas de réponse et la date du congrès se rapproche. Pouvons-nous avoir par câble une réponse définitive quant à savoir si notre offre est acceptable ?

Votre camarade : Stuart

PS Je viens de recevoir une lettre de notre camarade à Paris. Il indique qu'il a reçu des informations sur le conflit dans le SWP que nous lui avons envoyées il y a deux mois. Par le même courrier, j'ai également reçu un numéro du dernier *L'Étincelle* (dont la ligne est encore OK) et d'un bulletin intérieur qui comprend « *L'URSS en Guerre* » ; l'introduction à cet article comprend la phrase suivante : « Pour des raisons matérielles, il est impossible de donner dans ce numéro la réponse (!) des militants de la minorité internationale ». Cela semble indiquer non seulement qu'ils ont reçu les documents de la minorité d'ici, mais qu'ils sont divisés aussi. En fait il y a aussi dans ce bulletin un article signé « Gilbert » [Yvan Craipeau] qui donne plus ou moins les arguments de Held sur la guerre de Finlande. J'enverrai ce matériel dès qu'on en aura fait des copies ici.

OEUVRES DE LÉON TROTSKY

C'est en 1978 qu'est paru le premier volume de la publication de l'Institut Léon Trotsky, les *OEuvres*, de mars à juillet 1933, premier volume de la première série des oeuvres d'exil du révolutionnaire russe, publiées sous la direction de Pierre Broué.

De 1978 à 1980, l'Institut Léon Trotsky a ainsi publié sept volumes qui reposaient sur les écrits publiés de Léon Trotsky, la partie « ouverte » des archives de Harvard et différentes archives à travers le monde.

Depuis 1980, à partir du volume 8, le travail qui a été épaulé par la R.C.P. 596 puis la Jeune Equipe « Histoire du Communisme » du C.N.R.S., repose désormais principalement sur la partie « fermée » des papiers d'exil de Trotsky, à la Houghton Library de l'Université de Harvard.

La première série de cette publication s'est terminée avec le volume 24 en septembre 1987.

La nouvelle série est commencée avec les volumes I, II et III : elle couvrira la période de 1928, l'exil de Trotsky à Alma-Ata, jusqu'en 1933, l'appel à la construction de la IV^e Internationale. On a également prévu des volumes de compléments, sur la base de la partie « fermée » pour 1933-1935.

On peut se procurer les volumes des Œuvres en s'adressant à l'administration des Cahiers Léon Trotsky ainsi qu'aux librairies de la Selio, 87, rue du Faubourg-Saint-Denis, Paris (10^e), et de la Brèche, 8, rue de Romainville, Paris (19^e).

ISSN 0181 - 0790

Prix : 90 F

Cahiers Léon Trotsky □ **Institut Léon Trotsky**